

**Procédure de l'UEFA sur l'octroi de licence aux
clubs et le fair-play financier
Instrument d'aide sur la solution informatique
OL/FPF**

Édition 2014

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	2
2. RÉSUMÉ DE LA PROCÉDURE DE SURVEILLANCE DES CLUBS	5
3. DIRECTIVES POUR LE « PACKAGE EF » DES ÉTATS FINANCIERS	7
4. DIRECTIVES POUR LE PACKAGE DES INFORMATIONS SUR LE CLUB	11
5. DIRECTIVES POUR LES PACKAGES DES INFORMATION RELATIVES À L'ÉQUILIBRE FINANCIER	15
6. DIRECTIVES POUR LES PACKAGES DES ARRIÉRÉS DE PAIEMENT	24
APPENDICE I : DATES CLÉS ET DÉLAIS POUR LA PROCÉDURE DE SURVEILLANCE 2014/15	36
APPENDICE II : LIEN ENTRE LE PACKAGE EF ET LES PACKAGES EqF	38
APPENDICE III : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE IC : PÉRIMÈTRE DE REPORTING	40
APPENDICE IV : DIRECTIVES POUR LES PACKAGES EF ET EqF: REMPLISSAGE DES TABLEAUX	45
APPENDICE V : DIRECTIVES POUR LES AJUSTEMENTS DU PACKAGE EqF	73
APPENDICE VI : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EqF09	95
APPENDICE VII : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EqF : PÉRIODES DE REPORTING AUTRES QUE 12 MOIS	113
APPENDICE VIII : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EqF : TAUX DE CHANGE (MONNAIE AUTRE QUE L'EURO)	115
APPENDICE IX : DIRECTIVES RELATIVE À L'EXEMPTION DE L'EXIGENCE RELATIVE À L'ÉQUILIBRE FINANCIER	117
APPENDICE X : DIRECTIVES RELATIVES À L'OBLIGATION DE NOTIFIER LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS	118
APPENDICE XI : SOLUTION INFORMATIQUE OL/FPF : CONDITIONS GÉNÉRALES	119
INDEX	126

1. INTRODUCTION

1.1. Exigences liées à la surveillance des clubs

Le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (ci-après le « Règlement ») comprend la *Section III : Surveillance des clubs* (également connue sous la dénomination « exigences liées au fair-play financier [ci-après « FPF »]). Tous les articles, alinéas, lettres et annexes mentionnés dans le présent *Instrument d'aide sur la solution informatique OL/FPF* font référence au *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier*.

Les exigences liées à la surveillance sont les suivantes pour les bénéficiaires de la licence :

- **l'exigence relative à l'équilibre financier** (articles 58 à 63) ;
- **les informations financières prévisionnelles** (dispositions renforcées, article 64) ;
- **l'absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football (dispositions renforcées, article 65) ;**
- **l'absence d'arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales (dispositions renforcées, article 66) ; et**
- **l'obligation de notifier les événements postérieurs** (article 67).

Le Règlement contient également :

- les droits, obligations et responsabilités des parties concernées (articles 53 à 56) ;
- le champ d'application et les exemptions (article 57) ; et
- les autres dispositions communes à toutes les exigences liées à la surveillance (articles 68 à 74).

L'exigence relative à l'équilibre financier est entrée en vigueur pour les états financiers annuels de la période de reporting s'achevant en 2012, à savoir pour la première période de surveillance évaluée au cours de la saison de licence 2013/14. La deuxième période de surveillance sera évaluée au cours de la saison de licence 2014/15.

Tous les bénéficiaires de la licence qui se sont qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA sont tenus de se soumettre aux exigences liées à la surveillance des clubs durant toute la procédure de surveillance, même si leur participation à une compétition de l'UEFA s'arrête avant la fin de la saison de licence. Certains clubs seront exemptés de l'exigence relative à l'équilibre financier conformément à l'article 57, alinéa 2.

Les bailleurs de licence assument eux aussi d'importantes responsabilités dans le cadre de la procédure de surveillance (article 55). Ces responsabilités comprennent la communication aux bénéficiaires de la licence des exigences relative à la soumission des informations et des délais et le soutien des candidats à la licence/bénéficiaires de la licence pour qu'ils remplissent les exigences liées à la surveillance des clubs. Les bailleurs de licence doivent également effectuer des procédures d'évaluation en rapport avec la documentation relative à la surveillance soumise par les bénéficiaires de la licence (annexe IX, lettres G et H).

1.2. But du présent instrument d'aide

Le présent *Instrument d'aide sur la solution informatique OL/FPF*, édition 2014, (ci-après « Instrument d'aide FPF ») sert de guide pour aider les parties prenantes à comprendre les exigences liées à la mise à disposition d'informations financières par les bénéficiaires de la licence au moyen de la solution informatique OL/FPF développée par l'UEFA (voir section 1.3).

L'Instrument d'aide FPF est divisé en sections selon les thèmes suivants :

- la procédure de surveillance des clubs (section 2 et appendice I) ;
- le package des états financiers (ci-après « **package EF** ») (section 3 et appendices II et IV) ;
- le package des informations sur le club (ci-après « **package IC** ») (section 4 et appendice III) ;
- le package des informations relatives à l'équilibre financier (ci-après « **package EqF** ») (section 5 et appendices IV, V, VI, VII, VIII, IX) ; et
- le package des arriérés de paiement (ci-après « **package AP** ») (section 6).

Tous les appendices, sections et paragraphes mentionnés dans cet *Instrument d'aide sur la solution informatique OL/FPF* se réfèrent au présent document.

Le présent Instrument d'aide FPF prime tout instrument d'aide et guide antérieur relatif aux exigences liées à la surveillance des clubs.

En cas de divergence entre le présent Instrument d'aide FPF et le Règlement, ce dernier fera foi. Les informations figurant dans cet Instrument d'aide n'affectent en rien toute décision éventuelle prise par l'Instance de contrôle financier des clubs (ci-après « ICFC ») concernant l'application du Règlement.

1.3. Solution informatique OL/FPF

L'UEFA a mis en place un système informatique (ci-après « **solution informatique OL/FPF** ») dans le but de :

- réunir des informations des candidats à la licence/bénéficiaires de la licence afin d'introduire, d'évaluer et d'appliquer les dispositions du Règlement ; et
- partager des informations et des documents avec les bailleurs de licence concernant leurs clubs affiliés, afin d'introduire, d'évaluer et d'appliquer les dispositions du Règlement.

L'accès à la solution informatique OL/FPF est restreint aux utilisateurs enregistrés suivants :

- candidats à la licence/bénéficiaires de la licence ;
- bailleurs de licence ; et
- l'UEFA, y compris tous les représentants et employés de l'UEFA responsables des questions d'octroi de licence aux clubs et de fair-play financier et/ou de la solution informatique OL/FPF, tous les membres de l'ICFC et les tiers autorisés travaillant au nom de l'UEFA dans le domaine de l'octroi de licence aux clubs et du fair-play financier.

Tout utilisateur enregistré dans la solution informatique OL/FPF doit respecter certaines exigences, comme prévu dans les conditions générales d'utilisation de la solution informatique OL/FPF (voir **appendice XI** pour plus de détails). Si un candidat à la licence/bénéficiaire de la licence n'accepte pas ces conditions générales, il ne pourra pas accéder à la solution informatique OL/FPF pour soumettre les informations relatives à la surveillance des clubs.

L'UEFA mettra à disposition un guide technique supplémentaire séparé pour l'accès à la solution informatique OL/FPF et pour son utilisation.

L'URL de la solution informatique OL/FPF est actuellement la suivante : <https://CL/FFP.uefa.ch/fcprod/>.

1.4. Obligation du bénéficiaire de la licence de fournir des informations complètes et précises

Le bénéficiaire de la licence est tenu de collaborer avec le bailleur de licence, l'Administration de l'UEFA et l'ICFC en relation avec toutes leurs demandes et leurs questions. Le bénéficiaire de la licence doit fournir au bailleur de licence et à l'ICFC toutes les informations nécessaires et/ou tous les documents pertinents afin de démontrer pleinement que les exigences liées à la surveillance sont remplies, ainsi que tout autre document requis et considéré comme pertinent pour la prise de décision en matière de surveillance des clubs (article 56, lettres a et b).

Avant de soumettre des informations via la solution informatique OL/FPF, le bénéficiaire de la licence doit remplir la lettre d'affirmation de la direction certifiant que toutes les mesures possibles ont été prises pour que les informations saisies dans les packages de la solution informatique OL/FPF soient claires, précises, fiables et complètes, conformément aux exigences figurant dans le Règlement, les directives, les instruments d'aide et les autres informations communiquées aux bénéficiaires de la licence.

Le bénéficiaire de la licence doit collaborer avec son bailleur de licence, l'Administration de l'UEFA et l'ICFC en relation avec toutes leurs demandes et leurs questions, et doit leur fournir l'ensemble des informations et des documents pertinents sur toutes les entités relatives au périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence.

1.5. Obligation du bénéficiaire de la licence de notifier les événements postérieurs

Conformément à l'article 56, lettre c, le bénéficiaire de la licence doit informer par écrit dans les meilleurs délais le bailleur de licence de tout événement ultérieur qui représente un changement important par rapport aux informations qui lui ont été communiquées. En outre, conformément à l'article 67, alinéa 1, le bénéficiaire de la licence doit notifier au bailleur de licence, sans délai et par écrit, tout changement important, notamment tout événement postérieur de grande importance économique, jusqu'à la fin de la saison de licence.

Le bénéficiaire de la licence est tenu de respecter les articles 56 et 67 durant toute la procédure de surveillance, même s'il est éliminé d'une compétition de l'UEFA.

Un « changement important » est un événement considéré comme ayant une importance significative au regard de la documentation soumise antérieurement au bailleur de licence, en application des exigences relatives à l'octroi de licence et/ou à la surveillance des clubs, et qui exigerait une présentation différente s'il s'était produit avant la soumission de la documentation. Un changement important comprend notamment tout événement postérieur ou condition de grande importance économique au sens de l'article 3 intervenu après la soumission de la documentation. Des directives complémentaires figurent à l'**appendice X**.

La notification écrite adressée par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence au sujet de ce changement important doit comprendre une description de l'événement ou de la condition concerné(e) ainsi qu'une estimation de leurs incidences financières, ou l'indication (motivée) qu'une telle estimation ne peut être faite.

Après avoir reçu notification d'un changement important d'un bénéficiaire de la licence, le bailleur de licence doit informer immédiatement l'UEFA de toutes les informations pertinentes qui lui ont été soumises

2. RÉSUMÉ DE LA PROCÉDURE DE SURVEILLANCE DES CLUBS

La procédure de surveillance des clubs (article 54) porte sur la soumission et l'évaluation des informations (y compris les décisions correspondantes) en relation avec les exigences liées à la surveillance des clubs. Elle est prise en charge par l'UEFA. L'**appendice I** définit **les dates clés et les délais pour la procédure de surveillance 2014/15**, et décrit les exigences applicables en matière de documentation.

2.1. Principales étapes de la procédure de surveillance des clubs

1. L'Administration de l'UEFA communique aux bailleurs de licence et aux bénéficiaires de la licence les exigences liées à la surveillance des clubs, les exigences en matière de documentation et les délais pour la soumission de la documentation à l'UEFA.
2. Le bailleur de licence communique les délais nationaux pour l'examen de la documentation et les communique aux candidats à la licence/bénéficiaires de la licence.
3. Dans le délai communiqué par l'UEFA, tous les candidats à la licence (ou leurs bailleurs de licence) doivent soumettre les informations minimales relatives aux états financiers (au moyen du **package EF**) à des fins de comparaison. *Remarque : la soumission de ces informations permettra de pré-remplir le package EqF, comme expliqué à la **section 3** et à l'**appendice II**.*
4. Le bailleur de licence s'assure qu'au minimum tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour les compétitions interclubs de l'UEFA sur la base de leurs performances sportives aient signé les conditions générales de la solution informatique OL/FPF figurant à l'**appendice XI** et les aient retournées à l'UEFA afin que les candidats à la licence/bénéficiaires de la licence correspondants puissent avoir accès à la solution informatique OL/FF, qu'ils doivent utiliser pour soumettre leurs informations à l'UEFA.
5. La soumission des informations par le bénéficiaire de la licence se fait par la saisie et le transfert d'informations dans la solution informatique OL/FPF, sauf demande contraire de l'UEFA. Dans le délai fixé par le bailleur de licence comme précisé à l'étape 2, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre sa documentation complète relative à la surveillance, comprenant :
 - les informations sur le club (au moyen du **package IC**) ;
 - les informations relatives à l'absence d'arriérés de paiement au 30 juin, y compris les dettes de transfert, les dettes envers le personnel et les dettes envers les administrations sociales ou fiscales (dans le **package AP06**) ; et
 - les informations relatives à l'équilibre financier pour chacune des périodes de reporting T-1 et T-2 (dans le **package EqF06**).
6. Le bailleur de licence procède à l'évaluation sur la base de la documentation qui lui a été soumise par le bénéficiaire de la licence. Dans le cadre de son évaluation, le bailleur de licence peut demander des informations complémentaires/révisées au bénéficiaire de la licence.
7. Dans le délai fixé, le bailleur de licence soumet la documentation validée à l'Administration de l'UEFA. Par la soumission de ces documents, le bailleur de licence confirme qu'il a dûment suivi la procédure d'évaluation et met en exergue tout problème susceptible d'influer sur la prise de décision de l'ICFC.
8. Si le bénéficiaire de la licence réalise une des conditions décrites par les indicateurs 1 à 4 de l'article 62 ou sur demande de l'ICFC, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre au bailleur de licence, dans le délai fixé, sa documentation complète relative à la surveillance, comprenant :
 - les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T et les informations concernant les contributions (dans le **package EqF09**) ;
 - les informations financières prévisionnelles pour la période de reporting T+1 (dans le **package EqF09**) ;
 - les informations relatives à l'équilibre financier pour les périodes de reporting T-3 et T-4 (le cas échéant) ; et
 - la documentation relative à l'absence d'arriérés de paiement au 30 septembre (dans le **package AP09**) si le bénéficiaire de la licence a franchi l'indicateur 4 (arriérés de paiement au 30 juin) ou sur demande de l'ICFC.
9. Le bailleur de licence procède à l'évaluation sur la base de la documentation qui lui a été soumise par le bénéficiaire de la licence. Dans le cadre de la procédure d'évaluation, le bailleur de licence peut demander des informations complémentaires/révisées au bénéficiaire de la licence. *Remarque : si les informations*

relatives à l'équilibre financier soumises dans un premier temps pour la période de reporting T sont basées sur des états financiers non audités, le bailleur de licence ne doit pas effectuer la procédure d'évaluation avant la soumission par le bénéficiaire de la licence de la documentation relative à la surveillance basée sur des états financiers audités.

10. Dans le délai fixé, le bailleur de licence soumet la documentation validée à l'UEFA. Par la soumission de ces documents, le bailleur de licence confirme qu'il a dûment suivi la procédure d'évaluation et met en exergue tout problème susceptible d'influer sur la prise de décision de l'ICFC.
11. L'ICFC, avec le soutien de l'Administration de l'UEFA et d'experts indépendants, procède à l'évaluation de la documentation relative à la surveillance et prend les décisions appropriées conformément aux *Règles de procédure régissant l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA*.
12. L'ICFC et/ou l'Administration de l'UEFA peut/peuvent demander des informations complémentaires au bénéficiaire de la licence/bailleur de licence durant toute la procédure de surveillance. Le bailleur de licence et le bénéficiaire de la licence doivent collaborer avec l'ICFC en relation avec ses demandes et ses questions (articles 55 et 56). L'ICFC doit constamment garder à l'esprit les objectifs généraux du Règlement, en particulier afin de déjouer toute tentative visant à les contourner (article 53, alinéa 3).

3. DIRECTIVES POUR LE « PACKAGE EF » DES ÉTATS FINANCIERS

Le package des états financiers (ci-après « **package EF** ») de la solution informatique OL/FPF sert à la soumission des informations financières concernant le périmètre de reporting du candidat à la licence dans le but :

- de pré-remplir certains éléments du package EqF (tableaux « Compte de résultats », « Bilan » et « Flux de trésorerie ») pour les bénéficiaires de la licence soumis aux exigences liées à la surveillance des clubs pour la saison de licence suivante, comme expliqué à l'**appendice II** ; et
- de développer le benchmarking, conformément à l'article 2.

3.1. Informations à soumettre

Le candidat à la licence doit fournir les informations ci-après dans le package EF concernant la période de reporting qui s'est achevée lors de l'année civile précédente. Pour la procédure de surveillance 2014/15, les données financières suivantes sont requises pour la période de reporting financier qui s'est achevée en 2013 :

Tableaux du package EF		Responsabilité	Directives correspondantes
1.	Bilan	Remplir le tableau « Bilan », y compris les rapprochements/la note suivant(e)(s) : (i) Fonds propres (ii) Immobilisations incorporelles (inscriptions de joueurs) (iii) Note sur les immobilisations corporelles et incorporelles : ajouts	- Section 3.3 - Appendice III, lettre C - Appendice IV, lettre A
2.	Compte de résultats	Remplir le tableau « Compte de résultats ». Si nécessaire pour la bonne compréhension des données financières, fournir des explications complémentaires sur les postes suivants du compte de résultats au moyen des champs de commentaire correspondants : - Recettes exceptionnelles - Dépenses exceptionnelles - Autres recettes - Autres dépenses - Recettes provenant d'opérations non footballistiques - Dépenses provenant d'opérations non footballistiques	- Section 3.3 - Appendice III, lettre C - Appendice IV, lettre B
3.	Tableau des flux de trésorerie	Remplir le tableau « Tableau des flux de trésorerie ».	- Section 3.3 - Appendice III, lettre C - Appendice IV, lettre C
4.	Informations sur le club	Remplir le tableau « Informations sur le club », y compris les informations suivantes : (i) Informations juridiques (ii) Informations sur le reporting a. Périmètre de reporting b. Comptabilisation et propriété du stade c. Opinion d'audit sur les états financiers d. Droits économiques sur les joueurs e. Durée de la période de reporting	- Section 3.4

3.2. Date de soumission

Le candidat à la licence doit préparer les informations du package EF et les soumettre à son bailleur de licence pour transmission à l'Administration de l'UEFA dans le délai fixé, faute de quoi le cas sera notifié à l'Administration de l'UEFA. Les dates clés et les délais pour la saison de licence 2014/15 figurent dans l'**appendice I**.

Les informations financières saisies dans le package EF doivent être basées sur les états financiers et/ou sur les pièces comptables sous-jacentes et doivent être rapprochées de ces chiffres pour le périmètre de reporting du candidat à la licence concernant la période de reporting qui s'est achevée lors de l'année civile précédente. Les informations financières auditées doivent servir de base à la préparation du package EF.

Pour certains candidats à la licence, plusieurs données du package EF seront pré-remplies à partir des informations saisies au préalable dans le package EqF09. Le candidat à la licence/bailleur de licence doit néanmoins vérifier ces informations dans le package EF et les modifier le cas échéant.

3.3. Informations du compte de résultats, du bilan et du tableau des flux de trésorerie

Les informations financières doivent couvrir le même périmètre de reporting que les informations préparées et soumises dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs et de la procédure de surveillance des clubs.

La présentation des informations et les données requises dans les tableaux du package EF sont basées sur les tableaux correspondants du package EqF (voir **section 5.1.3**). Le candidat à la licence doit saisir les chiffres dans les tableaux du package EF conformément aux définitions de postes de l'annexe VI et comme expliqué à l'**appendice IV**.

Les chiffres doivent être saisis dans les tableaux comme suit :

- dans la monnaie de présentation du bénéficiaire de la licence ;
- arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235) ;
- pour le bilan, toutes les entrées doivent être inscrites en tant que chiffres positifs ;
- pour le compte de résultats, tous les produits doivent être inscrits en tant que chiffres positifs et toutes les charges en tant que chiffres négatifs ;
- pour le tableau des flux de trésorerie, toutes les entrées doivent être inscrites en tant que chiffres positifs et toutes les sorties en tant que chiffres négatifs.

3.3.1. Rapprochement des fonds propres dans le bilan

Ce rapprochement nécessite la présentation des chiffres suivants :

- total des fonds propres/réserves au début de la période ;
- ajustement d'exercices précédents/modification du périmètre de reporting (par rapport à la période de reporting précédente) ;
- profit/perte après la période (après le paiement des dividendes) ;
- augmentation du capital/des contributions en capital ;
- modification des réserves de réévaluation ; et
- autres mouvements de fonds propres/réserves au cours de la période de reporting.

3.3.2. Rapprochement des immobilisations incorporelles (inscriptions de joueurs) dans le bilan

Pour les candidats à la licence qui utilisent la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour la comptabilisation des inscriptions de joueurs, le tableau « Bilan » du package EF demande également le rapprochement des variations du coût, de l'amortissement et de la valeur comptable nette des actifs incorporels (inscriptions de joueurs).

Ce rapprochement nécessite la présentation des chiffres suivants :

- coût historique total et amortissement cumulé au début de la période, avec calcul automatique de la valeur comptable nette au début de la période ;
- coût des inscriptions de joueurs au cours de la période ;
- coût historique et amortissement cumulé des inscriptions de joueurs au cours de la période ;
- frais d'amortissement pour la période, tels qu'indiqués dans le tableau « Compte de résultats » ; et
- le cas échéant, perte de valeur des inscriptions de joueurs durant la période.

3.3.3. Note sur les ajouts d'immobilisations corporelles et incorporelles

Pour les candidats à la licence qui ont fait état d'ajouts d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles, le tableau « Bilan » du package EF requiert des explications détaillées sur ces ajouts pendant la période de reporting.

Ces explications nécessitent la présentation des chiffres suivants :

- Ajouts de terrains et de bâtiments
- Ajouts d'actifs en construction
- Ajouts d'autres immobilisations
- Cessions d'actifs en construction
- Ajouts d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs

3.4. Informations sur le club

Dans le package EF, le candidat à la licence doit soumettre les **informations juridiques** et les **informations sur le reporting** pour la période de reporting. Il doit s'assurer de fournir toutes les informations requises. Si un champ n'est pas applicable, il convient de saisir « Non applicable ».

Le candidat à la licence doit fournir les **informations juridiques** suivantes :

- Indiquer l'entité juridique qui est le candidat à la licence :
 - raison sociale complète du candidat à la licence ; et
 - forme juridique du candidat à la licence.
- Si le candidat à la licence n'est pas le membre enregistré de l'association nationale et/ou de sa ligue affiliée, indiquer :
 - raison sociale complète du membre enregistré ; et
 - forme juridique du membre enregistré.
- Donner des précisions sur la société mère ultime du candidat à la licence :
 - nom de la société mère ultime ;
 - forme juridique de la société mère ultime.

La société mère ultime est l'individu ou l'entité juridique qui détient le contrôle de l'entité, en ayant une participation majoritaire dans le candidat à la licence ou en exerçant un contrôle sur lui par d'autres moyens qu'une participation, par exemple par des droits de vote, des droits de représentation au comité de direction ou un pacte d'actionnaires.

Le candidat à la licence doit fournir les **informations sur le reporting** suivantes :

- Indiquer si le périmètre de reporting couvre une seule entité (« entité unique ») ou plusieurs entités, et préciser si les entités forment un groupe consolidé (« états financiers consolidés ») ou un autre regroupement (« états financiers combinés »).
- Si les états financiers sont consolidés, indiquer la raison sociale complète de l'entité présentant les états financiers pour laquelle des informations financières consolidées sont disponibles.
- Si les états financiers sont combinés, indiquer les noms complets de toutes les entités figurant dans le périmètre de reporting.
- Le cas échéant, énumérer les noms de toutes les filiales du candidat à la licence qui sont exclues du périmètre de reporting et expliquer les motifs de leur exclusion.
- Indiquer dans quelle mesure les actifs liés au stade se reflètent dans le périmètre de reporting et qui est le principal propriétaire du stade.
- Préciser s'il y a une note concernant des droits économiques sur des joueurs dans les états financiers ou dans les informations complémentaires.
- Identifier la nature de l'opinion d'audit sur les états financiers annuels.
- Indiquer la durée de la période de reporting, si elle n'est pas de douze mois.

3.5. Rôle du bailleur de licence concernant le package EF

Le bailleur de licence peut accepter d'aider les candidats à la licence à préparer les informations ; il doit s'assurer que celles-ci soient soumises à l'Administration de l'UEFA dans le délai fixé.

Lorsque le package EF est transmis par le bailleur de licence à l'Administration de l'UEFA, aucune procédure d'évaluation officielle ne doit être réalisée par le bailleur de licence.

4. DIRECTIVES POUR LE PACKAGE DES INFORMATIONS SUR LE CLUB

Le package des informations sur le club (ci-après « **package IC** ») de la solution informatique OL/FPF sert à :

- la soumission d'**informations administratives** liées au bénéficiaire de la licence, et à
- la soumission et l'évaluation du **périmètre de reporting** déterminé par le bénéficiaire de la licence.

Comme précisé à l'article 46bis, le périmètre de reporting correspond à l'entité ou au regroupement d'entités pour laquelle/lesquelles les informations financières doivent être préparées et soumises dans le cadre à la fois de l'octroi de licence aux clubs et de la surveillance des clubs.

Pour la préparation et la soumission des informations financières requises dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs, le bénéficiaire de la licence doit utiliser le même périmètre de reporting que celui qu'il a utilisé dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, sauf si les circonstances ont changé.

Tout candidat à la licence/bénéficiaire de la licence doit déterminer soigneusement le périmètre de reporting approprié. Des directives complémentaires figurent à l'**appendice III**.

4.1. Responsabilités des bénéficiaires de la licence

4.1.1. Résumé de la documentation à soumettre

Tableaux du package IC		Responsabilité	Directives correspondantes
1.	Informations sur le club	Vérifier les informations figurant dans le tableau : (i) la monnaie de présentation des comptes et (ii) le mois de clôture de la période de reporting. En cas d'erreur, prendre contact avec l'Administration de l'UEFA avant de saisir toute information dans un package.	- Voir section 4.1.3.
		Présenter les informations juridiques requises : (i) Forme juridique (ii) Société mère ultime Présenter les informations sur le reporting requises : (i) Périmètre de reporting (ii) Reconnaissance et propriété du stade (iii) Opinion d'audit sur les états financiers (iv) Droits économiques sur les joueurs (v) Durée de la période de reporting	- Section 4.1.4 - Appendice III
		Joindre la structure juridique du groupe au package IC.	- Section 4.1.4
2.	Coordonnées	Saisir les coordonnées du bénéficiaire de la licence devant être utilisées par l'Administration de l'UEFA et par l'ICFC.	- Section 4.1.5
3.	Lettre d'affirmation de la direction	Compléter la lettre d'affirmation de la direction pour valider les informations.	- Voir section 4.1.6.

4.1.2. Date de soumission

Pour la saison de licence 2014/15, tous les bénéficiaires de la licence doivent fournir les informations requises dans le package IC pour chacune des périodes de reporting T-2, T-1 et T en même temps qu'ils soumettent les packages EqF06 et AP06.

Conformément à l'article 67, les bénéficiaires de la licence doivent informer rapidement leur bailleur de licence (et, par conséquent, l'Administration de l'UEFA) de tout changement apporté aux informations du club par rapport à la période de reporting T ; ils pourront ensuite être priés de soumettre une version actualisée du package IC.

Les bénéficiaires de la licence qui sont également tenus de préparer et de soumettre les packages EqF09 et/ou AP09 doivent fournir une lettre d'affirmation de la direction (avec les packages respectifs) confirmant que les

informations soumises au préalable dans le package IC concernant la période de reporting T et/ou à la date d'évaluation sont exhaustives et exactes.

4.1.3. Monnaie de présentation et informations sur la période de reporting

Avant de saisir toute donnée dans un package, le bénéficiaire de la licence doit prendre contact avec l'Administration de l'UEFA si :

- (i) la **monnaie de présentation** préinscrite dans le tableau « Informations sur le club » est différente de la monnaie de présentation des états financiers annuels de l'entité/des entités présentant les états financiers ; et/ou
- (ii) le **mois de clôture** de la période de reporting préinscrit est différent de celui de la période de reporting effective.

Si la monnaie de présentation est autre que l'euro, le tableau « Informations sur le club » indiquera les taux de change applicables à chaque période de reporting, tels que publiés par la Banque centrale européenne ou par une autre source appropriée (article 57, alinéa 3). Se référer aux directives supplémentaires figurant à l'**appendice VIII** concernant les informations financières libellées dans une monnaie autre que l'euro.

Si la période de reporting du bénéficiaire de la licence comporte plus ou moins de 12 mois, se référer aux directives supplémentaires figurant à l'**appendice VII**.

4.1.4. Informations juridiques et informations sur le reporting

Dans le package IC, le bénéficiaire de la licence doit soumettre des **informations juridiques** et des **informations sur le reporting** pour chaque période de reporting concernée (T-2, T-1 et T).

Il doit s'assurer de fournir toutes les informations requises pour chaque période de reporting. Si un champ n'est pas applicable, il convient de saisir « Non applicable ». Si des informations requises sont les mêmes que celles de la période de reporting précédente, l'utilisateur peut copier et coller les informations d'un champ à l'autre.

Pour chaque période de reporting, le bénéficiaire de la licence doit fournir les **informations juridiques** suivantes :

- Indiquer l'entité juridique qui est le bénéficiaire de la licence :
 - raison sociale complète du bénéficiaire de la licence ; et
 - forme juridique du bénéficiaire de la licence.
- Si le bénéficiaire de la licence n'est pas le membre enregistré de l'association nationale et/ou de sa ligue affiliée, indiquer :
 - raison sociale complète du membre enregistré ; et
 - forme juridique du membre enregistré.
- Donner des précisions sur la société mère ultime du bénéficiaire de la licence :
 - nom de la société mère ultime ;
 - forme juridique de la société mère ultime.

La société mère ultime est l'individu ou l'entité juridique qui détient le contrôle de l'entité, en ayant une participation majoritaire dans le bénéficiaire de la licence ou en exerçant un contrôle sur lui par d'autres moyens qu'une participation, par exemple par des droits de vote, des droits de représentation au comité de direction ou un pacte d'actionnaires.

Pour chaque période de reporting, le bénéficiaire de la licence doit fournir les **informations sur le reporting** suivantes :

- Indiquer si le périmètre de reporting couvre une seule entité (« entité unique ») ou plusieurs entités, et préciser si les entités forment un groupe consolidé (« états financiers consolidés ») ou un autre regroupement (« états financiers combinés »).
- Si les états financiers sont consolidés, indiquer la raison sociale complète de l'entité présentant les états financiers pour laquelle des informations financières consolidées sont disponibles).
- Si les états financiers sont combinés, indiquer les noms complets de toutes les entités figurant dans le périmètre de reporting.

- Le cas échéant, énumérer les noms de toutes les filiales du bénéficiaire de la licence qui sont exclues du périmètre de reporting et expliquer les motifs de leur exclusion.
- Préciser si les activités décrites à l'article 46bis, alinéa 2 et à l'article 46bis, alinéa 3, sont incluses dans les états financiers d'une entité figurant dans le périmètre de reporting.
- Indiquer dans quelle mesure les actifs liés au stade se reflètent dans le périmètre de reporting et qui est le principal propriétaire du stade.
- Préciser s'il y a une note concernant des droits économiques sur des joueurs dans les états financiers ou dans les informations complémentaires.
- Identifier la nature de l'opinion d'audit sur les états financiers annuels.
- Indiquer la durée de la période de reporting, si elle n'est pas de douze mois.

Dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs (article 46), le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence la structure juridique du groupe (par exemple, représentée sous la forme d'un organigramme) pour la période de reporting T, dûment approuvée par la direction.

Dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs, cette même documentation doit être jointe au package IC et soumise à l'Administration de l'UEFA.

4.1.5. Coordonnées

Le bénéficiaire de la licence doit également communiquer d'autres informations dans le tableau qui sont exactes au moment de la soumission et qui seront utilisées, si nécessaire, par l'Administration de l'UEFA et/ou par l'ICFC pour la correspondance avec le bénéficiaire de la licence :

- raison sociale complète et adresse postale du bénéficiaire de la licence ;
- adresse e-mail du bénéficiaire de la licence ;
- numéro de fax ;
- numéro de téléphone ;
- confirmation que les coordonnées sont les mêmes que celles qui figurent dans l'extrait le plus récent d'un registre public et/ou du registre des clubs de l'association membre de l'UEFA concernée.

4.1.6. Lettre d'affirmation de la direction

Le bénéficiaire de la licence doit valider le package IC avant de le soumettre en remplissant le tableau « Lettre d'affirmation de la direction » certifiant que toutes les mesures possibles ont été prises pour que les informations saisies dans la solution informatique OL/FPF soient claires, précises, fiables et complètes, conformément aux exigences figurant dans le Règlement, les directives, les instruments d'aide et les autres informations communiquées aux bénéficiaires de la licence.

Le bénéficiaire de la licence doit également communiquer au bailleur de licence tout autre élément inhabituel du package en saisissant une brève description dans le champ prévu à cet effet et/ou en décrivant toute documentation annexée au package.

Le représentant de la direction du bénéficiaire de la licence doit figurer sur la liste des signataires autorisés dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.

4.2. Responsabilités des bailleurs de licence

4.2.1. Introduction

Conformément aux articles 54 et 55 du Règlement, chaque bailleur de licence doit assumer des responsabilités importantes en rapport avec la procédure de surveillance des clubs, notamment en évaluant certains aspects des informations soumises par chaque bénéficiaire de la licence et en confirmant cette évaluation à l'ICFC.

Le bailleur de licence a accès aux tableaux et aux informations soumis par ses bénéficiaires de licence dans la solution informatique OL/FPF, mais il ne peut pas éditer ces données. Le bailleur de licence peut éditer uniquement le tableau « Évaluation du bailleur de licence ».

Si le bailleur de licence identifie un problème et/ou une erreur potentiel(le), il prend contact dans un premier temps avec le bénéficiaire de la licence et lui demande de clarifier ce problème et/ou de corriger cette erreur dans la solution informatique OL/FPF (et de lui soumettre à nouveau le[s] package[s]).

Le bailleur de licence doit confirmer que les procédures d'évaluation ont été réalisées et souligner toute exception éventuelle en remplissant le tableau « Évaluation du bailleur de licence ».

4.2.2. Procédures d'évaluation

Les procédures d'évaluation du bailleur de licence concernant le package IC doivent comprendre au minimum les éléments suivants :

Tableau pour l'évaluation par le bailleur de licence : package IC	
Tableau	Procédures d'évaluation par le bailleur de licence
Lettre d'affirmation de la direction	- Vérifier que le signataire de la lettre d'affirmation de la direction figure sur la liste des signataires autorisés déjà soumise dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.
Informations sur le club	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les périodes de reporting T-2 et T-1 : évaluer si les « Informations juridiques » et les « Informations sur le reporting » correspondent aux informations soumises dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs. - Pour la période de reporting T : consulter les « Informations juridiques » et les « Informations sur le reporting » fournies par le bénéficiaire de la licence pour cette période et demander des informations complémentaires à ce dernier si des données sont incomplètes et/ou inexactes sur la base des connaissances acquises par le bailleur de licence sur le bénéficiaire de la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence et/ou sur la base d'autres sources d'information appropriées ; communiquer tout changement et/ou toute préoccupation à l'Administration de l'UEFA en complétant le champ <i>En cas d'exceptions, veuillez les décrire</i>.

5. DIRECTIVES POUR LES PACKAGES DES INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Le package relatif à l'équilibre financier (ci-après « **package EqF** ») de la solution informatique OL/FPF sert à la soumission et à l'évaluation des informations financières liées au périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier (articles 58 à 63) et, pour les bénéficiaires de la licence concernés, dans le cadre des exigences relatives aux informations financières prévisionnelles (article 64).

Pour chaque saison de licence, la solution informatique OL/FPF compte deux packages EqF :

- le **package EqF06**, qui est obligatoire pour tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA. Ce package (en particulier le compte de résultats, le bilan et le tableau des flux de trésorerie) sera pré-rempli avec les chiffres du **package EF**, s'ils ont été saisis et soumis précédemment, ou avec les chiffres d'un package EqF soumis antérieurement. Des directives complémentaires sur le package EF figurent à la **section 3** et aux **appendices II et IV**.
- le **package EqF09**, qui est obligatoire si le bénéficiaire de la licence a franchi l'un des indicateurs 1 à 4 de l'article 62 (voir **section 5.1.6**) ou sur demande de l'ICFC. Des directives complémentaires sur le package EqF09, y compris les délais de soumission, figurent à la section 5.1.2 et à l'**appendice VI**.

5.1. Responsabilités des bénéficiaires de la licence

5.1.1. Résumé de la documentation à soumettre

Tableaux du package EqF		Responsabilité	Package EqF06 [T-1 et T-2]	Package EqF09 [T et T+1]	Directives correspondantes
1.	Bilan	Remplir le tableau « Bilan ».	✓	✓	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre A
2.	Compte de résultats	Remplir le tableau « Compte de résultats ». Le cas échéant, remplir les tableaux supplémentaires pour fournir des informations complémentaires sur certains postes du compte de résultats : (i) ventilation des recettes de billetterie ; (ii) ventilation des recettes de sponsoring et de publicité ; (iii) ventilation des droits de diffusion ; (iv) ventilation des recettes commerciales ; (v) ventilation des autres produits d'exploitation ; (vi) ventilation des coûts de vente/des matériaux ; (vii) ventilation des prestations en faveur du personnel ; (viii) ventilation des autres charges d'exploitation ; (ix) ventilation des transferts de joueurs ; (x) ventilation des recettes et dépenses financières ; (xi) ventilation des autres recettes et dépenses.	✓	✓	- Voir section 5.1.3. - Appendice IV, lettre B
3.	Ajustements	Le cas échéant, remplir les tableaux des ajustements : (i) transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s) ; (ii) résultats des opérations non footballistiques ; (iii) excédent résultant de la cession	✓	✓	- Section 5.1.4 - Appendice V

Tableaux du package EqF		Responsabilité	Package EqF06 [T-1 et T-2]	Package EqF09 [T et T+1]	Directives correspondantes
		d'immobilisations corporelles ; (iv) dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior ; (v) dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité ; (vi) charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles ; (vii) exclusion d'éléments non monétaires ; (viii) ajustements relatifs aux transferts de joueurs.			
4.	Tableau des flux de trésorerie	Remplir le tableau « Tableau des flux de trésorerie ».	✓	✓	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre C
5.	Poursuite de l'exploitation et fonds propres négatifs	Compléter le tableau sur la poursuite de l'exploitation et les fonds propres négatifs	✓	×	- Section 5.1.6
6.	Contributions	Le cas échéant, remplir le tableau des contributions pour la période de surveillance.	×	✓	- Appendice VI, lettre D
7.	Facteur de transition	Le cas échéant, le bailleur de licence peut remplir le tableau « Facteur de transition » (pour les joueurs sous contrat avant le 1 ^{er} juin 2010).	×	✓	- Appendice VI, lettre I
8.	Informations financières prévisionnelles	Remplir les tableaux « Informations financières prévisionnelles » : (i) Bilan, (ii) Compte de résultats, (iii) Ajustements, et (iv) Tableau des flux de trésorerie.	×	✓	- Section 05.01.10 - Appendice VI, lettre H
9.	Lettre d'affirmation de la direction	Remplir le tableau « Lettre d'affirmation de la direction ».	✓	✓	- Section 05.01.12

5.1.2. Informations relatives à l'équilibre financier et délai de soumission

La période de surveillance est la période au cours de laquelle le bénéficiaire de la licence est évalué dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier. En règle générale, une période de surveillance couvre trois périodes de reporting, à savoir :

- la période de reporting T, s'achevant lors de l'année civile au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA commencent ;
- la période de reporting T-1, s'achevant lors de l'année civile précédant celle au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence ; et
- la période de reporting T-2, qui est celle qui précède T-1.

Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations financières correspondant à la période de reporting s'achevant pendant chaque année civile concernée, quelle que soit sa date de clôture statutaire.

Les chiffres devant être saisis dans la solution informatique OL/FPF doivent être basés sur les états financiers annuels audités et sur les pièces comptables sous-jacentes des entités incluses dans le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence pertinents et doivent être rapprochés de ces chiffres.

Tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA (pour les exceptions, consulter la **section 5.1.5**), doivent préparer et soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour les périodes de reporting T-1 et T-2 dans le package EqF06.

Si le bénéficiaire de la licence réalise une des conditions décrites par les indicateurs 1 à 4 de l'article 62, il est considéré comme ayant franchi l'indicateur correspondant et doit également préparer et soumettre d'ici au délai prévu les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T (dans le package EqF09), comme suit :

- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet doivent soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers audités d'ici au délai d'octobre ; ou
- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet (mais au plus tard le 31 décembre suivant) peuvent soumettre dans un premier temps les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les informations financières non auditées et rapprochées de ces chiffres d'ici au délai d'octobre. Ensuite, dans le délai de mars durant la saison de licence, ces bénéficiaires de la licence doivent préparer et soumettre les informations relatives à l'équilibre financier actualisées pour la période de reporting T basées sur les états financiers audités et sur les pièces comptables sous-jacentes, et rapprochées de ces chiffres.

5.1.3. Compte de résultats, bilan et tableau des flux de trésorerie

Le bénéficiaire de la licence doit fournir des informations pour chaque période de reporting concernée dans les tableaux « Compte de résultats », « Bilan » et « Flux de trésorerie » des packages EqF, sous la forme prescrite par la solution informatique OL/FPF.

Ces tableaux d'un package EqF seront pré-remplis avec les chiffres du package EF, s'ils ont été saisis et soumis précédemment, ou avec les chiffres d'un package EqF soumis antérieurement. Des directives complémentaires figurent à la **section 3** et à l'**appendice II**.

Le bénéficiaire de la licence a la responsabilité de s'assurer que les informations figurant dans le package EqF dans le cadre de la surveillance des clubs sont complètes et exactes.

Certains chiffres à saisir dans le package EqF seront déjà calculés et figureront dans la documentation soumise antérieurement par le bénéficiaire de la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs. D'autres peuvent nécessiter un calcul par la direction du bénéficiaire de la licence à partir des pièces comptables sous-jacentes de l'entité/des entités figurant dans le périmètre de reporting. Des directives complémentaires sont fournies à l'**appendice IV**.

Certains bénéficiaires de la licence doivent en outre remplir quelques-uns des tableaux supplémentaires suivants dans le cadre de la soumission du package EqF dans le délai fixé :

- ventilation des recettes de billetterie ;
- ventilation des recettes de sponsoring et de publicité ;
- ventilation des droits de diffusion ;
- ventilation des recettes commerciales ;
- ventilation des autres produits d'exploitation ;
- ventilation des coûts de vente/des matériaux ;
- ventilation des prestations en faveur du personnel ;
- ventilation des autres charges d'exploitation ;
- ventilation des transferts de joueurs ;
- ventilation des recettes et dépenses financières ; et
- ventilation des autres recettes et dépenses.

L'obligation de remplir un ou plusieurs tableau(x) supplémentaire(s) découle des données saisies dans les tableaux « Compte de résultats » et « Ajustements », et elle est automatiquement notifiée au bénéficiaire de la licence dans le package EqF. Les tableaux supplémentaires demandent au bénéficiaire de la licence de fournir davantage d'informations sur certains postes du compte de résultats et/ou sur des ajustements.

Les chiffres doivent être indiqués dans le package EqF dans la monnaie de présentation du bénéficiaire de la licence et arrondis au millier le plus proche. Le cas échéant, les chiffres saisis dans le package EqF seront automatiquement convertis de la monnaie de présentation en euros selon les taux de change indiqués dans la solution informatique OL/FPF, à savoir le taux de change moyen pour chaque période de reporting concernée. D'autres directives sont fournies à l'**appendice VIII**.

5.1.4. Ajustements pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting

Le résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting correspond à la différence entre les recettes déterminantes et les dépenses déterminantes, comme défini à l'article 58 et à l'annexe X. Si les recettes déterminantes sont supérieures aux dépenses déterminantes, le résultat relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence est excédentaire pour la période de reporting. Dans le cas contraire, le résultat relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence est excédentaire pour la période de reporting.

Les recettes déterminantes, les dépenses déterminantes et le résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting doivent être calculés conformément aux articles 58 et 60 : le bénéficiaire de la licence doit saisir ses chiffres dans les tableaux « Compte de résultats » et « Ajustements » du package EqF de la solution informatique OL/FPF.

Aux fins du calcul des recettes déterminantes et des dépenses déterminantes, certains ajustements seront identifiés automatiquement dans le package EqF et les montants correspondants seront exclus dans les postes suivants :

- dépréciation des immobilisations corporelles ;
- amortissement des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ;
- perte de valeur des immobilisations corporelles et/ou incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ;
- profit/perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles ;
- profit/perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ; et
- charges/produits d'impôt.

Le bénéficiaire de la licence doit également saisir manuellement des informations complémentaires pour les ajustements suivants, qui doivent être inclus dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

- excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles qui sont remplacées ;
- excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles qui ne sont pas remplacées ;
- transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s) ;

Dans le tableau supplémentaire prévu pour les transactions avec des parties liées, le bénéficiaire de la licence doit présenter les informations requises pour toutes les transactions avec une partie liée, que ces informations entraînent ou non un ajustement dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

- exclusion des résultats des opérations non footballistiques ;

Dans le tableau supplémentaire prévu pour les opérations non footballistiques, le bénéficiaire de la licence doit présenter les informations requises pour toutes les opérations non footballistiques, que ces informations entraînent ou non un ajustement dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

- dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior ;
- dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité ;
- charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles ;
- exclusion d'éléments non monétaires, et
- ajustements relatifs aux transferts de joueurs si un bénéficiaire de licence qui emploie la méthode comptable des recettes et des dépenses pour les inscriptions de joueurs dans ses états financiers annuels choisit d'appliquer la méthode de la capitalisation et de l'amortissement pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Le bénéficiaire de la licence doit satisfaire intégralement aux exigences minimales en termes de présentation pour chaque tableau des ajustements correspondant à chaque période de reporting. Des directives complémentaires figurent à l'**appendice V**.

D'autres ajustements peuvent également être réalisés concernant les recettes et les dépenses déterminantes du bénéficiaire de la licence : (i) l'Administration de l'UEFA peut reclasser des montants sur différents postes, ce reclassement n'ayant aucune répercussion sur le résultat relatif à l'équilibre financier (« Reclassement des EF ») et (ii) l'ICFC, sur la base de l'évaluation de la documentation relative à la surveillance, peut ajuster certains postes, ce qui aura des répercussions sur le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier (« Correction de l'EqF »).

5.1.5. Exemption de l'exigence relative à l'équilibre financier

Tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA, à l'exception de ceux qui sont exemptés de l'exigence relative à l'équilibre financier en vertu d'une autorisation spéciale accordée en application de l'article 15 du Règlement, doivent préparer et soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour les périodes de reporting T-1 et T-2 dans le package EqF06.

En outre, si le bénéficiaire de la licence prouve (après avoir préparé et soumis le package EqF06 dans son intégralité) que ses recettes déterminantes et ses dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions pour chacune des deux périodes de reporting T-1 et T-2, il sera exempté de l'exigence relative à l'équilibre financier et n'aura pas besoin de soumettre le package EqF09 (d'autres directives figurent à l'**appendice IX**).

5.1.6. Indicateurs

L'utilisation d'indicateurs fait partie intégrante de l'approche fondée sur le risque qui consiste à soumettre à des exigences plus sévères ceux des bénéficiaires de la licence qui émettent certains « signaux d'avertissement ». Si le bénéficiaire de la licence réalise une des conditions décrites par les indicateurs 1 à 4 de l'article 62, il est considéré comme ayant franchi l'indicateur correspondant et doit soumettre des informations complémentaires durant la saison de licence.

Indicateur	Source des informations du tableau « Indicateurs » du package EqF06	Exigences minimales en matière d'informations complémentaires pour le bénéficiaire de la licence (dans le package EqF06), si un indicateur est franchi
1. Poursuite de l'exploitation	Informations fournies dans le tableau sur la poursuite de l'exploitation et les fonds propres négatifs du package EqF06, sur la base des états financiers annuels (pour T-1) et des états financiers intermédiaires (le cas échéant).	<ul style="list-style-type: none"> - Informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T ; et - informations financières prévisionnelles (T+1).
2. Fonds propres négatifs	Informations fournies dans le tableau sur la poursuite de l'exploitation et les fonds propres négatifs du package EqF06, sur la base des états financiers annuels (pour T-1) et des états financiers intermédiaires (le cas échéant).	<ul style="list-style-type: none"> - Informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T ; et - informations financières prévisionnelles (T+1).
3. Résultat relatif à l'équilibre financier	Informations fournies dans le package EqF06 pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier pour les périodes T-2 et T-1.	<ul style="list-style-type: none"> - Informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T ; et - informations financières prévisionnelles (T+1).
4. Arriérés de paiement	Informations fournies pour l'évaluation de l'absence d'arriérés de paiement (dans le package AP06).	<ul style="list-style-type: none"> - Informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T ; - informations financières prévisionnelles (T+1) ; et - documentation relative à l'absence d'arriérés de paiement au 30 septembre (dans le package AP09).

5.1.7. Résultat global relatif à l'équilibre financier pour une période de surveillance

Le résultat global relatif à l'équilibre financier correspond à la somme des résultats relatifs à l'équilibre financier pour chaque période de reporting couverte par la période de surveillance. Si le résultat global relatif à l'équilibre financier est positif (c'est-à-dire égal ou supérieur à zéro), le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier excédentaire pour la période de surveillance. Au contraire, si le résultat global relatif à l'équilibre financier est négatif (inférieur à zéro), le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour la période de surveillance.

En cas de résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour une période de surveillance, le bénéficiaire de licence peut prouver que le déficit global est réduit par un excédent (éventuel) résultant de la somme des résultats de l'équilibre financier des deux périodes de reporting précédant T-2, à savoir T-3 et T-4.

Le tableau suivant illustre les périodes de reporting qui sont pertinentes pour la période de surveillance évaluée au cours des cinq premières saisons de licence, à savoir de 2013/14 à 2017/18.

Comme évalué lors de la saison de licence :	Période de reporting				
	T	T-1	T-2	T-3	T-4
2013/14	2013	2012	n/a	n/a	n/a
2014/15	2014	2013	2012	n/a	n/a
2015/16	2015	2014	2013	2012	n/a
2016/17	2016	2015	2014	2013	2012
2017/18	2017	2016	2015	2014	2013

5.1.8. Notion d'écart acceptable et contributions

L'écart acceptable est le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum qu'un club peut présenter au cours d'une période de surveillance sans violer l'exigence relative à l'équilibre financier (voir article 61, alinéa 1).

Le tableau ci-dessous illustre le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum dans le cadre de l'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier pour chaque période de licence, de 2013/14 à 2017/18.

Comme évalué lors de la saison de licence :	Écart acceptable	
	En l'absence de contributions, résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum de	En présence de contributions couvrant le dépassement des EUR 5 millions, résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum de
2013/14	EUR 5 millions	EUR 45 millions
2014/15	EUR 5 millions	EUR 45 millions
2015/16	EUR 5 millions	EUR 30 millions
2016/17	EUR 5 millions	EUR 30 millions
2017/18	EUR 5 millions	EUR 30 millions

En temps utile, le Comité exécutif de l'UEFA définira l'écart acceptable maximum pour la saison de licence 2018/19 et les suivantes.

Pour l'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence doit saisir dans le tableau des contributions le montant, la nature et les dates des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées réalisées et enregistrées pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T et/ou selon les pièces comptables jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA ont commencé (c'est-à-dire les pièces comptables correspondant à une partie de la période de reporting T+1 si la période T s'achève avant le 31 décembre).

Si la période de reporting du bénéficiaire de la licence est supérieure ou inférieure à 12 mois, l'écart acceptable est ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période de surveillance. Des directives complémentaires figurent à l'**appendice VII**.

Le tableau du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier du package EqF09 résume le résultat relatif à l'équilibre financier pour chaque période de reporting, le résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance, les contributions et la comparaison avec l'écart acceptable.

5.1.9. Respect de l'exigence relative à l'équilibre financier

En résumé, l'exigence relative à l'équilibre financier est remplie :

- si aucun indicateur n'est franchi et si le bénéficiaire de la licence présente un résultat relatif à l'équilibre financier excédentaire pour chacune des deux périodes de reporting T-2 et T-1 ; ou
- si le bénéficiaire de licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier excédentaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T ; ou
- si le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T qui se situe dans les limites de l'écart acceptable après prise en compte de l'excédent éventuel pour les périodes de reporting T-3 et T-4 (le cas échéant).

L'exigence relative à l'équilibre financier n'est pas remplie si le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T qui dépasse l'écart

acceptable après prise en compte de l'excédent éventuel pour les périodes de reporting T-3 et T-4 (le cas échéant). Ces scénarios sont illustrés à l'**appendice VI, lettre G**.

5.1.10. Informations financières prévisionnelles

Le bénéficiaire de la licence est tenu de préparer des informations financières prévisionnelles s'il a franchi l'un des indicateurs 1 à 4 ou sur demande de l'ICFC.

Les informations financières prévisionnelles doivent couvrir la période de reporting T+1, à savoir la période de 12 mois commençant immédiatement après la date de clôture de la période de reporting T. Conformément à l'article 64, les informations financières prévisionnelles suivantes doivent être préparées et soumises sous la forme prévue par les tableaux correspondants du package EqF09 :

- un compte de résultats budgété (avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T) ;
- un tableau des flux de trésorerie budgété (avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T) ;
- un bilan budgété (avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T) ;
- des notes explicatives incluant des hypothèses réalistes, les risques et une comparaison entre les chiffres des périodes de reporting T+1 et T ; et
- un calcul du résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier pour la période de reporting T+1, basé sur le compte de résultats budgété et incluant les ajustements éventuels.

Le bénéficiaire de la licence doit soumettre d'ici au délai prévu les informations financières prévisionnelles pour la période de reporting T+1 (dans le package EqF09), comme suit (des directives complémentaires figurent à l'**appendice VI, lettre H**) :

- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet doivent soumettre les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier) pour la période de reporting T+1 d'ici au délai d'octobre ;
- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet (mais au plus tard le 31 décembre suivant) doivent soumettre les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier) pour la période de reporting T+1 d'ici au délai de mars, en même temps que leurs informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T basées sur les états financiers audités.

5.1.11. Autres facteurs pris en compte par l'ICFC dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier

Conformément à l'article 68, si une des exigences liées à la surveillance n'est pas remplie, l'ICFC prend une décision compte tenu des autres facteurs définis à l'annexe XI du Règlement et prend la/les mesure(s) appropriée(s) sans délai, conformément à la procédure définie dans les *Règles de procédure régissant l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA*.

Les autres facteurs décrits dans le présent document sont les suivants :

- l'impact des taux de change (**appendice VIII**) ;
- le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier pour la période de reporting T+1 (**appendice VI, lettre H**) ;
- les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010 (**appendice VI, lettre I**).

5.1.12. Lettres d'affirmation de la direction

Le bénéficiaire de la licence doit valider le package EqF avant de le soumettre en remplissant le tableau « Lettre d'affirmation de la direction » certifiant que toutes les mesures possibles ont été prises pour que les informations saisies dans la solution informatique OL/FPF soient claires, précises, fiables et complètes, conformément aux exigences figurant dans le Règlement, les directives, les instruments d'aide et les autres informations communiquées aux bénéficiaires de la licence.

Le représentant de la direction du bénéficiaire de la licence doit figurer sur la liste des signataires autorisés enregistrés dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.

Le tableau « Lettre d'affirmation de la direction » donne aussi au bénéficiaire de la licence la possibilité de présenter :

- tout élément inhabituel du package EqF en saisissant une brève description dans le champ prévu à cet effet et en décrivant toute documentation annexée au package (p. ex. un événement significatif ayant eu des répercussions économiques majeures, un cas de force majeure) ; et
- tout ajustement périodique réalisé antérieurement en saisissant une brève description dans le champ prévu à cet effet et en décrivant toute documentation annexée au package (uniquement si les chiffres de l'année précédente ont été modifiés, p. ex. suite à un changement de politique comptable).

5.2. Responsabilités des bailleurs de licence

5.2.1. Introduction

Voir la **section 4.2.1.**

5.2.2. Procédures d'évaluation pour les périodes de reporting T-1 et T-2 dans le package EqF06

Les procédures d'évaluation du bailleur de licence concernant le package EqF06 doivent comprendre au minimum les éléments suivants :

Tableau pour l'évaluation par le bailleur de licence : package EqF06	
Onglet « Documents »	Procédures d'évaluation par le bailleur de licence
Lettre d'affirmation de la direction	- Vérifier que le signataire de la lettre d'affirmation de la direction figure sur la liste des signataires autorisés déjà soumise dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.
Poursuite de l'exploitation et fonds propres négatifs	- Vérifier que les informations concernant la poursuite de l'exploitation et les fonds propres négatifs coïncident avec celles figurant dans les états financiers (pour la période de reporting T-1 et, le cas échéant, dans les états financiers intermédiaires) déjà soumis dans le cadre de l'octroi de licence.
Compte de résultats, bilan et tableau des flux de trésorerie	- Pour vérifier si les montants figurant dans les informations relatives à l'équilibre financier soumises par le bénéficiaire de la licence correspondent aux montants figurant dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires déjà soumises dans le cadre de l'octroi de licence, les procédures d'évaluation minimales des tableaux « Compte de résultats », « Bilan » et « Tableau des flux de trésorerie » par le bailleur de licence doivent comprendre, pour chaque période de reporting concernée : <ul style="list-style-type: none"> • une comparaison entre les profits/pertes après impôt saisis dans le tableau « Compte de résultats » et les profits/pertes après impôt tels qu'ils figurent dans les états financiers audités déjà fournis dans le cadre de l'octroi de licence ; • une comparaison entre les actifs/passifs nets saisis dans le tableau « Bilan » et les actifs/passifs nets tels qu'ils figurent dans les états financiers audités déjà fournis dans le cadre de l'octroi de licence ; et • une comparaison entre les entrées/sorties de trésorerie nettes saisies dans le tableau « Tableau des flux de trésorerie » et les entrées/sorties de trésorerie nettes telles qu'elles figurent dans les états financiers audités déjà fournis dans le cadre de l'octroi de licence.
Transactions avec des parties liées	- Évaluer si les transactions avec des parties liées présentées dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires (déjà soumises dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs) ont également été saisies dans le tableau correspondant de la solution informatique OL/FPF. - Pour chaque période de reporting concernée, les noms des parties liées et le montant des transactions avec des parties liées présentés dans le tableau « Transactions avec des parties liées » doivent être comparés aux données correspondantes figurant dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires déjà fournies dans le cadre de l'octroi de licence.

5.2.3.

5.2.4. Procédures d'évaluation pour la période de reporting T dans le package EqF09

Les procédures d'évaluation par le bailleur de licence concernant le package EqF09 doivent porter sur les chiffres soumis par le bénéficiaire de la licence, qui sont basés sur les états financiers audités et rapprochés de ces données comme suit :

- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet doivent soumettre leurs informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers audités d'ici au délai fixé. Le bailleur de licence doit avoir terminé ses procédures d'évaluation concernant cette documentation relative à la surveillance d'ici au délai d'octobre ;
- les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet (mais au plus tard le 31 décembre suivant) peuvent soumettre dans un premier temps les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les informations financières non auditées d'ici au délai d'octobre. Dans ce délai, le bailleur de licence n'aura pas besoin d'appliquer ses procédures d'évaluation aux informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les informations financières non auditées. Le bailleur de licence doit effectuer ses procédures d'évaluation pour la période de reporting T sur la base des informations relatives à l'équilibre financier actualisées du bénéficiaire de la licence (découlant de ses états financiers audités et des pièces comptables sous-jacentes) à temps pour la soumission à l'Administration de l'UEFA dans le délai de mars.

Les procédures d'évaluation par le bailleur de licence concernant le package EqF09 doivent comprendre au minimum les éléments suivants :

Tableau pour l'évaluation par le bailleur de licence : package EqF06	
Tableau	Procédures d'évaluation par le bailleur de licence
Tableau de la lettre d'affirmation de la direction	- Vérifier que le signataire de la lettre d'affirmation de la direction figure sur la liste des signataires autorisés déjà soumise dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.
Informations des tableaux « Compte de résultats », « Bilan » et « Tableau des flux de trésorerie »	- Pour vérifier si les montants figurant dans les informations relatives à l'équilibre financier soumises par le bénéficiaire de la licence correspondent aux montants figurant dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires pour la période de reporting T, les procédures d'évaluation minimales des tableaux « Compte de résultats » et « Bilan » doivent comprendre : <ul style="list-style-type: none"> • une comparaison entre les profits/pertes après impôt saisis dans le tableau « Compte de résultats » et les profits/pertes après impôt tels qu'ils figurent dans les états financiers audités ; et • une comparaison entre les actifs/passifs nets saisis dans le tableau « Bilan » et les actifs/passifs nets tels qu'ils figurent dans les états financiers audités. • une comparaison entre les entrées/sorties de trésorerie nettes saisis dans le tableau « Tableau des flux de trésorerie » et les entrées/sorties de trésorerie nettes telles qu'elles figurent dans les états financiers audités.
Transactions avec des parties liées	- Évaluer si les transactions avec des parties liées présentées dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires pour la période de reporting T ont également été saisies dans le tableau correspondant de la solution informatique OL/FPF, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • comparer les noms des parties liées et le montant des transactions avec des parties liées présentés dans le tableau « Transactions avec des parties liées » aux données correspondantes figurant dans les états financiers audités et/ou dans les informations complémentaires.
Contributions d'actionnaires	- Évaluer si les contributions d'actionnaires pour chacune des périodes de reporting T-2, T-1 et/ou T correspondent aux données des états financiers audités, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • pour chaque période de reporting concernée, vérifier si les montants des contributions d'actionnaires présentés dans le tableau des contributions correspondent aux données figurant dans les états financiers audités. <p>- Remarque : cette procédure d'évaluation ne concerne que les contributions de bailleurs de fonds et non celles de parties liées.</p>

6. DIRECTIVES POUR LES PACKAGES DES ARRIÉRÉS DE PAIEMENT

Le package des arriérés de paiement (ci-après « **package AP** ») de la solution informatique OL/FPF sert à la soumission et à l'évaluation des informations financières liées au périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence dans le cadre des exigences liées à la surveillance des clubs concernant l'absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football (article 65) et l'absence d'arriérés de paiement envers le personnel et/ou les administrations sociales ou fiscales (article 66).

Pour chaque saison de licence, la solution informatique OL/FPF compte deux packages AP :

- le **package AP06** au 30 juin, qui est obligatoire pour tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA ; et
- le **package AP09** au 30 septembre, qui est requis si un bailleur de licence franchit l'indicateur 4 défini à l'article 62 (c'est-à-dire s'il présente un arriéré de paiement au 30 juin) ou si l'ICFC le lui demande.

6.1. Responsabilités des bénéficiaires de la licence

6.1.1. Résumé de la documentation à soumettre

Tableau du package AP		Responsabilité	Package AP06 [30 juin]	Package AP09 [30 septembre]	Directives correspondantes
1.	Dettes de transfert	Remplir le tableau « Dettes de transfert ».	✓	✓	- Section 6.1.2
2.	Dettes envers le personnel	Remplir le tableau « Dettes envers le personnel ».	✓	✓	- Section 6.1.3
3.	Dettes envers les administrations sociales/fiscales	Remplir le tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales ».	✓	✓	- Section 6.1.4
4.	Lettre d'affirmation de la direction	Compléter le tableau « Lettre d'affirmation de la direction » pour valider les informations avant soumission.	✓	✓	- Section 6.1.6

Les informations saisies sont ensuite résumées dans le « Tableau des dettes de transfert » et dans la « Synthèse des dettes ».

6.1.2. Dettes de transfert

Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations demandées dans le tableau « Dettes de transfert » de la solution informatique OL/FPF.

6.1.2.1 Transferts de joueurs devant être indiqués

Le bénéficiaire de la licence doit indiquer dans le tableau « Dettes de transfert » les informations requises pour tous les joueurs acquis par transfert qui :

- sont inscrits à la date d'évaluation ou étaient précédemment inscrits auprès du bénéficiaire de la licence et pour lesquels il existe une dette envers un ou plusieurs clubs à la date d'évaluation ;
- sont inscrits à la date d'évaluation ou étaient précédemment inscrits auprès du bénéficiaire de la licence et pour lesquels il existe un litige avec un ou plusieurs clubs à la date d'évaluation (à savoir un litige ouvert auprès d'une autorité compétente), que le bénéficiaire de licence ait ou non inscrit une dette dans ses comptes à la date d'évaluation ; et
- sont des joueurs professionnels et ont été transférés et inscrits auprès du bénéficiaire de la licence à tout moment entre le 1^{er} juillet de l'année précédant la date d'évaluation (p. ex. le 1^{er} juillet 2013 pour la saison de licence 2014/15) et la date d'évaluation, que le bénéficiaire de licence ait ou non inscrit une dette dans ses comptes à la date d'évaluation. Sont compris dans cette catégorie les inscriptions de joueurs sans contrat, mais pas les joueurs juniors signant leur premier contrat professionnel, sauf si cette signature entraîne une dette pour indemnité de formation/solidarité.

Pour les joueurs sans contrat réinscrit auprès du bénéficiaire de la licence après avoir joué pour lui la saison précédente, la date du transfert peut être modifiée plutôt qu'une ligne supplémentaire soit ajoutée, dans la mesure où cette réinscription n'entraîne pas de dette. Lorsqu'une dette est liée à ce joueur, une ligne supplémentaire doit être ajoutée pour sa réinscription.

Un même joueur peut faire l'objet de plusieurs saisies dans le tableau « Dettes de transfert » s'il existe des dettes relatives à ce joueur découlant de plusieurs transferts (p. ex. extension d'un prêt ou transfert permanent suite à un prêt initial).

Les dettes sont les montants dus à des clubs de football résultant d'activités de transfert. Elles comprennent les indemnités de formation et les indemnités de solidarité telles qu'elles sont définies par le *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA ainsi que tout montant dû sous réserve de certaines conditions.

Les dettes envers des parties autres que des clubs de football découlant d'activités de transfert ne font pas l'objet de l'évaluation prévue à l'article 65 du Règlement.

Les informations suivantes doivent être présentées dans le premier tableau de saisie des données pour chaque transfert de joueur :

- nom du joueur tel qu'il figure dans le document d'inscription du joueur ;
- nom de l'ancien club duquel l'inscription du joueur a été transférée de manière permanente ou suite à un prêt. Si le nom du club ne figure pas dans la liste préétablie, il convient de sélectionner « Autre » dans la liste et de saisir manuellement le nom du club dans le champ « Si autre club, veuillez préciser. » ;
- si le joueur a été transféré de manière permanente dans le club du bénéficiaire de la licence (sélectionner « Transfert ») ou s'il a été prêté temporairement à ce dernier (sélectionner « Prêt ») ;
- la monnaie dans laquelle les dettes sont libellées, comme précisé dans le contrat de transfert ou de prêt conclu avec l'ancien club ;
- la date à laquelle l'inscription du joueur a été transférée de manière permanente ou suite à un prêt. Pour les transferts internationaux, cette date doit être la même que celle qui doit être saisie dans le système de régulation des transferts de la FIFA (TMS) ; et
- une déclaration confirmant l'existence ou l'absence de dettes de transfert et/ou de montants contestés à la date d'évaluation, au moyen de la saisie du chiffre « 1 » dans le champ « Ouvert » ou « Fermé ».

Aperçu du premier tableau de saisie des données du tableau « Dettes de transfert » :

To insert a new player, click here		To delete a player, click here		Please enter data for open transfer														
Player name	Former club	If other, please specify	Loan or Transfer	Transfer currency	Date of transfer			Please enter 1 in the correct box		Transfer currency	Agreed transfer compensation - total	Please enter in club reporting currency			Third Party Ownership Rights (% relinquished)	Co-ownership Rights (% relinquished)	Length of contract (original duration in years)	Agreed sell-on clause to be paid to a former club. Enter '1' if yes
					Day	Month	Year	Open transfer	Closed transfer			Club reporting currency	Total Agent fees (LC)	Other direct costs on transfer (LC)				

- Pour chaque transfert de joueur qui est « fermé » (c'est-à-dire qu'aucun montant ne reste dû à un autre club/à d'autres clubs et qu'il n'y a pas de montant contesté à la date d'évaluation), le bénéficiaire de la licence doit indiquer uniquement les informations concernant l'« Indemnité de transfert convenue ».
- Pour chaque transfert de joueur qui est « ouvert » (c'est-à-dire qu'un montant reste dû à un autre club/à d'autres clubs et/ou qu'il y a un montant contesté à la date d'évaluation), le bénéficiaire de la licence doit fournir certaines informations complémentaires concernant l'« Indemnité de transfert convenue », l'« Indemnité de transfert conditionnelle » et l'« Indemnité de formation/solidarité », comme décrit dans les explications ci-dessous relatives au tableau « Dettes de transfert ».

Le bénéficiaire de la licence doit fournir d'autres informations pour chaque transfert de joueur :

- « Durée du contrat (durée initiale, en années) » : nombre d'années (arrondi au chiffre rond le plus proche) sur lequel porte le contrat de travail avec le joueur, tel qu'il a été conclu au moment du transfert du joueur dans le club du bénéficiaire de la licence.
- « Commissions d'agents (total sur le transfert) » : montant total des commissions payées et/ou dues par le bénéficiaire de la licence à un/des agent(s) en rapport avec le transfert de l'inscription d'un joueur. Ce

montant exclut toute dette conditionnelle. Les honoraires payés/dus par le bénéficiaire de la licence à un/des agent(s) au nom du joueur concerné sont compris dans ce montant. Ce montant doit être arrondi au millier le plus proche et libellé dans la monnaie de présentation des comptes du bénéficiaire de la licence concerné.

- « Autres coûts directs relatifs à l'acquisition de l'inscription » : montant total des frais payés et/ou dus par le bénéficiaire de la licence à des tiers en relation avec le transfert de l'inscription d'un joueur, à l'exclusion des montants payés/dus aux clubs de football et aux agents (qui sont enregistrés séparément). Ce montant doit être arrondi au millier le plus proche et libellé dans la monnaie de présentation des comptes du bénéficiaire de la licence concerné.
- « Droits de propriété de tiers (% cédé) » : pourcentage, à la date d'évaluation, des droits économiques ou autres droits similaires en relation avec le joueur qui sont détenus par une partie autre que le club/bénéficiaire de la licence (lorsque cette partie n'est pas un autre club de football).
- « Droits de copropriété (% cédé) » : pourcentage, à la date d'évaluation, des droits économiques ou autres droits similaires en relation avec le joueur qui sont détenus par un autre club de football (à l'exclusion de l'« Indemnité de transfert convenue », de l'« Indemnité de transfert conditionnelle » et de l'« Indemnité de formation/solidarité »).
- « Clause de vente » sur les futurs transferts : montant exigible à un ancien club du joueur si le bénéficiaire de la licence transfère un joueur dans un autre club.

6.1.2.2 Indemnité de transfert convenue

L'« Indemnité de transfert convenue » est le montant initial sans conditions payé et/ou dû au club duquel l'inscription du joueur a été transférée de manière permanente ou suite à un prêt. Ce montant (exprimé dans la monnaie dans laquelle les dettes sont libellées) ne change pas au fil du temps.

Afin de lever toute ambiguïté, l'« Indemnité de transfert convenue » ne comprend pas :

- les montants conditionnels à la date du transfert, car ces montants entrent dans la catégorie « Indemnité de transfert conditionnelle » lorsqu'une dette naît suite à la réalisation d'une condition ;
- les indemnités de solidarité et/ou les indemnités de formation, car ces montants entrent dans la catégorie « Indemnité de formation/solidarité » ;
- tout montant versé ou dû à une partie autre qu'un club de football (p. ex. un agent).

Le bénéficiaire de la licence doit saisir le montant total versé et dû sous « Indemnité de transfert convenue : total », ainsi que le montant versé sous « Indemnité de transfert convenue : payée à la date d'évaluation ». La différence entre ces deux montants constitue l'« Indemnité de transfert convenue : payable à la date d'évaluation ». Les montants doivent être indiqués en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche, dans la monnaie dans laquelle le contrat de transfert est libellé (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235).

Le bénéficiaire de la licence doit préciser certains détails pour chaque versement composant l'« Indemnité de transfert convenue : payable à la date d'évaluation » :

- le montant du versement dû à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ;
- la date d'échéance du versement en vertu du contrat de transfert initial conclu par les clubs ;
- le cas échéant, la « Date de paiement différé » du versement, selon l'accord écrit conclu par les clubs ; et
- le cas échéant, le montant et la date de tout paiement concernant un versement en retard de paiement réalisé depuis la date d'évaluation, selon l'état à la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence.

Dans le tableau « Dettes de transfert », le retard relatif à tout arriéré de paiement sera calculé automatiquement comme le nombre de jours entre la date d'échéance du versement et la date d'évaluation.

Si le bénéficiaire de la licence a conclu un accord écrit dans lequel les dates et/ou le montant des versements ont été modifiés par rapport au contrat de transfert initial, il doit saisir les détails des versements dus à la date d'évaluation et les dates d'échéance révisées dans les champs « Date de paiement différé » correspondants.

Conformément à l'annexe VIII, les dettes de transfert à la date d'évaluation qui étaient initialement dues avant la date d'évaluation peuvent être inscrites comme des montants contestés (plutôt que comme des arriérés de paiement) uniquement si le bénéficiaire de la licence a soumis un litige légitime à une autorité compétente.

Si le bénéficiaire de la licence doit effectuer un/des versement(s) qui fait/ont l'objet d'un litige légitime, il doit remplir le « Tableau des litiges » ci-dessous :

Player Name Former Club If other please specify Transfer / Loan Transfer Currency		Party opening dispute	Date when claim/	proceedings has been brought/	have been opened	Disputed amount	Type of dispute	Competent authority hearing claim	Case number	Has/have claim/proceedings been contested? (Yes/No)	Date(s) when claim/	proceedings has/have	been contested	Status	Summary
Assessment date = end of 09.2012			DD	MM	YY						DD	MM	YY		
Mandatory fields = color coded in light blue															

Dans le «Tableau des litiges», le bénéficiaire de la licence doit indiquer :

- le nom de la partie qui a soumis le litige et la date à laquelle la procédure a été ouverte ;
- le montant de la dette qui fait l'objet du litige à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ;
- le type de dette qui fait l'objet du litige (p. ex. indemnité de formation/solidarité) ;
- l'autorité compétente à laquelle le litige a été soumis, le numéro de l'affaire (p. ex. numéro d'affaire de la FIFA) et l'information si la procédure a été contestée ;
- le statut du litige (p. ex. en cours, dans l'attente des motifs de la décision, clos) ;
- un bref résumé du cas, expliquant plus en détail la nature du cas et son statut actuel ; et
- la documentation pertinente relative au cas, qui doit être jointe au « package AP » au moment de la soumission.

6.1.2.3 Indemnité de transfert conditionnelle

L'« Indemnité de transfert conditionnelle » est le montant dû à un autre club de football du fait que certaines conditions ont été remplies entre la date du transfert et la date d'évaluation. En d'autres termes, à la date d'évaluation, l'« Indemnité de transfert conditionnelle » est sans conditions.

Le bénéficiaire de la licence doit préciser certains détails pour chaque versement composant l'« Indemnité de transfert conditionnelle » à la date d'évaluation :

- le montant du versement dû à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ;
- la date d'échéance du versement en vertu du contrat de transfert initial conclu par les clubs ;
- le cas échéant, la « Date de paiement différé » du versement, selon l'accord écrit conclu par les clubs ; et
- le cas échéant, le montant et la date de tout paiement réalisé depuis la date d'évaluation, selon l'état à la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence.

Si le bénéficiaire de la licence doit effectuer un/des versement(s) qui fait/ont l'objet d'un litige légitime, il doit remplir le « Tableau des litiges » ci-dessous en indiquant :

- le montant de la dette qui fait l'objet du litige à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ;
- le nom de la partie qui a soumis le litige et la date à laquelle la procédure a été ouverte ;
- le type de dette qui fait l'objet du litige (p. ex. indemnité de formation/solidarité) ;
- l'autorité compétente à laquelle le litige a été soumis, le numéro de l'affaire (p. ex. numéro d'affaire de la FIFA) et l'information si la procédure a été contestée ;
- le statut du litige (p. ex. en cours, dans l'attente des motifs de la décision, clos) ;
- un bref résumé du cas, expliquant plus en détail la nature du cas et son statut actuel ; et
- la documentation pertinente relative au cas, qui doit être jointe au « package AP » au moment de la soumission.

6.1.2.4 Indemnité de formation/solidarité

Le bénéficiaire de licence doit préciser :

- le montant total dû au titre de l'« Indemnité de formation/solidarité » à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ; et
- le montant total des arriérés de paiement au titre de l'« Indemnité de formation/solidarité » à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche).

Si le bénéficiaire de la licence doit effectuer un/des versement(s) qui fait/font l'objet d'un litige légitime, il doit remplir le « Tableau des litiges » ci-dessous en indiquant :

- le montant de la dette qui fait l'objet du litige à la date d'évaluation (arrondi au millier le plus proche) ;
- le nom de la partie qui a soumis le litige et la date à laquelle la procédure a été ouverte ;
- le type de dette qui fait l'objet du litige (p. ex. indemnité de formation/solidarité) ;
- l'autorité compétente à laquelle le litige a été soumis, le numéro de l'affaire (p. ex. numéro d'affaire de la FIFA) et l'information si la procédure a été contestée ;
- le statut du litige (p. ex. en cours, dans l'attente des motifs de la décision, clos) ;
- un bref résumé du cas, expliquant plus en détail la nature du cas et son statut actuel ; et
- la documentation pertinente relative au cas, qui doit être jointe au « package AP » au moment de la soumission.

6.1.2.5 Synthèse des dettes de transfert pour chaque transfert de joueurs

La « Synthèse des dettes de transfert » (convertie en euros comme expliqué à la **section 6.1.2.6**) indique, pour chaque transfert de joueur, le montant total des dettes de transfert à la date d'évaluation, réparti entre l'« Indemnité de transfert convenue », l'« Indemnité de transfert conditionnelle » et l'« Indemnité de formation/solidarité », présentant séparément :

- le montant des arriérés de paiement, avec détail :
 - (i) des montants réglés depuis la date d'évaluation, et
 - (ii) des arriérés de paiement non réglés depuis la date d'évaluation ; et
- le montant des dettes de transfert qui ne constituent pas des arriérés de paiement, avec détail :
 - (i) des montants différés sur accord écrit,
 - (ii) des montants contestés, et
 - (iii) des dettes non dues à la date d'évaluation.

Les montants figurant dans la « Synthèse des dettes de transfert » sont libellés en euros afin de permettre d'établir des comparaisons entre les bénéficiaires de la licence.

Aperçu de la « Synthèse des dettes de transfert (en euros) » pour chaque transfert de joueurs dans le tableau « Dettes de transfert » :

EURO summary (€'000)	Total payables as at assessment date	Overdue payables	Overdue payables paid post assessment date	Overdue payables not paid post assessment date	Payables not overdue	Deferred payables	Payables in dispute	Payables not due as at assessment date
Agreed transfer compensation								
Conditional transfer compensation								
Solidarity/training compensation								

Les informations figurant dans la « Synthèse des dettes de transfert (en euros) » sont automatiquement traitées et incluses dans le tableau « Synthèse des dettes » (voir **section 6.1.5**), et une partie de l'information est intégrée au « Tableau des dettes de transfert » (voir **section 6.1.2.7**).

6.1.2.6 Conversion des informations relatives aux dettes en euros

Le cas échéant, ces montants seront convertis de la monnaie dans laquelle les dettes sont libellées en euros, moyennant l'application des taux de change préinscrits dans la solution informatique OL/FPF (et provenant de la Banque centrale européenne et/ou d'autres sources fiables), comme indiqué dans le tableau « Dettes de

transfert ». Dès que possible après la date d'évaluation, les taux de change de la solution informatique OL/FPF seront actualisés afin de refléter les taux de change à la date d'évaluation.

6.1.2.7 Tableau des dettes de transfert

Pour tous les transferts de joueurs indiqués comme « ouverts » par le bénéficiaire de la licence, certaines informations saisies par ce dernier sont automatiquement synthétisées dans le « Tableau des dettes de transfert », comme illustré ci-dessous.

Player name	Former club	If other, please specify	Loan or Transfer	Transfer currency	Date of transfer			In transfer currency	In Euros	In transfer currency	In Euros	In transfer currency	In Euros	In transfer currency	In Euros
					Day	Month	Year	Amount due at assessment date	Amount due at assessment date	Amount overdue at assessment date	Amount overdue at assessment date	Amount disputed as at assessment date	Amount disputed as at assessment date	Deferred amount as at assessment date	Deferred amount as at assessment date
					TOTAL										

6.1.2.8 Contrôles liés aux dettes de transfert

Le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que toutes les erreurs de saisie ont été corrigées avant de soumettre le package AP. L'onglet « Contrôles » de la solution informatique OL/FPF aide à identifier les erreurs qui doivent être corrigées. Pour toute erreur concernant les dettes de transfert, le bénéficiaire de la licence sera renvoyé au tableau « Contrôles liés aux dettes de transfert » via un lien dans l'onglet « Contrôles ».

6.1.3. Dettes envers le personnel

6.1.3.1 Informations à saisir par tous les bénéficiaires de la licence

Chaque bénéficiaire de la licence doit indiquer certaines informations dans le tableau « Dettes envers le personnel » de la solution informatique OL/FPF pour la date d'évaluation du 30 juin, et certains bénéficiaires de la licence doivent également remplir le même tableau pour la date d'évaluation du 30 septembre.

Les montants doivent être indiqués en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235), dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence (telle qu'elle figure dans le « package IC »).

Chaque bénéficiaire de la licence doit fournir les informations suivantes :

- le montant total des dettes envers le personnel à la date d'évaluation. La définition des dettes envers le personnel est la même que pour l'octroi de licence aux clubs (voir article 50, alinéas 2 et 3). Afin de lever toute ambiguïté, ce montant doit être supérieur ou égal à la somme des arriérés de paiement, des montants contestés et des montants différés ;
- une déclaration confirmant l'existence ou l'absence d'arriérés de paiement envers le personnel, au moyen de la saisie du chiffre « 1 » dans le champ « oui » ou « non » aux rubriques suivantes :
 - arriérés de paiement envers le personnel à la date d'évaluation, et
 - arriérés de paiement envers le personnel réglés en partie ou en totalité depuis la date d'évaluation (à la date de la soumission). Si « oui », le montant réglé depuis la date d'évaluation doit également être inclus dans le solde du « Montant total des dettes envers le personnel à la date d'évaluation » ; et
- une déclaration confirmant l'existence ou l'absence de dettes envers le personnel qui ne constituent pas des arriérés de paiement mais qui font l'objet d'un litige et/ou ont été différées, au moyen de la saisie du chiffre « 1 » dans le champ « oui » ou « non » aux rubriques suivantes :
 - dettes envers le personnel à la date d'évaluation qui font l'objet d'un litige, et
 - dettes envers le personnel à la date d'évaluation qui ont été différées sur la base d'un accord écrit avec l'employé/les employés concerné(s).

À leur tour, les informations financières figurant dans le tableau « Dettes envers le personnel » sont additionnées automatiquement, converties en euros (au moyen des mêmes taux de change que ceux décrits à la **section 6.1.3.3**) et incluses dans le tableau « Synthèse des dettes » (voir **section 6.1.5**).

Afin de lever toute ambiguïté, ces dettes sont les dettes envers le personnel qui résultent d'obligations contractuelles ou légales envers le personnel et elles recouvrent toute forme de rétribution. Les dettes envers des personnes qui, pour diverses raisons, ne sont plus employées par le bénéficiaire de la licence rentrent dans cette catégorie et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat et/ou prescrite par la loi. Dans le cadre de l'article 50 (pour l'octroi de licence aux clubs) et de l'article 66 (pour la surveillance des clubs), les termes « employé » ou « personnel » font référence aux personnes suivantes :

- tous les joueurs professionnels aux termes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA applicable ; et
- les employés dans les domaines administratif, technique, médical et de la sécurité mentionnés aux articles 28 à 33 et 35 à 39, à savoir le responsable administratif, le responsable des finances, le responsable des médias, le(s) médecin(s), le(s) physiothérapeute(s), le responsable de la sécurité, le responsable de l'encadrement des supporters, l'entraîneur principal de la première équipe, l'entraîneur assistant de la première équipe, le responsable du programme de développement des jeunes et les entraîneurs d'équipes juniors.

Toute forme de rétribution en faveur du personnel doit être comptabilisée dans les livres d'une des entités incluses dans le périmètre de reporting.

Aperçu du premier tableau de saisie des données du tableau « Dettes envers le personnel » :

Total employee payables at end of 2014.June	<input type="text"/>			
Do you have any of the following?	Please enter '1' for Yes	Please enter '1' for No	Amounts in xxx	Amounts in EUR
Overdue at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Overdue paid post end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Disputed at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Deferred at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Reporting currency	<input type="text"/>			

- Si le bénéficiaire de la licence déclare n'avoir aucun arriéré de paiement, ni paiement différé, ni montant contesté concernant le personnel à la date d'évaluation, il ne doit pas fournir d'informations complémentaires, sauf si le bailleur de licence et/ou l'ICFC lui en fait/ont la demande.
- Par contre, si le bénéficiaire de la licence déclare avoir des arriérés de paiement, des paiements différés et/ou des montants contestés concernant le personnel à la date d'évaluation, il doit fournir les informations complémentaires prévues dans le tableau « Dettes envers le personnel » et décrites ci-dessous.

6.1.3.2 Informations complémentaires à fournir par les bénéficiaires de la licence le cas échéant

Si le bénéficiaire de la licence déclare avoir des **arriérés de paiement** envers le personnel à la date d'évaluation, il doit fournir les informations suivantes pour chaque employé dans le tableau « Dettes envers le personnel » :

- le nom de l'employé ;
- la fonction de l'employé, en sélectionnant l'une des trois catégories, à savoir « Joueur » (c'est-à-dire tout joueur professionnel), « Entraîneur » (comprenant l'entraîneur principal de la première équipe, l'entraîneur assistant de la première équipe, le responsable du programme de développement des jeunes et les entraîneurs d'équipes juniors) ou « Membre du personnel » (comprenant le responsable administratif, le responsable des finances, le responsable des médias, le(s) médecin(s), le(s) physiothérapeute(s), le responsable de la sécurité et/ou le responsable de l'encadrement des supporters) ; et
- le montant des arriérés de paiement envers l'employé et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur »). Les montants doivent être indiqués dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence, en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche. Le montant total des arriérés de paiement sera calculé automatiquement à partir des données saisies pour chaque mois.

Si le bénéficiaire de la licence a **effectué des paiements** en rapport avec ces arriérés de paiement entre la date d'évaluation et la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence, il doit également préciser :

- le nom de l'employé ;
- la fonction de l'employé ; et
- le montant de tout paiement (à l'employé en relation avec les arriérés de paiement à la date d'évaluation) réalisé entre la date d'évaluation et la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence. Tout paiement de ce type doit être indiqué dans le champ du mois pour lequel il était dû, afin de compenser le montant des arriérés de paiement pour le mois en question.

Si le bénéficiaire de la licence a une dette qui fait l'objet d'un **litige** légitime, il doit remplir le « Tableau des litiges » ci-dessous en indiquant :

- le nom de l'employé ;
- la fonction de l'employé ;
- le nom de la partie qui a soumis le litige et la date à laquelle la procédure a été ouverte ;
- le montant qui fait l'objet du litige et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur »). Les montants doivent être indiqués dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence, en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche.
- le type de dette qui fait l'objet du litige (p. ex. salaire, bonus, primes à la signature de contrats) ;
- l'autorité compétente à laquelle le litige a été soumis, le numéro de l'affaire, tel qu'il a été fourni par l'autorité en question, et l'information si la procédure a été contestée ;
- une description du statut du litige ;
- un bref résumé du cas, expliquant plus en détail la nature du cas et son statut actuel ; et
- la documentation pertinente relative au cas, qui doit être jointe au « package AP » au moment de la soumission.

Afin de lever toute ambiguïté, les dettes envers le personnel à la date d'évaluation qui étaient initialement dues avant la date d'évaluation peuvent être inscrites comme des montants contestés (plutôt que comme des arriérés de paiement) uniquement si le bénéficiaire de la licence a soumis un litige légitime à une autorité compétente appropriée (conformément à l'annexe VIII du Règlement).

Si le bénéficiaire de la licence a des dettes envers son personnel à la date d'évaluation qui ont été **différées** sur la base d'un accord écrit conclu avec l'employé/les employés en question, il doit fournir les informations suivantes sur chaque employé concerné :

- le nom de l'employé ;
- la fonction de l'employé, en sélectionnant la catégorie « Joueur », « Entraîneur » ou « Membre du personnel » (voir ci-dessus) ;
- le montant différé et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur ») ; et
- la/les date(s) de paiement différé pour le(s) montant(s) à verser à l'employé, selon l'accord écrit avec ce dernier.

Afin de lever toute ambiguïté, les dettes envers le personnel à la date d'évaluation qui étaient initialement dues avant la date d'évaluation peuvent être inscrites comme des montants différés (plutôt que comme des arriérés de paiement) uniquement si le bénéficiaire de la licence a conclu un accord accepté par écrit avec l'employé/les employés concerné(s) qui repousse la date d'échéance au-delà de la date d'évaluation applicable. Cet accord écrit ne peut en aucun cas être obtenu sous la contrainte.

6.1.3.3 Conversion des informations relatives aux dettes en euros

Si la monnaie de présentation des comptes n'est pas l'euro, les dettes seront converties de la monnaie de présentation des comptes en euros moyennant l'application des taux de change préinscrits dans la solution informatique OL/FPF (et provenant de la Banque centrale européenne et/ou d'autres sources fiables), comme

indiqué dans le tableau. Dès que possible après la date d'évaluation, les taux de change de la solution informatique OL/FPF seront actualisés afin de refléter les taux de change à la date d'évaluation.

6.1.4. Dettes envers les administrations sociales/fiscales

6.1.4.1 Informations à saisir par tous les bénéficiaires de la licence

Chaque bénéficiaire de la licence doit indiquer certaines informations dans le tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales » de la solution informatique OL/FPF pour la date d'évaluation du 30 juin, et certains bénéficiaires de la licence doivent également remplir le même tableau pour la date d'évaluation du 30 septembre.

Les montants doivent être indiqués en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235), dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence (telle qu'elle figure dans le « package IC »).

Chaque bénéficiaire de la licence doit fournir les informations suivantes :

- le montant total des dettes envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation. Afin de lever toute ambiguïté, ce montant doit être supérieur ou égal à la somme des arriérés de paiement, des montants contestés et des montants différés ;
- une déclaration confirmant l'existence ou l'absence d'arriérés de paiement envers les administrations sociales ou fiscales, au moyen de la saisie du chiffre « 1 » dans le champ « oui » ou « non » aux rubriques suivantes :
 - arriérés de paiement envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation, et
 - arriérés de paiement envers les administrations sociales ou fiscales réglés en partie ou en totalité depuis la date d'évaluation (à la date de la soumission). Si « oui », le montant réglé depuis la date d'évaluation doit également être inclus dans le solde du « Montant total des dettes envers les administrations sociales/fiscales à la date d'évaluation » ; et
- une déclaration confirmant l'existence ou l'absence de dettes envers les administrations sociales ou fiscales qui ne constituent pas des arriérés de paiement mais qui font l'objet d'un litige et/ou ont été différées, au moyen de la saisie du chiffre « 1 » dans le champ « oui » ou « non » aux rubriques suivantes :
 - dettes envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation qui font l'objet d'un litige, et
 - dettes envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation qui ont été différées sur la base d'un accord écrit avec l'administration/les administrations sociale(s)/fiscale(s) concernée(s).

À leur tour, les informations financières figurant dans le tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales » sont additionnées automatiquement, converties en euros (voir **section 6.1.3.3**) et incluses dans le tableau « Synthèse des dettes » (voir **section 6.1.5**).

Aperçu du premier tableau de saisie des données du tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales » :

Total social/tax payables at end of 2014.June	<input type="text"/>			
Do you have any of the following?	Please enter '1' for Yes	Please enter '1' for No	Amounts in xxx	Amounts in EUR
Overdue at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Overdue paid post end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Disputed at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Deferred at end of 2014.June	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Reporting currency	<input type="text"/>			

- Si le bénéficiaire de la licence déclare n'avoir aucun arriéré de paiement, ni paiement différé ni montant contesté concernant les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation, il ne doit pas fournir d'informations complémentaires, sauf si le bailleur de licence et/ou l'ICFC lui en fait/font la demande.
- Par contre, si le bénéficiaire de la licence déclare avoir des arriérés de paiement, des paiements différés et/ou des montants contestés concernant les administrations sociales/fiscales à la date

d'évaluation, il doit fournir les informations complémentaires prévues dans le tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales » et décrites ci-dessous.

6.1.4.2 Informations complémentaires à fournir par les bénéficiaires de la licence le cas échéant

Si le bénéficiaire de la licence déclare avoir des **arriérés de paiement** envers les administrations sociales/fiscales à la date d'évaluation, il doit fournir les informations suivantes pour chaque employé dans le tableau « Dettes envers les administrations sociales/fiscales » :

- le nom de l'administration sociale ou fiscale concernée ; et
- le montant des arriérés de paiement envers l'administration sociale/fiscale et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur »). Les montants doivent être indiqués dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence, en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche. Le montant total des arriérés de paiement sera calculé automatiquement à partir des données saisies pour chaque mois.

Si le bénéficiaire de la licence a **effectué des paiements** en rapport avec ces arriérés de paiement entre la date d'évaluation et la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence, il doit également préciser :

- le nom de l'administration sociale ou fiscale concernée ; et
- le montant de tout paiement (à l'administration sociale/fiscale en relation avec les arriérés de paiement à la date d'évaluation) réalisé entre la date d'évaluation et la date de la transmission des informations par le bénéficiaire de la licence au bailleur de licence. Tout paiement de ce type doit être indiqué dans le champ du mois correspondant, afin de compenser le montant des arriérés de paiement pour le mois en question.

Si le bénéficiaire de la licence a des dettes qui font l'objet d'un **litige**, il doit également fournir les informations suivantes :

- le nom de l'administration sociale ou fiscale concernée ;
- le nom de la partie qui a soumis le litige et la date à laquelle la procédure a été ouverte ;
- le montant qui fait l'objet du litige et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur »). Les montants doivent être indiqués dans la monnaie de présentation des états financiers annuels du bénéficiaire de la licence, en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche.
- le type de dette qui fait l'objet du litige (p. ex. taxe de vente, impôt sur le revenu) ;
- l'autorité compétente à laquelle le litige a été soumis, le numéro de l'affaire, tel qu'il a été fourni par l'autorité en question, et l'information si la procédure a été contestée ;
- une description du statut du litige ;
- un bref résumé du cas, expliquant plus en détail la nature du cas et son statut actuel ; et
- la documentation pertinente relative au cas, qui doit être jointe au « package AP » au moment de la soumission.

Afin de lever toute ambiguïté, les dettes envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation qui étaient initialement dues avant la date d'évaluation peuvent être inscrites comme des montants contestés (plutôt que comme des arriérés de paiement) uniquement si le bénéficiaire de la licence a soumis un litige légitime à une autorité compétente appropriée (conformément à l'annexe VIII du Règlement).

Si le bénéficiaire de la licence a des dettes envers une/des administration(s) sociale(s) ou fiscale(s) à la date d'évaluation qui ont été **différées** sur la base d'un accord écrit conclu avec l'administration/les administrations en question, il doit fournir les informations suivantes sur chaque administration concernée :

- le nom de l'administration sociale ou fiscale concernée ;
- le montant différé et le mois de l'échéance initiale (en précisant quel montant était dû pour chacun des six mois précédant la date d'évaluation et en saisissant les montants antérieurs à ces six mois dans le champ « Antérieur ») ; et

- la/les date(s) de paiement différé pour le(s) montant(s) à verser à l'administration sociale/fiscale, selon l'accord écrit avec cette dernière.

Afin de lever toute ambiguïté, les dettes envers les administrations sociales ou fiscales à la date d'évaluation qui étaient initialement dues avant la date d'évaluation peuvent être inscrites comme des montants différés (plutôt que comme des arriérés de paiement) uniquement si le bénéficiaire de la licence a conclu un accord accepté par écrit avec l'administration/les administrations sociale(s)/fiscale(s) concernée(s) qui repousse la date d'échéance au-delà de la date d'évaluation applicable.

6.1.5. Synthèse des dettes

Le tableau « Synthèse des dettes » est rempli automatiquement à partir des données saisies dans d'autres tableaux du « package AP ». Les montants figurant dans la « Synthèse des dettes » sont en euros afin de permettre d'établir des comparaisons entre les bénéficiaires de la licence.

Ce tableau résume les dettes communiquées à la date d'évaluation (converties en euros) dans les catégories suivantes :

- dettes de transfert, réparties entre l'« Indemnité de transfert convenue », l'« Indemnité de transfert conditionnelle » et l'« Indemnité de formation/solidarité » ;
- dettes envers le personnel ; et
- dettes envers les administrations sociales/fiscales.

Le tableau présente aussi séparément :

- le montant des arriérés de paiement, avec détail :
 - (i) des montants réglés depuis la date d'évaluation, et
 - (ii) des arriérés de paiement non réglés depuis la date d'évaluation ; et
- le montant des dettes de transfert qui ne constituent pas des arriérés de paiement, avec détail :
 - (i) des montants différés sur accord écrit,
 - (ii) des montants contestés, et
 - (iii) des dettes non dues à la date d'évaluation (et non différées ni contestées).

Aperçu du tableau « Synthèse des dettes » :

Transfer payables (€'000)	Total payables as at assessment date	Overdue payables	Overdue payables paid post assessment date	Overdue payables not paid post assessment date	Payables not overdue	Deferred payables	Payables in dispute	Payables not due as at assessment date
Agreed transfer compensation								
Conditional transfer compensation								
Solidarity/training compensation								
Total								

Employee payables (€'000)	Total payables as at assessment date	Overdue payables	Overdue payables paid post assessment date	Overdue payables not paid post assessment date	Payables not overdue	Deferred payables	Payables in dispute	Payables not due as at assessment date
Total								

Social/tax payables (€'000)	Total payables as at assessment date	Overdue payables	Overdue payables paid post assessment date	Overdue payables not paid post assessment date	Payables not overdue	Deferred payables	Payables in dispute	Payables not due as at assessment date
Total								

Total payables (€'000)	Total payables as at assessment date	Overdue payables	Overdue payables paid post assessment date	Overdue payables not paid post assessment date	Payables not overdue	Deferred payables	Payables in dispute	Payables not due as at assessment date
Total								

6.1.6. Lettre d'affirmation de la direction

Le bénéficiaire de la licence doit valider le package AP avant de le soumettre en remplissant le tableau « Lettre d'affirmation de la direction » certifiant que toutes les mesures possibles ont été prises pour que les informations saisies dans la solution informatique OL/FPF soient claires, précises, fiables et complètes, conformément aux exigences figurant dans le Règlement, les directives, les instruments d'aide et les autres informations communiquées aux bénéficiaires de la licence.

Le bénéficiaire de la licence doit vérifier et confirmer que, pour chaque transfert de joueur saisi dans le tableau « Dettes de transfert », le bénéficiaire de la licence a indiqué la date à laquelle l'inscription du joueur lui a été transférée, de manière permanente ou suite à un prêt.

Le représentant de la direction du bénéficiaire de la licence doit figurer sur la liste des signataires autorisés enregistrés dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.

Le bénéficiaire de la licence doit communiquer au bailleur de licence tout élément inhabituel du package en saisissant une brève description dans le champ prévu à cet effet et/ou en décrivant toute documentation annexée au package.

6.2. Responsabilités des bailleurs de licence

6.2.1. Introduction

Voir la **section 4.2.1**.

6.2.2. Procédure d'évaluation des exigences relatives à l'absence d'arriérés de paiement

Pour évaluer l'exhaustivité et l'exactitude des informations soumises dans les tableaux des dettes, le bailleur de licence doit procéder au minimum aux évaluations ci-après concernant les exigences relatives à l'absence d'arriérés de paiement prévue par les articles 65 et 66.

Tableau pour l'évaluation par le bailleur de licence : packages AP06/AP09	
Tableau	Procédures d'évaluation par le bailleur de licence
Tableau de la lettre d'affirmation de la direction	- Vérifier que le signataire de la lettre d'affirmation de la direction figure sur la liste des signataires autorisés déjà soumise dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.
Tableau des dettes de transfert	<ul style="list-style-type: none"> - Comparez les données relatives aux joueurs dans le « Tableau des dettes de transfert » aux informations déjà fournies au bailleur de licence pour les inscriptions des joueurs, afin de vérifier que tous les joueurs professionnels transférés d'un autre club et inscrits entre le 1^{er} juillet de l'année précédant la date d'évaluation et la date d'évaluation figurent dans le « Tableau des dettes de transfert ». - Les « Informations sur les joueurs » contiennent le nom du joueur, l'identité de l'ancien club et la date du transfert, et indiquent si l'inscription du joueur a été transférée de manière permanente (« Transfert ») ou temporaire (« Prêt »). - Consulter le tableau « Dettes de transfert » (y compris le « Tableau des dettes de transfert ») rempli par le bénéficiaire de la licence et demander des informations complémentaires à ce dernier si des données sont incomplètes et/ou inexactes sur la base des connaissances acquises par le bailleur de licence sur le bénéficiaire de la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence et/ou sur la base d'autres sources d'information appropriées*.
Tableau des dettes envers le personnel	- Consulter le tableau « Dettes envers le personnel » rempli par le bénéficiaire de la licence et demander des informations complémentaires à ce dernier si des données sont incomplètes et/ou inexactes sur la base des connaissances acquises par le bailleur de licence sur le bénéficiaire de la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence et/ou sur la base d'autres sources d'information appropriées*.
Tableau des dettes envers les administrations sociales/fiscales	- Consulter le tableau « Dettes envers les administrations sociales ou fiscales » rempli par le bénéficiaire de la licence et demander des informations complémentaires à ce dernier si des données sont incomplètes et/ou inexactes sur la base des connaissances acquises par le bailleur de licence sur le bénéficiaire de la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence et/ou sur la base d'autres sources d'information appropriées*.

* Les sources d'information comprennent les comptes rendus des médias, les notifications de litiges et la correspondance d'autres instances du football, de clubs de football, de directeurs et d'employés du bénéficiaire de la licence, ainsi que d'administrations sociales/fiscales.

APPENDICE I : DATES CLÉS ET DÉLAIS POUR LA PROCÉDURE DE SURVEILLANCE 2014/15

Les délais pour que les clubs/bailleurs de licence soumettent les informations relatives à la surveillance des clubs à l'Administration de l'UEFA au moyen de la solution informatique OL/FPF sont les suivants :

Date	Description
30 avril 2014	<p><u>Champ d'application</u> : clubs de première division (au minimum tous les candidats à la licence)</p> <p>Délai pour la soumission à l'Administration de l'UEFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> du package EF 2014.01, incluant les données financières des entités incluses dans le périmètre de reporting du candidat à la licence pour la période de reporting financier s'achevant en 2013 (à savoir la période de reporting T-1 pour la saison de licence 2014/15).
30 juin 2014	Date clé pour l'évaluation des exigences relatives à l'absence d'arriérés de paiement.
[à définir] juin/juillet 2014	<p>Délai⁽¹⁾ des bénéficiaires de la licence pour la soumission à l'Administration de l'UEFA de leur documentation validée relative à la surveillance comme décrit à l'étape suivante.</p> <p>Remarque ¹ : le délai de soumission pour les bénéficiaires de la licence doit être défini [à définir] par le bailleur de licence.</p>
15 juillet 2014	<p><u>Champ d'application</u> : tous les clubs participant aux compétitions interclubs de l'UEFA 2014/15</p> <p>Délai pour que le bailleur de licence transmette à l'Administration de l'UEFA la documentation du bénéficiaire de la licence relative à la surveillance et confirme avoir effectué les procédures d'évaluation correspondantes. La documentation du bénéficiaire de la licence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> le package IC 2014.01, incluant les informations sur le club⁽²⁾ pour les périodes de reporting s'achevant en 2012 (T-2), en 2013 (T-1) et en 2014 (T) ; le package EqF 2014.06, incluant les informations relatives à l'équilibre financier pour les périodes de reporting s'achevant en 2012 (T-2) et en 2013 (T-1) ; et le package AP 2014.06, incluant la documentation relative à l'absence d'arriérés de paiement au 30 juin 2014, notamment les dettes de transfert, les dettes envers le personnel et les dettes envers les administrations sociales/fiscales. <p>Remarque ² : tout changement ultérieur apporté aux informations sur le club/juridiques concernant la période de reporting T doit entraîner une nouvelle soumission de documentation à l'Administration de l'UEFA dans le cadre du package IC d'ici au 15 octobre 2014. Le bénéficiaire de la licence a l'obligation d'informer au plus vite son bailleur de licence de tout changement ultérieur.</p>
30 septembre 2014	<p>Date clé pour l'évaluation supplémentaire⁽³⁾ des exigences relatives à l'absence d'arriérés de paiement.</p> <p>Remarque ³ : elle s'applique uniquement aux bénéficiaires de la licence qui ont des arriérés de paiement au 30 juin 2014 ou si l'ICFC en fait la demande.</p>
[à définir] octobre 2014	<p>Pour les bénéficiaires de la licence concernés, délai⁽⁴⁾ pour la soumission à l'Administration de l'UEFA de leur documentation validée relative à la surveillance comme décrit à l'étape suivante.</p> <p>Remarque ⁴ : le délai de soumission pour les bénéficiaires de la licence doit être défini [à définir] par le bailleur de licence.</p>
15 octobre 2014	<p><u>Champ d'application</u> : tous les clubs participant aux compétitions interclubs de l'UEFA 2014/15 qui ont franchi un indicateur ou sur demande de l'ICFC.</p> <p>Délai pour que le bailleur de licence transmette à l'Administration de l'UEFA la documentation du bénéficiaire de la licence relative à la surveillance et confirme avoir effectué les procédures d'évaluation correspondantes. La documentation du bénéficiaire de la licence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> le package EqF 2014.09 de la solution informatique OL/FPF, contenant : <ul style="list-style-type: none"> <u>pour les clubs dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet 2014 :</u> <ul style="list-style-type: none"> les informations relatives à l'équilibre financier⁽⁵⁾ pour la période de reporting s'achevant en 2014 (T)⁽⁶⁾⁽⁷⁾ basées sur les états financiers audités ; les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif

Date	Description
	<p>à l'équilibre financier) pour la période de reporting s'achevant en 2015 (T+1) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les contributions pour la période de surveillance (le cas échéant) ; et les informations concernant le facteur de transition, pour les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010 (le cas échéant) ; <p><u>pour les clubs dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet 2014 (mais au plus tard le 31 décembre 2014) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting s'achevant en 2014 (T) basées sur des données financières non auditées ; <ul style="list-style-type: none"> le package AP 2014.09, contenant la documentation relative à l'absence d'arriérés de paiement au 30 septembre 2014, pour les bénéficiaires de la licence qui ont franchi l'indicateur 4 (arriérés de paiement au 30 juin 2014) ou sur demande de l'ICFC. <p>Remarque ⁵ : l'exigence relative à l'équilibre financier est entrée en vigueur pour les états financiers de la période de reporting s'achevant en 2012. Par conséquent, pour la période de surveillance évaluée au cours de la saison de licence 2014/15, le bénéficiaire de licence ne doit pas soumettre d'informations relatives à l'équilibre financier pour les périodes de reporting T-3 et T-4.</p> <p>Remarque ⁶ : les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet 2014 doivent soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers audités. Le bailleur de licence doit avoir terminé ses procédures d'évaluation concernant la documentation relative à la surveillance.</p> <p>Remarque ⁷ : les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet 2014 (mais au plus tard le 31 décembre 2014) peuvent soumettre dans un premier temps les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les informations financières non auditées. Le bailleur de licence ne sera pas tenu de réaliser ses procédures d'évaluation concernant les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les informations financières non auditées.</p>
[à définir] d'ici à mars 2015	<p>Pour les bénéficiaires de la licence qui ont soumis leurs informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting s'achevant en 2014 (T) sur la base des états financiers non audités, délai⁽⁸⁾ des bénéficiaires de la licence pour soumettre au bailleur de licence leur documentation actualisée et validée relative à la surveillance comme décrit à l'étape suivante.</p> <p>Remarque ⁸ : le délai de soumission pour les bénéficiaires de la licence doit être défini [à définir] par le bailleur de licence.</p>
16 mars 2015	<p><u>Champ d'application</u> : tous les clubs participant aux compétitions interclubs de l'UEFA 2014/15 qui ont soumis des données financières non auditées⁽⁸⁾ au 15 octobre 2014.</p> <p>Délai pour que le bailleur de licence transmette à l'Administration de l'UEFA la documentation actualisée du bénéficiaire de la licence relative à la surveillance et confirme avoir effectué les procédures d'évaluation correspondantes. La documentation du bénéficiaire de la licence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> le package EqF 2014.09 à actualiser de la solution informatique OL/FPF, contenant : <ul style="list-style-type: none"> les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting s'achevant en 2014 (T) ; les contributions pour la période de surveillance (le cas échéant) ; les informations concernant le facteur de transition, pour les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010 (le cas échéant) ; et les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier) pour la période de reporting s'achevant en 2015 (T+1).
30 avril 2015	<p>Délai pour la soumission à l'Administration de l'UEFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> du package EF 2015.01 de la solution informatique OL/FPF, incluant les données financières⁽⁹⁾ des entités incluses dans le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence pour leur période de reporting financier s'achevant en 2014. <p>Remarque ⁹ : pour les bénéficiaires de la licence qui ont soumis leurs informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting s'achevant en 2014 sur la base des états financiers audités (dans le package EqF 2014.09), le package EF 2015.01 sera pré-rempli.</p>
31 mai 2015	Fin de la saison de licence 2014/15.

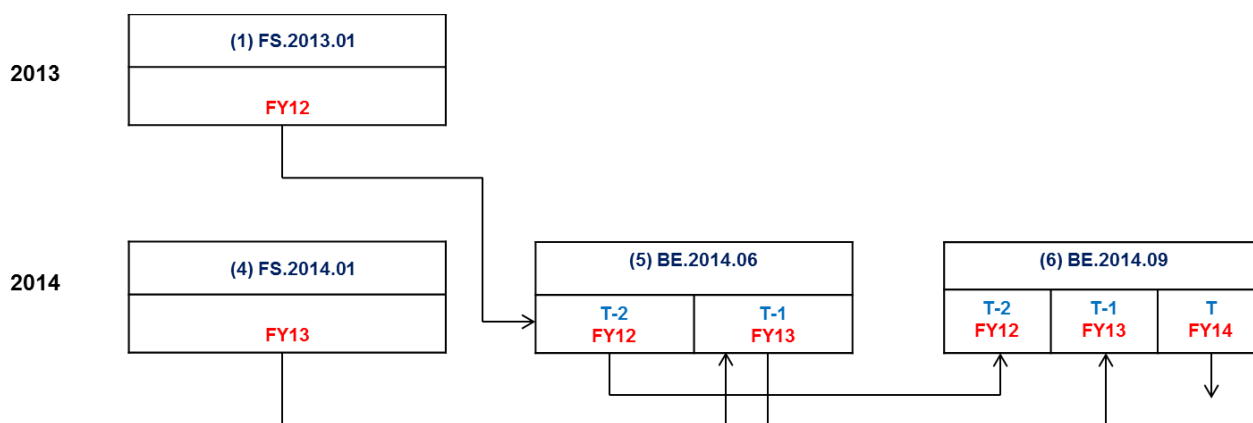
APPENDICE II : LIEN ENTRE LE PACKAGE EF ET LES PACKAGES EQF

Pour les bénéficiaires de la licence qui sont soumis à la procédure de surveillance des clubs au cours de la saison de licence, les informations saisies dans le package EF viendront pré-remplir certains éléments du package EqF06 pour la période de reporting T-1. Et, pour certains candidats à la licence, le package EF sera pré-rempli à partir des informations saisies dans le package EqF09 au cours de la saison de licence actuelle. Afin de lever toute ambiguïté, lorsqu'un package est pré-rempli, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence doit néanmoins vérifier l'exhaustivité et l'exactitude des données et les actualiser en conséquence avant la soumission du package.

Les schémas ci-après illustrent les flux d'informations du compte de résultats, du bilan et du tableau des flux de trésorerie entre le package EF et les packages EqF pour les deux premières saisons de licence (2013/14 et 2014/15).

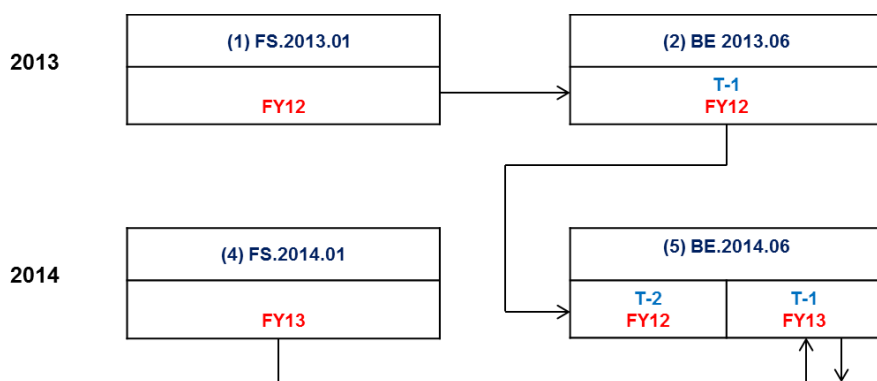
Comme indiqué ci-dessous, ces flux d'informations diffèrent selon que le bénéficiaire de la licence a dû soumettre ou non des packages EqF pendant la saison de licence 2013/14 et/ou s'il doit soumettre le package EqF 2014.09.

Scénario 1 : Le bénéficiaire de la licence n'a pas disputé de compétition de l'UEFA au cours de la saison 2013/14.



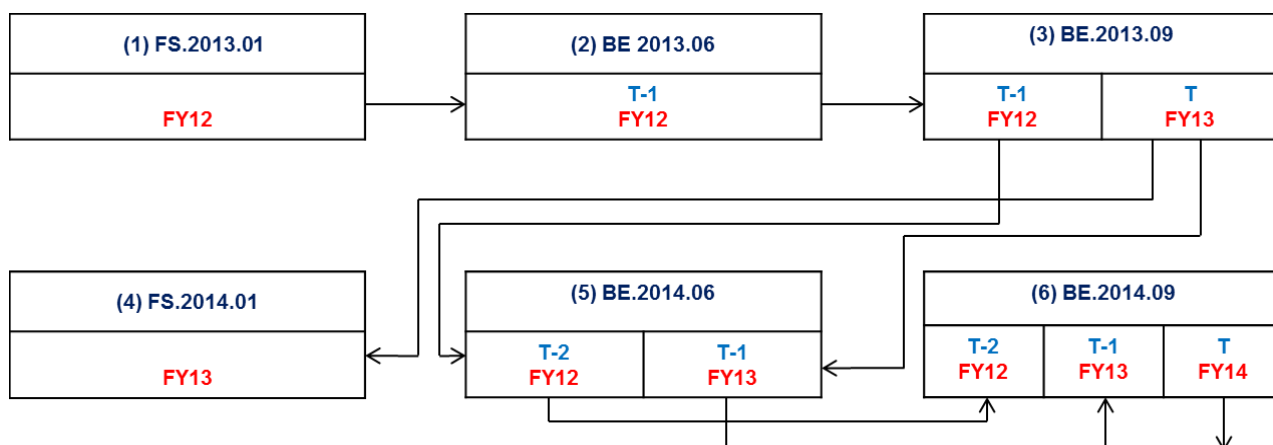
Steps (2) and (3) not applicable as the licensee did not compete in a UEFA competition in the 2013/14 licence season

Scénario 2 : Le bénéficiaire de la licence a disputé une compétition de l'UEFA au cours de la saison 2013/14, mais n'a pas dû soumettre le package EqF 2013.09 et ne doit pas non plus soumettre le package EqF 2014.09.



Steps (3) and (6) are not applicable.

Scénario 3 : Le bénéficiaire de la licence a disputé une compétition de l'UEFA au cours de la saison 2013/14 ; il a dû soumettre le package EqF 2013.09 et doit également soumettre le package EqF 2014.09.



- (1) En vue de la saison de licence 2013/14, tous les candidats à la licence devaient saisir les informations financières dans le package EF 2013.01 pour leur période de reporting qui s'est achevée en 2012 (c'est-à-dire l'exercice 2012) et les soumettre, par l'intermédiaire de leur bailleur de licence, à l'Administration de l'UEFA d'ici au 30 avril 2013.
- (2) Pour la saison de licence 2013/14, les informations saisies dans le package EF 2013.01 (étape 1) pour l'exercice 2012 ont été pré-remplies dans les tableaux correspondants du package EqF 2013.06 pour la période de reporting T-1. Le bénéficiaire de la licence a dû remplir intégralement les exigences liées au package EqF 2013.06 (y compris les ajustements pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier pour l'exercice 2012) dans le délai fixé par son bailleur de licence.
- (3) Pour les bénéficiaires de la licence qui devaient également soumettre le package EqF 2013.09, les informations saisies dans le package EF 2013.06 (étape 2) pour l'exercice 2012 ont été pré-remplies dans les tableaux correspondants du package EqF 2013.09 pour la période de reporting T-1. Le bénéficiaire de la licence a dû remplir intégralement les exigences liées au package EqF 2013.09, y compris les informations financières pour sa période de reporting s'achevant en 2013 (T), dans le délai fixé par son bailleur de licence.
- (4) En vue de la saison de licence 2014/15, tous les candidats à la licence doivent saisir les informations financières dans le package EF 2014.01 pour l'exercice 2013. Elles seront pré-remplies à partir du package EqF 2013.09 (étape 3) pour les bénéficiaires de la licence qui ont dû le soumettre. Les bénéficiaires de la licence qui n'ont pas dû soumettre ce package devront saisir ces informations relatives à l'exercice 2013. Le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence doit soumettre le package EF 2014.01 à l'Administration de l'UEFA d'ici au 30 avril 2014 (ou à une autre date fixée par l'Administration de l'UEFA).
- (5) Pour la saison de licence 2014/15, les informations du package EF 2014.06 pour les exercices 2012 et 2013 seront pré-remplies à partir des tableaux correspondants du package EqF 2013.09 (étape 3). Le bénéficiaire de la licence doit remplir intégralement les exigences liées au package EqF 2014.06 dans le délai fixé par son bailleur de licence.
- (6) Pour les bénéficiaires de la licence qui doivent préparer et soumettre le package EqF 2014.09, les informations saisies dans le package EqF 2014.06 pour 2012 et 2013 seront pré-remplies à partir des tableaux correspondants du package EqF 2014.09 (étape 5) pour les périodes de reporting T-2 et T-1. Le bénéficiaire de la licence doit remplir intégralement les exigences liées au package EqF 2014.09, y compris les informations financières pour sa période de reporting s'achevant en 2014 (T), dans le délai fixé par son bailleur de licence.

APPENDICE III : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE IC : PÉRIMÈTRE DE REPORTING

A. Structure juridique du groupe

Comme prévu à l'article 46, dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence la structure juridique du groupe (par exemple, représentée sous la forme d'un organigramme) dûment approuvée par la direction. Dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs, cette même documentation doit être jointe au package IC et soumise à l'Administration de l'UEFA.

La structure juridique du groupe comprend :

- i) l'entité membre de l'association membre de l'UEFA et le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence, s'il s'agit d'une autre entité ;
- ii) concernant l'entité (ou les entités) décrite(s) sous i) ci-dessus, toute filiale, toute entité associée et toute entité exerçant un contrôle, jusqu'au niveau de la société mère ultime ; et
- iii) toutes les filiales et les entités associées de cette société mère.

Une filiale est une entité contrôlée par une société mère, qu'il s'agisse d'une propriété simple (p. ex. plus de 50 % des droits de propriété/vote) ou d'un autre type de contrôle (p. ex. accords contractuels). Une entité associée est une entité sur laquelle un investisseur exerce une influence notable. Lorsqu'un investisseur détient 20 % ou plus des droits de vote (directement ou par le biais de filiales) d'une entité, il est présumé que l'investisseur exerce une influence notable, sauf s'il peut être clairement démontré que tel n'est pas le cas.

La société mère ultime (de l'entité membre de l'association membre de l'UEFA et de la société mère ultime du bénéficiaire de la licence, s'il s'agit d'une autre entité) est l'individu ou l'entité juridique qui chapeaute le contrôle de l'entité. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les informations à fournir sur la société mère ultime sont habituellement les suivantes (liste non exhaustive) :

- a. une société privée chapeautant la structure du groupe (avec mention du nom de tout individu possédant 20 % ou plus des parts de cette société privée) ;
- b. une société cotée en Bourse (avec mention du nom de tout individu ou entité possédant 20 % ou plus des parts de cette société) ;
- c. une/plusieurs entité(s) ou un/plusieurs individu(s) qui détient/détiennent une participation majoritaire dans le bénéficiaire de la licence ou exerce(nt) un contrôle ou une influence notable sur lui par d'autres moyens qu'une participation, par exemple par des droits de vote, des droits de représentation au comité de direction ou un pacte d'actionnaires.

B. Périmètre de reporting

Comme précisé à l'article 46bis, le périmètre de reporting correspond à l'entité ou au regroupement d'entités pour laquelle/lesquelles les informations financières doivent être préparées et soumises dans le cadre de l'octroi de licence aux clubs et de la surveillance des clubs.

- Dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, le candidat à la licence doit utiliser le même périmètre de reporting pour la préparation et la soumission des informations financières pour chacun des critères financiers.
- Dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs, le bénéficiaire de la licence doit utiliser le même périmètre de reporting pour la préparation et la soumission des informations financières pour chacune des exigences (p. ex. pour l'exigence relative à l'équilibre financier, pour les informations financières prévisionnelles et pour les exigences relatives à l'absence d'arriérés de paiement) et ce périmètre de reporting doit être le même que celui qu'il a utilisé pour remplir les critères d'octroi de licence, sauf si les circonstances ont changé. Dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, la détermination du périmètre de reporting peut entraîner certains ajustements, comme illustré ci-après.

En fonction de la situation de chaque bénéficiaire de la licence, le périmètre de reporting comprend :

- i) **uniquement le bénéficiaire de la licence (entité unique)**, en qualité d'entité qui est le membre enregistré de l'association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée, pour lequel les informations financières préparées couvrent uniquement l'entité présentant les états financiers ; ou

- ii) **un groupe juridique de deux entités ou plus (groupe consolidé)**, comprenant le membre enregistré, pour lequel des informations financières sont préparées sur une base consolidée, comme s'il s'agissait d'une société unique ; ou
- iii) **deux entités ou plus (regroupement)**, comprenant le membre enregistré, pour lequel des informations financières sont préparées sur une base combinée, comme s'il s'agissait d'une société unique.

Si le bénéficiaire de la licence est une société de football (conformément à l'article 12, alinéa 1, lettre b), les informations financières doivent couvrir la société de football et le membre enregistré (et les autres entités éventuelles figurant dans le périmètre de reporting) et être des états financiers combinés ou consolidés, comme s'il s'agissait d'une société unique (comme dans les modèles ii) ou iii) ci-dessus).

C. Détermination du périmètre de reporting

1. Entités à inclure dans le périmètre de reporting

Le périmètre de reporting doit inclure :

- a. le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence et le membre enregistré, s'il s'agit d'une autre entité ;
- b. toute filiale de l'entité/des entités sous a. ci-dessus, sauf si (conformément à l'article 46bis, alinéa 4) :
 - (i) son activité principale n'est pas liée aux activités, sites, actifs ou marque du club de football, ou si
 - (ii) elle est non significative par rapport à l'ensemble du groupe formé par le candidat à la licence ;
- c. toute entité qui a comptabilisé dans ses livres/versé la rémunération à son personnel (conformément à la définition de l'article 46bis, alinéa 2) et/ou les coûts/recettes résultant de l'acquisition/la cession d'inscriptions de joueurs.

Les états financiers de toutes les entités incluses dans le périmètre de reporting doivent être soit combinés, soit consolidés, comme s'il s'agissait d'une entité unique (voir annexe VII, lettre B, alinéa 1), comme expliqué ci-dessous.

États financiers consolidés ou combinés

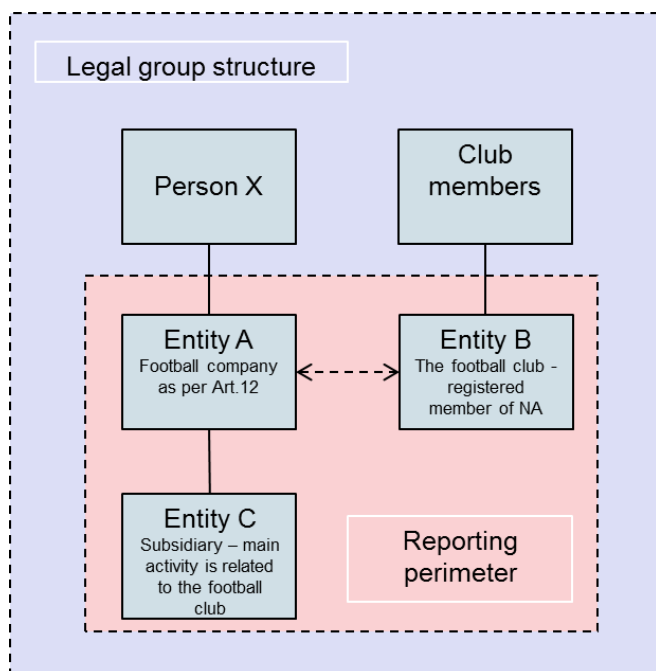
Les étapes de la consolidation ou de la combinaison des états financiers sont pratiquement les mêmes. Une différence majeure existe néanmoins entre les états financiers combinés et les états financiers consolidés, qui a trait à la propriété des entités impliquées.

Une société mère ayant une participation majoritaire dans des filiales doit consolider les résultats financiers de la société mère et de ses filiales en un seul jeu d'états financiers. La raison de cette exigence est que, ces entités opérant toutes ensemble comme s'il s'agissait d'une entité unique, elles doivent présenter leurs résultats comme s'il s'agissait de ceux d'une entité unique.

Il existe néanmoins certaines configurations commerciales dans lesquelles de nombreuses sociétés opèrent en tant qu'entité unique mais sans qu'il y ait de relation société mère-filiale entre elles. Dans ce cas, bien qu'aucune norme GAAP ne l'impose, le Règlement demande que les états financiers des entités correspondantes soient combinés afin qu'une vue d'ensemble précise se dessine.

La préparation et la présentation des états financiers consolidés ou combinés sont pratiquement les mêmes.

Il y a davantage de similitudes que de différences entre les deux types d'états financiers. Dans les deux cas, les transactions internes sont supprimées et les intérêts minoritaires sont présentés de la même façon. Néanmoins, les comptes de fonds propres sont ajustés dans les états financiers consolidés (afin d'éviter les doublons) ; dans les états financiers combinés, les comptes de fonds propres sont additionnés (sauf si des entités détiennent des parts d'autres entités).

Exemple :**Exemple 1 :**

L'entité B (membre enregistré d'une association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée) a une relation contractuelle avec l'entité A. Conformément à l'article 12 du Règlement, l'entité A est décrite comme une société de football.

Le périmètre de reporting doit couvrir l'entité A et l'entité B sous forme combinée, et inclure également l'entité C (en tant que filiale de l'entité A).

2. Autres entités pouvant figurer dans le périmètre de reporting

Afin de comprendre si d'autres entités faisant partie de la structure juridique du groupe (autres que celles mentionnées sous 1. ci-dessus) devraient être incluses dans le périmètre de reporting, il est important de faire la distinction entre :

- a) les **activités (opérations) footballistiques**, qui se réfèrent à la billetterie, au sponsoring et à la publicité, à la diffusion, au merchandising et à l'hospitalité, à la gestion opérationnelle du club (p. ex. administration, activités les jours de matches et déplacements), au financement, à l'utilisation et à la gestion des installations des stades et des installations d'entraînement, et au secteur junior (voir article 46bis, alinéa 3) ; et
- b) les **activités (opérations) non footballistiques**, qui se réfèrent à des produits ou des services individuels ou à une série de produits ou de services apparentés qui sont soumis à des risques et à des rendements différents de ceux des activités footballistiques, p. ex. des opérations liées à d'autres activités sportives ou au développement du patrimoine, et qui peuvent être soit :
 - (i) liées au club de football, c'est-à-dire à ses sites (opérations basées à l'intérieur ou à proximité immédiate du stade et/ou des installations d'entraînement d'un club), à ses actifs ou à sa marque (p. ex. un hôtel qui exploite commercialement la marque du club de football), soit
 - (ii) non liées au club de football.

Que le Règlement prévoit l'option d'inclure ou non une entité dans le périmètre de reporting, le bénéficiaire de la licence doit appliquer son choix de manière cohérente d'une année à l'autre et tenir compte des répercussions potentielles de cette inclusion/exclusion sur le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, comme expliqué sous 3. ci-dessous.

En raison de la grande variété des structures juridiques des groupes existantes, il n'est pas possible de déterminer a priori et avec exactitude quelles autres entités doivent être incluses dans le périmètre de reporting (en sus de celles mentionnées sous 1. ci-dessus). L'inclusion/exclusion dépend de la structure juridique du candidat à la licence/bénéficiaire de la licence ainsi que de la structure juridique du groupe, de la structure de propriété et des relations de contrôle/d'influence.

En principe, le périmètre de reporting devrait :

- inclure toutes les entités qui font partie de la structure juridique du groupe, et, en particulier, toutes celles qui génèrent des recettes, effectuent des prestations et/ou encourent des frais en rapport avec les **activités footballistiques** définies sous a) ci-avant ;
- exclure toutes les entités qui font partie de la structure juridique du groupe dont l'activité principale consiste en **activités non footballistiques non liées au club de football**, telles que définies sous b)

ii) ci-dessus, ou **non significatives** par rapport à l'ensemble du groupe formé par le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence.

Le bénéficiaire de la licence doit indiquer si les activités footballistiques (telles que définies à l'article 46bis, alinéa 3) ont été intégrées au périmètre de reporting et fournir une explication détaillée si tel n'est pas le cas (p. ex. pas de frais d'entretien du stade s'il appartient à la municipalité).

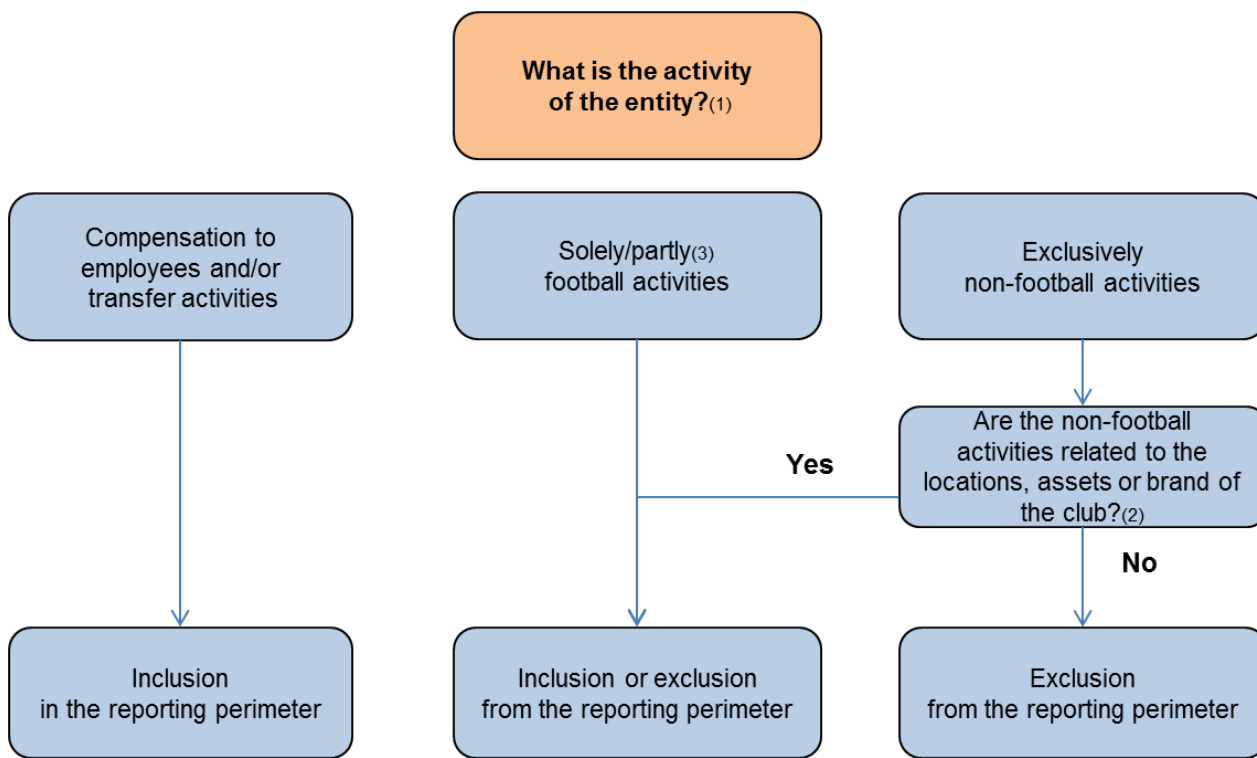
Il doit également justifier en détail l'exclusion du périmètre de reporting d'une entité incluse dans la structure juridique du groupe (p. ex. l'entité exerçant le contrôle direct n'a pas été incluse dans le périmètre de reporting, car son activité principale n'est pas liée aux activités footballistiques mais au secteur de la télécommunication).

3. Répercussions potentielles sur le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier

Suite à la détermination du périmètre de reporting, les ajustements suivants peuvent se révéler nécessaires :

- a) Si une entité qui fait partie de la structure juridique du groupe est exclue du périmètre de reporting mais a encouru des frais en rapport avec les **activités footballistiques** définies sous 2. a) ci-dessus qui ne sont pas inscrits dans les livres d'une des entités figurant dans le périmètre de reporting, ces frais doivent être inclus dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier (voir annexe X, lettre C(f)) sous la forme d'un **ajustement à la hausse**. À cette fin, le bénéficiaire de la licence doit utiliser le tableau des ajustements pour les transactions avec des parties liées afin d'ajouter ces montants aux dépenses déterminantes (voir **appendice V, lettre C**).
- b) Si une entité qui fait partie de la structure juridique du groupe est incluse dans le périmètre de reporting mais a encouru des frais en rapport avec **les activités non footballistiques non liées au club de football** définies sous 2. b) ii) ci-dessus, ces frais doivent être exclus du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier (voir annexe X, lettre B(k)) sous la forme d'un **ajustement à la baisse**. À cette fin, le bénéficiaire de la licence doit utiliser le tableau des ajustements pour les opérations non footballistiques (voir **appendice V, lettre D**).

Guide pour l'identification des entités de la structure juridique du groupe qui devraient être incluses dans le périmètre de reporting



(1) Si l'entité est non significative par rapport à l'ensemble du groupe formé par le candidat à la licence, elle peut être exclue du périmètre de reporting (le cas échéant).

(2) Le bénéficiaire de la licence doit tenir compte de la nature de la relation entre les opérations non footballistiques et le club de football, y compris la relation historique et actuelle, l'historique de la

propriété juridique des opérations non footballistiques, le financement de ces opérations (à savoir si le développement de ces opérations a été financé ou non par les ressources du club de football) et l'exhaustivité du reporting financier des opérations non footballistiques (toutes les dépenses).

- (3) En vertu de l'article 46bis, alinéa 4, une entité peut être exclue du périmètre de reporting uniquement si (...) son activité principale n'est pas liée aux activités, sites, actifs ou marque du club de football. La portée et l'importance relatives de l'activité principale sont déterminées sur la base des résultats financiers de l'entité (recettes, dépenses, rentabilité), de sa situation financière (actifs, passifs et fonds propres au bilan) et du temps consacré par la direction à ces activités ;

Exemples :

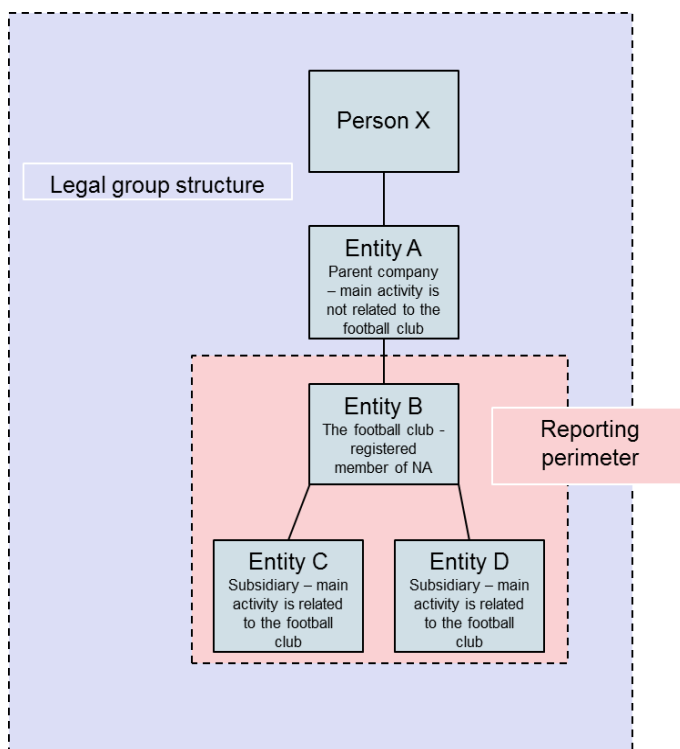
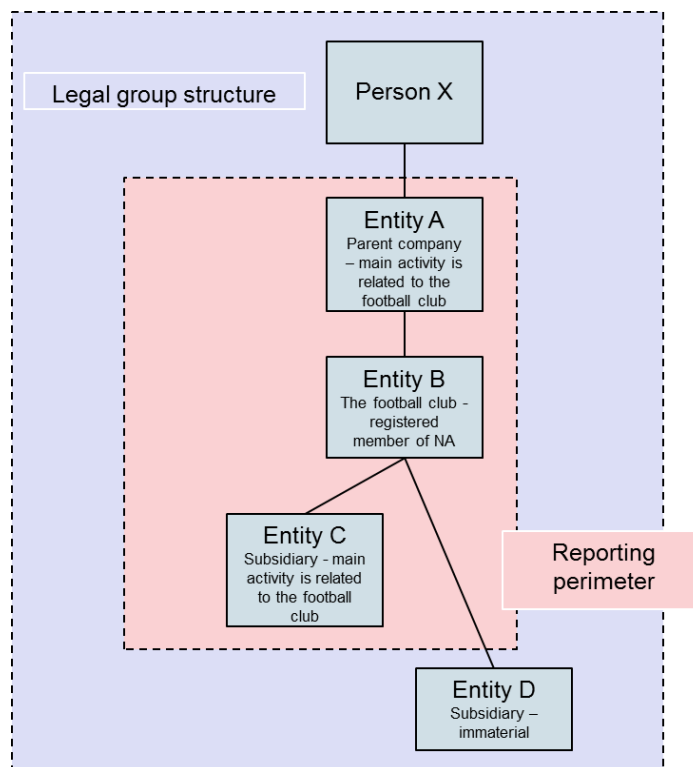
Exemple 2 :

L'entité B (membre enregistré d'une association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée) est une filiale de l'entité A. Les principales activités de l'entité A sont liées au club de football.

Le périmètre de reporting défini de manière appropriée inclut l'entité A ainsi que l'entité B et sa filiale, l'entité C.

L'entité D est également une filiale, mais elle est exclue du périmètre de reporting, car elle est non significative par rapport à l'ensemble du groupe formé par le bénéficiaire de la licence.

Remarque : si l'entité A exerce des activités qui sont sans lien avec les sites, actifs ou marque du club de football, le bénéficiaire de la licence doit procéder à des ajustements pour exclure ces transactions du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, comme illustré à l'appendice V, lettre D.



Exemple 3 :

L'entité B (membre enregistré d'une association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée) est une filiale de l'entité A.

La principale activité de l'entité A n'est pas liée aux activités, sites, actifs ou marque du club de football et cette entité est donc exclue du périmètre de reporting.

Le périmètre de reporting défini de manière appropriée inclut l'entité B et ses filiales (entités C et D).

Remarque : si l'entité A exerce des activités qui sont liées au club de football (mais qu'elles ne constituent pas l'activité principale de l'entité A), le bénéficiaire de la licence doit procéder à des ajustements pour inclure ces transactions dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier (au moyen du tableau des ajustements relatifs à des parties liées), comme illustré à l'appendice V, lettre C.

APPENDICE IV : DIRECTIVES POUR LES PACKAGES EF ET EQF: REMPLISSAGE DES TABLEAUX

A. Tableau « Bilan »

Le bilan présente la position financière du périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence, qui correspond à la relation entre ses actifs, ses passifs et ses fonds propres à la fin d'une période de reporting. Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations relatives au bilan sous la forme prescrite par la solution informatique OL/FPF, sur la base des états financiers annuels, des informations complémentaires et des pièces comptables sous-jacentes.

Les chiffres doivent être saisis dans le tableau « Bilan » comme suit :

- dans la monnaie de présentation du bénéficiaire de la licence ;
- arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235) ;
- toutes les entrées doivent être inscrites **en tant que chiffres positifs**.

Balance Sheet		T-1
Current Assets		
Cash and cash equivalents		
Accounts receivable from player transfers		
Accounts receivable from group entities & related parties		
Other accounts receivable		
Tax assets		
Inventories		
Other current assets		
Total Current Assets		
Non-Current Assets		
Tangible fixed assets		
Intangible assets - players		
Intangible assets - other		
Accounts receivable from player transfers		
Accounts receivable from group entities & related parties		
Tax assets		
Investments		
Other non-current assets		
Total Non-Current Assets		
Total Assets		
Current Liabilities		
Bank overdrafts		
Bank and other loans		
Loans/Accounts payable to group entities & related parties		
Accounts payable relating to player transfers		
Accounts payable to employees		
Accounts payable to social / tax authorities		
Accruals and deferred income		
Other accounts payable		
Short-term provisions		
Other Current Liabilities		
Total Current Liabilities		
Non-Current Liabilities		
Bank and other loans		
Loans/Accounts payable to group entities & related parties		
Accounts payable relating to player transfers		
Accounts payable to employees		
Accounts payable to social/tax authorities		
Deferred income		
Other tax liabilities		
Long-term provisions		
Other Non-current liabilities		
Total Non-Current Liabilities		
Total liabilities		
Net assets/(liabilities)		

Equity	
Share/fund capital	
Retained earnings	
Other Reserves	
Total Equity	
Total Equity and Total liabilities	
Total equity reconciliation check	
Total equity - brought forward at beginning of period	
Post year end changes / change of reporting perimeter (from previous reporting period)	
Profit/(Loss) after dividends	
Capital increase/equity contributions	
Change in revaluation reserve	
Other movements in equity/reserves during the period	
Total equity - carried forward at end of period	
Reminder of closing total equity in the Balance Sheet	

1. Actifs courants et actifs non courants

Un actif est classé comme courant s'il satisfait à l'un des critères suivants :

- il devrait être réalisé, vendu ou consommé au cours du cycle d'exploitation normal de l'entité ;
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié ;
- il doit être réalisé dans les douze mois qui suivent la date de clôture ; ou
- il fait partie de la catégorie trésorerie et équivalents, sauf s'il est sujet à une restriction portant sur l'échange ou l'utilisation pour régler un passif dans les douze mois qui suivent la date de clôture.

Tous les autres actifs sont classés comme non courants.

Trésorerie et équivalents

- La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances résultant de transferts de joueurs

- Les créances à recevoir en raison du transfert de l'inscription d'un joueur.

Créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées

- Les créances à recevoir d'entités du groupe sont les créances envers d'autres entités soumises à un contrôle conjoint, ce qui couvre les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées. Les autres parties liées sont définies à l'annexe X, lettre E.

Autres créances

- Ce poste inclut les créances commerciales et les autres créances (créances de débiteurs commerciaux et d'autres débiteurs, paiements d'avance et produits à recevoir), à l'exception des créances catégorisées séparément en tant que créances résultant de transferts de joueurs et/ou en tant que créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées.

Produits d'impôt

- Les produits d'impôt sont le montant des impôts recouvrables au cours d'exercices futurs.

Stocks

- Les stocks sont des marchandises détenues en vue de la revente, comme les répliques de maillots de football et les produits dérivés commercialisés par le club.

Autres actifs courants

- Ce poste comprend les actifs courants qui ne figurent pas dans d'autres postes du bilan.
- Il peut inclure les actifs non courants détenus en vue de la vente, pour lesquels les normes comptables prescrivent le traitement comptable adéquat. Il convient de noter que le placement d'un joueur sur la liste des transferts et/ou la cession de l'inscription d'un joueur après la fin de l'exercice ne constituent pas, en eux-mêmes, la preuve suffisante du classement de l'actif correspondant en vue de la vente.

Immobilisations corporelles

- Les immobilisations corporelles font référence au solde des coûts capitalisés après déduction de la dépréciation/perte de valeur des biens, installations et équipements associés.

Immobilisations incorporelles : joueurs

- Si la méthode comptable du bénéficiaire de la licence consiste à capitaliser et à amortir les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur (plutôt que de les faire figurer dans les dépenses de l'année de l'acquisition), les immobilisations incorporelles correspondent au solde non amorti de ces coûts capitalisés. Ce solde devrait être nul pour les entités présentant les états financiers dont la méthode comptable est de comptabiliser en tant que dépenses tous les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur lors de l'année de l'acquisition.
- Conformément à l'annexe VII, lettre C (4b), les frais liés aux joueurs formés localement ne doivent pas figurer au bilan, car seuls les coûts concernant l'acquisition de joueurs par un club peuvent être immobilisés.

Autres immobilisations incorporelles

- Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Ce poste comprend toutes les immobilisations incorporelles autres que celles liées à l'inscription d'un joueur, p. ex. la survaleur (goodwill).

Investissements

- Les investissements comprennent les participations prises par l'entité présentant les états financiers dans des filiales, des entités sous contrôle conjoint et des entités associées.

Autres actifs non courants

- Ce poste comprend les actifs non courants qui ne figurent pas dans d'autres postes du bilan.

2. Passifs courants et passifs non courants

Un passif est classé comme courant s'il satisfait à l'un des critères suivants :

- il devrait être réglé au cours du cycle d'exploitation normal de l'entité ;
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié ;
- il doit être réglé dans les douze mois qui suivent la date de clôture ; ou
- l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Tous les autres passifs sont classés comme non courants.

Découverts bancaires

- Un découvert bancaire est une forme de crédit accordé par une banque.

Emprunts bancaires et autres emprunts

- Les emprunts figurant dans les passifs courants sont définis comme des montants ou des parties de montants (ne provenant pas de parties liées) devant être remboursés dans les douze mois suivant la date de clôture, par exemple des emprunts de banques ou d'autres prêteurs commerciaux.
- Les emprunts non courants sont définis comme des montants ou des parties de montants (ne provenant pas de parties liées) devant être remboursés plus de douze mois après la date de clôture. Ils doivent figurer dans les passifs non courants.

- Les contrats de location-financement devraient figurer sous les emprunts. Ces passifs se rapportent à des contrats de location qui transfèrent l'ensemble des risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien. Les titres peuvent ou non être transférés en fin de compte. Un contrat de location qui ne porte pas sur un financement est un contrat de location simple.
- Les contrats de location-financement devraient être classés comme des emprunts courants ou non courants selon qu'ils portent sur douze mois au maximum après la date de clôture ou sur plus de douze mois après la date de clôture.

Dettes à payer résultant de transferts de joueurs

- Il s'agit de dettes résultant d'activités de transfert (comprenant les indemnités de formation et les indemnités de solidarité).
- Ces passifs sont classés comme courants ou non courants selon qu'ils doivent être réglés dans les douze mois suivant la date de clôture ou plus de douze mois après la date de clôture.
- Si le bénéficiaire de la licence conclut une autre forme d'accord financier avec une autre partie concernant un joueur dont il détient l'inscription, les dettes à payer à cette partie ne doivent pas être présentées dans les dettes résultant de transferts de joueurs mais plutôt dans les autres engagements.

Dettes à payer à des entités du groupe et à d'autres parties liées

- Les dettes à payer et les emprunts à des entités du groupe sont les dettes envers d'autres entités soumises à un contrôle conjoint, ce qui couvre les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées. Les autres parties liées sont définies à l'annexe X, lettre E.

Dettes envers le personnel

- Dettes envers le personnel en rapport avec les prestations en faveur du personnel.

Dettes envers les administrations sociales ou fiscales

- Les dettes envers les administrations sociales ou fiscales sont les impôts payables au cours d'exercices futurs compte tenu des impôts actuels.

Autres passifs d'impôts

- Ce poste inclut également les passifs d'impôts différés.

Charges à payer et produits constatés d'avance

- Ce poste inclut les charges à payer et les produits constatés d'avance.

Autres engagements

- Ce poste inclut les dettes commerciales et les autres dettes (à l'exclusion des charges à payer et des produits constatés d'avance, qui sont présentés séparément).

Provisions

- Les provisions sont une catégorie de passifs dont l'échéance ou le montant est incertain, p. ex. demande de dommages et intérêts.
- Les provisions sont classées comme courantes ou non courantes selon qu'elles doivent être réglées dans les douze mois suivant la date de clôture ou plus de douze mois après la date de clôture.

3. Fonds propres

Capital social

- Ce poste inclut le capital social, les primes d'émissions et les actions propres. Les actions propres sont les instruments de fonds propres à une entité, détenus par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. L'entité ne peut pas déclarer de gain ni de perte sur profit, ni de perte sur l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres.

Bénéfice reporté

- Le bénéfice reporté se réfère aux profits ou aux pertes cumulé(e)s à la fin de l'exercice.

Autres réserves

- Ce poste inclut les autres réserves, y compris les réserves de réévaluation et toute autre forme de réserve autre que les résultats non distribués, et les intérêts minoritaires.

4. Vérifications de rapprochement

- Le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que le total des fonds propres déclaré, ainsi que le profit ou la perte après dividendes enregistré(e) dans le tableau du compte de résultats et les autres mouvements de fonds propres/réserves au cours de la période de reporting (tels qu'ils figurent dans le rapprochement des fonds propres), correspondent au total des fonds propres figurant dans le tableau du bilan. Le cas échéant, le bénéficiaire de la licence peut aussi utiliser le poste « Ajustement d'exercices précédents/modification du périmètre de reporting (par rapport à la période de reporting précédente) ».
- En l'absence d'autres mouvements de fonds propres/réserves et d'éléments de recettes ou de dépenses reconnus autres que le profit ou la perte pendant la période de reporting, le solde total des fonds propres déclaré plus le profit net ou moins la perte nette pour la période de reporting doit être égal au total des fonds propres figurant au bilan à la date de clôture de la période de reporting.
- Les actifs/passifs nets à la fin de la période de reporting dans le bilan doivent être identiques aux actifs/passifs nets figurant au bilan des états financiers annuels correspondants.

5. Endettement net

Dans le cadre du Règlement, l'endettement net est défini comme suit :




- le solde net résultant des transferts de joueurs (c'est-à-dire le montant net des créances et des dettes résultant de transferts de joueurs) ;
- plus les emprunts nets (c'est-à-dire les découverts bancaires, les emprunts bancaires et les autres emprunts ainsi que les dettes envers des entités du groupe et d'autres parties liées) ; et moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.




B. Tableau « Compte de résultats »

Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations relatives au compte de résultats pour chaque période de reporting concernée sous la forme prescrite par le package EqF de la solution informatique OL/FPF, sur la base des états financiers audités, des informations complémentaires (dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs) et des pièces comptables sous-jacentes pour le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence.

Les chiffres doivent être saisis dans le tableau « Compte de résultats » comme suit :


- dans la monnaie de présentation du bénéficiaire de la licence ;
- arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235) ;
- toutes les **recettes** doivent être **inscrites en tant que chiffres positifs** et toutes les **dépenses en tant que chiffres négatifs**.

Les postes du compte de résultats sont énumérés ci-après. Les postes surlignés en vert , en rouge  et en jaune  représentent les données devant obligatoirement être présentées dans le tableau « Compte de résultats », qui correspondent aux exigences minimales en matière de présentation dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs.

- Les postes surlignés en vert  permettent de déterminer les recettes déterminantes (après ajustements).
- Les postes surlignés en rouge  permettent de déterminer les dépenses déterminantes (après ajustements).
- Les postes surlignés en jaune  seront ajustés automatiquement dans la solution informatique OL/FPF, afin d'être exclus du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Certains bénéficiaires de la licence doivent en outre fournir des informations complémentaires dans leur package EqF :

- en remplissant le(s) tableau(x) supplémentaire(s) applicable(s) :
 - ventilation des recettes de billetterie ;
 - ventilation des recettes de sponsoring et de publicité ;
 - ventilation des droits de diffusion ;
 - ventilation des recettes commerciales ;
 - ventilation des autres produits d'exploitation ;
 - ventilation des coûts de vente/des matériaux ;
 - ventilation des prestations en faveur du personnel ;
 - ventilation des autres charges d'exploitation ;
 - ventilation des transferts de joueurs ;
 - ventilation des recettes et dépenses financières ;
 - ventilation des autres recettes et dépenses.
- en s'assurant que les informations présentées dans le(s) tableau(x) supplémentaire(s) figurent également dans le tableau « Compte de résultats ». Le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que le(s) tableau(x) supplémentaire(s) soi(en)t rempli(s) intégralement et de manière adéquate, et que les recettes/dépenses soient analysées/présentées dans la mesure du possible dans d'autres postes que le poste « Autres ». Les montants figurant sous « Autres » doivent représenter au maximum le pourcentage requis du total déterminant.

L'obligation de remplir un ou plusieurs tableaux supplémentaires du compte de résultats est déterminée sur la base des données saisies dans le tableau « Compte de résultats » et est notifiée au bénéficiaire de la licence dans le package EqF par la présence d'une  ou communiquée par l'Administration de l'UEFA.

Les exigences minimales en matière de présentation relatives à chaque poste sont définies dans l'annexe VI et expliquées dans le présent Instrument d'aide FPF, tout comme les critères relatifs au remplissage de tableaux supplémentaires.

Profit and Loss Account				complete supplementary schedule
P1000	Gate receipts - national competitions			
P1010	Gate receipts - UEFA club competitions			
P1030	Gate receipts - season tickets			
P1040	Gate receipts - membership fees			
P1050	Gate Receipts- other/non-split			
	Total Gate Receipts			
P1100	Sponsorship and advertising - manufacturer sponsor			
P1110	Sponsorship and advertising - main sponsor			
P1120	Sponsorship and advertising - stadium sponsor			
P1130	Sponsorship and advertising - pitch-perimeter and board advertising			
P1140	Sponsorship and advertising - other/non-split			
	Total Sponsorship & Advertising			
P1200	Broadcasting rights - national competitions			
P1220	Broadcasting rights - other/non-split			
	Total Broadcasting Rights			
P1300	Commercial - national competitions			
P1330	Commercial - merchandising			
P1340	Commercial - non-matchday usage of facilities			
P1350	Commercial from Membership (non matchday related)			
P1370	Commercial - other/non-split			
	Total Commercial			
P1400	UEFA club competitions - broadcasting rights, commercial, prize money			
P1410	UEFA club competitions - solidarity payments			
P1420	UEFA solidarity and prize money - other/non-split			
	Total UEFA Solidarity and Prize Money			
P1500	Subsidies, donations or other amounts from national football bodies			
P1510	Subsidies, grants or other amounts from state or municipal authorities			
P1530	Donations from non related parties			
P1540	Contributions/donations from related parties			
P1560	Income from non-football operations			
P1575	Exceptional Income			
P1580	Other operating income - other/non-split			
	Total Other Operating Income			
	Total Revenue			

P1910	Cost of sales/materials - other/non-split			
	Total Cost of Sales/Materials			
P2000	Players - wages and salaries			
P2020	Players - social security contributions			
P2030	Players benefits expenses - other/non-split			
	Total Players Benefits Expenses			
P2100	Other employees - wages and salaries			
P2120	Other employees - social security contributions			
P2130	Other employees benefits expenses - other/non-split			
	Total Other Employee Benefits Expenses			
P2200	Employee benefits expenses - other/non-split			
	Total Employee Benefits Expenses			
	Depreciation of tangible fixed assets			
	Amortisation of other intangible assets (excluding player registrations)			
	Impairment of tangible fixed assets and/or other intangible assets			
	Total Depreciation, Amortisation & Impairment (excluding player registrations)			
P2545	Matchday expenses			
P2550	Sponsorship and advertising expenses			
P2555	Commercial activities expenses			
P2560	Property & facilities expenses			
P2570	Expenses of non-football operations			
P2585	Exceptional expenses			
P2590	Other operating expenses - other/non-split			
	Total Other Operating Expenses			
	Total Operating Expenses (excluding player registration)			
	Player trading			
P2600	Amortisation of intangible fixed assets (player registrations)			
P2605	Impairment of intangible fixed assets (player registrations)			
P2610	Profit on disposal of intangible fixed assets (player registrations)			
P2620	Loss on disposal of intangible fixed assets (player registrations)			
P2700	Cost of acquiring player registrations			
P2710	Income from disposal of player registrations			
	Total player trading			
P3030	Profit/(loss) on disposal of tangible fixed assets			
P3040	Profit/(loss) on disposal of other intangible fixed assets			
	Total Profit/(Loss) on Disposal of Fixed Assets			
P4000	Finance income			
P4010	Finance expense			
P4015	Net Foreign Exchange Gains/(Losses)			
	Net Finance Income/(Expense)			
P5000	Other income (non operating)			
P5100	Other expenses (non operating)			
	Net Non-operating Income/(Expense)			
	Tax income/(expense)			
	Profit / (Loss) after Tax			
X-PL-0100	Dividends			
	Profit/(Loss) after Dividends			

1. Recettes de billetterie

Annexe X, lettre B(1)(a) : Recettes provenant de la vente de billets pour la saison ou pour un match individuel au grand public et à des sociétés, en relation avec des compétitions nationales (championnat et coupe), des compétitions interclubs de l'UEFA et d'autres matches (y compris les matches et tournois amicaux). Les recettes de billetterie comprennent également les cotisations des membres.

Les recettes de billetterie sont les recettes provenant des spectateurs qui assistent aux matches de football, quelle que soit la formule prévue pour l'accès au stade, p. ex. abonnement général pour la saison, billet pour un match individuel ou package VIP ou pour entreprises. Si un club fournit des billets gratuitement à certains spectateurs (ou en échange d'une somme symbolique), les recettes ne doivent pas être ajustées à la hausse. Les recettes de billetterie doivent être enregistrées après déduction des remises, des prélèvements, de la TVA et des autres taxes liées à la vente.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les recettes de billetterie peuvent être analysées sur la base des postes suivants :

- recettes de billetterie liées aux matches des compétitions nationales ;
- recettes de billetterie liées aux matches des compétitions interclubs de l'UEFA ;
- recettes provenant des abonnements saisonniers. Dans le cadre de cette analyse, les recettes de billetterie provenant des abonnements saisonniers (abonnements généraux et packages VIP ou pour entreprises) peuvent soit figurer dans ce poste, soit être adéquatement réparties entre les matches des compétitions nationales et les matches des compétitions interclubs de l'UEFA ;
- cotisations de membres, qui sont une forme de contrat par laquelle le club procure certains avantages aux membres en rapport avec leur participation aux matches et leur implication au sein du club de football ; et
- autres recettes de billetterie, notamment celles liées aux matches amicaux.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des recettes de billetterie prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des recettes de billetterie sous « Recettes de billetterie : autres/poste unique ».

Les autres recettes générées les jours de matches (p. ex. le produit de la vente de nourriture, de boissons et des programmes de matches) doivent être indiquées séparément dans les postes correspondants, comme décrit ci-après.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Recettes de billetterie » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Revenue - Gate receipts			
	Reporting period T-1		
	Revenue in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments	Number of matches
League - home matches			
League - share from away matches			
National cup 1 - home matches			
National cup 1 - share from away matches			
National cup 2 - home matches			
National cup 2 - share from away matches			
Other			
Gate Receipts - National Competitions			
UEL matches - home matches			
UCL matches - home matches			
Other			
UEFA club competitions			
General admission			
Corporate/premium attendees - individuals			
Corporate/premium attendees - boxes/bulk			
Other			
Gate Receipts - Season Tickets			
Gate Receipts - Membership Fees			
Gate Receipts - Other			
Total Gate Receipts			

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les recettes de billetterie liées aux matches des compétitions nationales : recettes ventilées par type de matches et par nombre de matches joués ;
- les recettes de billetterie liées aux matches des compétitions interclubs de l'UEFA : recettes ventilées par compétition et par nombre de matches joués ;
- les recettes des abonnements saisonniers : recettes ventilées par type d'abonnement saisonnier ;
- les cotisations de membres ; et
- les autres recettes de billetterie.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales.

2. Recettes de sponsoring et de publicité

Annexe X, lettre B(1)(b) : Recettes provenant du sponsor principal, des autres sponsors, des panneaux publicitaires et des autres supports publicitaires autour du terrain, ainsi que des autres activités publicitaires et de sponsoring.

Les recettes de sponsoring et de publicité proviennent de contrats dans le cadre desquels le club reçoit de l'argent d'un tiers en échange de certains droits, qui portent sur une forme d'association avec le club et/ou sur la promotion du tiers par divers canaux liés au club (p. ex. panneaux publicitaires et autres supports publicitaires autour du terrain, annonce dans les programmes de matches).

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les recettes de sponsoring et de publicité peuvent être analysées sur la base des postes suivants :

- sponsor fabricant, à savoir les recettes de sponsoring et de publicité éventuelles provenant des contrats avec la partie qui fournit l'équipement et les autres vêtements de la première équipe, à l'exclusion des montants se rapportant aux ventes d'articles de merchandising (qui figurent dans la rubrique commerciale/merchandising) ;
- sponsor principal, à savoir les recettes de sponsoring et de publicité provenant des contrats avec le principal sponsor (figurant habituellement sur le maillot de la première équipe). Ce poste doit inclure tous les montants provenant des contrats avec le sponsor, notamment les droits de sponsoring en plus

de ceux relatifs à l'équipement, mais doit inclure uniquement les recettes liées au sponsor principal ; toutes les recettes provenant d'autres sponsors qui peuvent également apparaître sur le maillot/les vêtements de l'équipe doivent figurer dans le poste « Sponsoring et publicité : autres » ;

- sponsor du stade, à savoir les recettes de sponsoring et de publicité éventuelles provenant des contrats avec la partie qui détient les droits d'appellation du stade. Ce poste doit inclure tous les montants provenant des contrats avec ce sponsor, notamment les droits de sponsoring en plus des droits d'appellation du stade, mais doit inclure uniquement les recettes liées au sponsor qui détient les droits d'appellation du stade ; tous les recettes provenant d'autres sponsors en relation avec le stade (p. ex. un sponsor détenant les droits d'appellation portant sur une tribune donnée du stade) doivent figurer dans le poste « Sponsoring et publicité : autres » ;
- panneaux publicitaires et autres supports publicitaires autour du terrain, à savoir les recettes de sponsoring et de publicité provenant de contrats avec d'autres parties portant sur une forme de publicité dans le stade. Si les contrats conclus avec les trois types de sponsors susmentionnés (fabricant, équipement et stade) comprennent les panneaux publicitaires et les autres supports publicitaires autour du terrain, les montants correspondants ne doivent pas être inclus dans ce poste ; et
- autres recettes de sponsoring et de publicité, à savoir les montants qui n'entrent pas dans les autres catégories.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des recettes de sponsoring et de publicité prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des recettes de billetterie sous « Sponsoring et publicité : autres/poste unique ».

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Recettes de sponsoring et de publicité » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats »

Revenue - Sponsorship and advertising											
Revenue in reporting period - unadjusted (LC)	Sponsor name	Contracting legal entity	Related party (yes/no)	Reporting period T-1			Summary of rights/benefits	Revenue recognised that was not contingent	Revenue recognised that was contingent	Describe basis for accounting treatment	
				Contract start date							
				DD	MM	YY					
Manufacturer sponsor											
Sponsorship and Advertising - Manufacturer Sponsor											
Main sponsor											
Sponsorship and Advertising - Kit sponsor											
Stadium sponsor (>20% of total)											
Sponsorship and Advertising - Stadium sponsor											
Pitch-perimeter and board advertising (>20% of total)											
Other arrangements											
Sponsorship and Advertising - Pitch-perimeter and board advertising											
Other arrangements											
Sponsorship and Advertising - Other											
Total Sponsorship & Advertising											

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées.

Concernant le sponsor fabricant, le sponsor principal et le sponsor du stade, le bénéficiaire de la licence doit indiquer pour les contrats relatifs aux panneaux publicitaires et aux autres supports publicitaires autour du terrain (contribuant à plus de 20 % du total des recettes de sponsoring et de publicité) et pour les autres contrats de sponsoring (contribuant à plus de 20 % du total des recettes de sponsoring et de publicité) :

- le nom du sponsor ;
- le nom de l'entité juridique qui a signé le contrat générant les recettes de sponsoring ;
- si le sponsor est une partie liée (en indiquant « Oui » ou « Non ») ;
- la date de début du contrat ;
- des explications résumant les droits et avantages accordés à l'autre partie ;

- le montant des recettes non conditionnelles reconnues durant la période de reporting, c'est-à-dire les recettes garanties indépendamment d'autres facteurs ;
- le montant des recettes conditionnelles reconnues durant la période de reporting, c'est-à-dire les recettes dont la perception dépend d'un certain résultat, par exemple le classement du bénéficiaire de la licence à la fin du championnat ou sa qualification pour les compétitions interclubs de l'UEFA ; et
- une description de la base utilisée pour le traitement comptable de la reconnaissance des recettes. Cette description doit inclure le(s) motif(s) de reconnaissance de toute recette conditionnelle, le(s) motif(s) de la reconnaissance des recettes durant la période de reporting en cas de contrat de sponsoring portant sur plusieurs années, et la base utilisée pour le traitement de tout regroupement de contrats de sponsoring, par exemple si le contrat porte à la fois sur les droits d'appellation du stade et sur l'équipement du bénéficiaire de la licence.

3. Recettes des droits de diffusion

Annexe X, lettre B(1)(c) : Recettes provenant de la vente des droits de diffusion en relation avec les compétitions nationales (championnat et coupe) et d'autres matches (y compris les matches et tournois amicaux) à la télévision, à la radio, aux nouveaux médias et aux autres médias diffuseurs.

Les recettes des droits de diffusion proviennent de contrats dans le cadre desquels le club reçoit de l'argent en rapport avec la vente des droits de diffusion liés aux matches et à tout matériel généré par un club de football à des fins de diffusion par quelque canal que ce soit (p. ex. télévision, radio, Internet et réseau mobile). Les recettes des droits de diffusion peuvent être perçues soit directement d'un diffuseur, soit indirectement d'un organisateur de compétition.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les recettes des droits de diffusion peuvent être analysées sur la base des postes suivants :

- droits de diffusion liés aux matches des compétitions nationales ; et
- droits de diffusion liés à d'autres types de matches et/ou à d'autres types de matériel généré par des clubs de football à des fins de diffusion. Les recettes provenant de la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA doivent être présentées séparément, dans le poste « Versements de solidarité et primes de l'UEFA ».

Si le montant reçu par le bénéficiaire de la licence de l'organisateur d'une compétition résulte de la vente des droits de diffusion et d'autres droits commerciaux et si le montant provenant de la vente des autres droits commerciaux est identifiable séparément, ce dernier doit être inclus dans les activités commerciales. Si le montant provenant de la vente des autres droits commerciaux n'est pas identifiable séparément, la totalité du montant versé par l'organisateur de la compétition doit être présentée dans les droits de diffusion.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des recettes des droits de diffusion prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des recettes des droits de diffusion sous « Droits de diffusion : autres/poste unique ».

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Recettes des droits de diffusion » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Revenue - Broadcasting rights		
	Reporting period T-1	
	Revenue in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments
League		
National cup 1		
National cup 2 (if applicable)		
Other		
Broadcasting Rights - National competitions		
Arrangement 1 (>20% of total)		
Other arrangements		
Broadcasting Rights - Other		
Total Broadcasting Rights		

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les recettes des droits de diffusion liées aux matches des compétitions nationales : recettes ventilées par type de matches ; et
- les autres recettes des droits de diffusion, avec présentation séparée des contrats de diffusion contribuant à plus de 20 % du total des recettes des droits de diffusion.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales.

4. Recettes des activités commerciales

Annexe X, lettre B(1)(d) : Recettes provenant du merchandising, de la vente de nourriture et de boissons, des conférences, de la loterie et d'autres activités commerciales n'entrant dans aucune autre catégorie.

Les recettes des activités commerciales proviennent des activités commerciales autres que le sponsoring, la publicité et la vente des droits de diffusion. Ces recettes peuvent provenir d'activités liées à un match spécifique (p. ex. vente de nourriture et de boissons pour le grand public et pour les invités VIP/entreprises et vente des programmes de match) ou d'autres activités commerciales.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les recettes des activités commerciales peuvent être analysées sur la base des postes suivants :

- recettes commerciales liées aux matches des compétitions nationales ;
- merchandising, à savoir recettes provenant de la vente de produits tels que les répliques des maillots du club et d'autres vêtements/articles portant la marque du club ;
- utilisation des installations du club les jours sans match (p. ex. pour des conférences ou des événements musicaux) ;
- cotisations de membres, qui sont une forme de contrat par laquelle le club procure certains avantages aux membres autres que l'accès aux matches ; et
- recettes de toute autre activité commerciale non mentionnée ci-dessus (p. ex. loterie, droits de licence et droits d'auteur pour l'utilisation de la marque du club, et commissions).

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des recettes des activités commerciales prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des recettes des activités commerciales sous « Recettes commerciales : autres/poste unique ».

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Recettes des activités commerciales » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Reporting period T-1	
Revenue in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments
League - home matches	
National cup 1 - home matches	
National cup 2 (if applicable) - home matches	
Other	
Commercial - National competitions	
Main merchandising arrangement (>20% of total)	
Other arrangements	
Commercial - Merchandising	
Major events	
Other events / usage	
Commercial - Non-matchday usage of facilities	
From Membership (>20% of total)	
Other arrangements	
Commercial from Membership (non matchday related)	
Other commercial income (>20% of total)	
Other arrangements	
Other	
Total Commercial	

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les recettes commerciales liées aux matches des compétitions nationales : recettes ventilées par type de matches ;
- les recettes de merchandising, avec présentation séparée des contrats contribuant à plus de 20 % du total des recettes commerciales ;
- les recettes générées par l'utilisation des installations en dehors des matches, avec présentation séparée des recettes d'autres événements majeurs tels que des concerts ;
- cotisations de membres, qui sont une forme de contrat par laquelle le club procure certains avantages aux membres autres que l'accès aux matches ; et
- les autres recettes commerciales, avec présentation séparée des contrats commerciaux contribuant à plus de 20 % du total des recettes commerciales.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales. Le cas échéant, les explications devraient également comprendre des détails des principaux événements organisés dans les installations du bénéficiaire de la licence ainsi que le nom et le détail des recettes de merchandising et des autres recettes commerciales qui ont été présentées séparément parce qu'elles contribuaient à plus de 20 % du total.

5. Versements de solidarité et primes de l'UEFA

Recettes provenant de la vente des droits de diffusion, des contrats commerciaux et des primes relatives à la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA, et versements de solidarité de l'UEFA.

Les versements de solidarité et les primes de l'UEFA sont les recettes provenant des distributions de solidarité de l'UEFA et de la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA (à l'exclusion des recettes de billetterie, qui doivent figurer dans le poste correspondant).

6. Autres produits d'exploitation

Annexe X, lettre B(1)(e) : Recettes comprenant tous les produits d'exploitation n'entrant pas dans les catégories ci-dessus, y compris les recettes provenant d'autres activités, comme les subventions, les loyers, les dividendes et les recettes provenant d'opérations non footballistiques.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les autres produits d'exploitation peuvent être analysés sur la base des postes suivants :

- subventions, dons et autres montants provenant des instances nationales du football. Ce poste exclut tout montant provenant des instances nationales du football pour des droits de diffusion et/ou des activités commerciales liées aux compétitions nationales, ainsi que tout montant identifiable séparément comme versement de solidarité de l'UEFA, qui doivent être enregistrés dans les postes correspondants ;
- subventions, allocations ou autres montants provenant des autorités municipales ou nationales sur le territoire du bénéficiaire de la licence concerné ;
- dons reçus de parties non liées (autres que les instances nationales du football et les autorités municipales ou nationales) ;
- contributions/dons de parties liées ;
- recettes provenant d'opérations non footballistiques (non incluses dans un autre poste de recettes) ;
- recettes exceptionnelles (non incluses dans un autre poste de recettes) ; et
- tous les autres produits d'exploitation n'entrant pas dans les catégories ci-dessus, comme les loyers et les dividendes.

De plus amples informations sur les opérations non footballistiques figurent dans l'**appendice V, lettre D**. Si le compte de résultats comprend des recettes provenant d'opérations non footballistiques non liées au club, des ajustements doivent être faits afin d'exclure ces montants du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des autres produits d'exploitation prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des autres produits d'exploitation sous « Autres produits d'exploitation : autres/poste unique ».

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Autres produits d'exploitation » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Revenue - Other operating income	
	Reporting period T-1
	Revenue in reporting period - unadjusted (LC)
	Explanatory comments
From National Association	
From other football body	
Subsidies, donations or other amounts from national football bodies	
Authority 1 (>20% of total)	
Other state/municipality authorities	
Subsidies, grants or other amounts from state/municipality authorities	
Donor 1 (>20% of total)	
Other donors	
Donations from non related parties	
Contributions/donations from related parties	
Income from non-football operations	
Exceptional income	
Other operating income - other	
Total Other Operating Income	

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les subventions, dons et autres montants reçus des instances nationales du football ;
- les subventions, allocations et autres montants reçus d'autorités municipales ou nationales sur le territoire du bénéficiaire de la licence concerné, avec présentation séparée de tout montant contribuant à plus de 20 % du total des autres produits d'exploitation ;
- les dons de parties non liées, avec présentation séparée de tout don contribuant à plus de 20 % du total des autres produits d'exploitation ;
- les contributions/dons de parties liées (y compris les subventions, allocations et autres montants reçus d'autorités municipales ou nationales liées au bénéficiaire de la licence) ;
- les recettes provenant d'opérations non footballistiques ; et
- les recettes exceptionnelles.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, toute transaction inhabituelle, les sources de recettes et tout montant potentiellement remboursable.

7. Total des recettes

Le total des recettes correspond au total des recettes de billetterie, des recettes des droits de diffusion, des recettes de sponsoring et de publicité, des recettes des activités commerciales, des versements de solidarité et des primes de l'UEFA, et des autres recettes d'exploitation. Il est calculé automatiquement dans le tableau du compte de résultats, sur la base des données saisies.

Le total des recettes est utilisé pour déterminer les ratios décrits à l'article 62 du Règlement, à savoir a) les prestations en faveur du personnel par rapport au total des recettes et b) l'endettement net par rapport au total des recettes.

8. Coûts de vente/des matériaux

Annexe X, lettre C(1)(a) : Coûts de vente de toutes les activités, comme la restauration, les marchandises, les soins médicaux, l'équipement et le matériel sportif.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les bénéficiaires de la licence doivent indiquer le coût total de vente/des matériaux.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Coûts de vente/des matériaux » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Cost of sales/materials	
	Reporting period T-1
	Expenses in reporting period - unadjusted (LC)
	Explanatory comments
Merchandising arrangement 1 (>20% of total)	
Other merchandising arrangements	
Catering sales	
Medical care	
Kits and sports materials	
Other activities	
Total Cost of Sales / Materials	

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les dépenses se rapportant aux contrats de merchandising, avec présentation séparée des dépenses contribuant à plus de 20 % du total des coûts de vente/des matériaux ;
- la restauration ;
- les soins médicaux ;

- l'équipement et le matériel de sport ; et
- les autres activités.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales.

9. Prestations en faveur du personnel

Annexe X, lettre C(1)(b) : Ces avantages recouvrent toute forme de rétribution en échange de services rendus pendant la période de reporting par la direction et le personnel en charge de la gouvernance.

Les prestations en faveur du personnel recouvrent toute forme de rétribution, y compris les avantages à court terme (salaires, cotisations sociales, participation aux bénéfices, primes), les avantages non monétaires (soins médicaux, hébergement, voiture, biens ou services gratuits ou subventionnés), les avantages postérieurs à l'emploi (payables au terme du contrat de travail), les autres avantages à long terme, les indemnités de fin de contrat et les versements sous forme d'actions.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les prestations en faveur du personnel peuvent être analysées par type d'employé (avec présentation séparée des montants relatifs aux « joueurs » et aux « autres employés ») et par nature des prestations (avec présentation séparée des salaires, des cotisations sociales et des autres prestations en faveur du personnel).

Pour les besoins de cette analyse, le terme de « joueur » se réfère à tous les joueurs de football inscrits durant la période de reporting, y compris les juniors. Le terme « autres employés » se réfère à tous les employés autres que les joueurs de football de l'entité présentant les états financiers, y compris les entraîneurs de football, le personnel médical et administratif, le personnel présent les jours de matches, les membres de l'organe exécutif et les employés du secteur des opérations non footballistiques.

Les salaires des joueurs et des autres employés comprennent les salaires, les primes, les primes à la signature de contrats, les bonus, la rémunération du droit à l'image et les autres paiements incitatifs. Les cotisations sociales sont les contributions versées par l'entité aux programmes, fonds ou dispositifs de sécurité sociale ou de retraite nationaux/municipaux. Les « autres » prestations en faveur du personnel font référence aux autres avantages non monétaires, aux avantages postérieurs à l'emploi, aux autres avantages à long terme, aux indemnités de fin de contrat et aux versements sous forme d'actions.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des prestations en faveur du personnel prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des prestations en faveur du personnel sous « Prestations en faveur du personnel : autres/poste unique » (P2200).

En vertu de l'article 46bis, alinéa 2, lettre a, le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence doit inclure toutes les entités qui comptabilisent toute forme de rémunération versée aux employés (selon la définition de l'article 50) en vertu d'obligations contractuelles ou légales.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Prestations en faveur du personnel » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Employee benefits expenses	Reporting period T-1			
	Expenses in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments	Number of employees	Amount per employee (LC)
<u>Players (excluding youth players)</u>				
Wages and Salaries				
Bonuses/incentive payments				
Image rights				
Other wages and salaries				
Players - Wages and Salaries				
Players - Social Security Contributions				
Players Benefits Expenses - Other				
Players (excluding youth players) - total				
<u>Youth players</u>				
Total wages and salaries				
Social security contributions				
Other				
Youth players - total				
Total Player Benefits Expenses				
<u>Other employees</u>				
Other Employees - Wages and Salaries				
Other Employees - Social Security Contributions				
Other Employees Benefits Expenses - Other				
Other employees - total				
Employee benefits expenses - other				
Total Employee Benefit Expenses				

Le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les joueurs (à l'exclusion des juniors) : prestations en faveur du personnel comprenant salaires (de base), rémunération du droit à l'image, bonus/paiements incitatifs, cotisations sociales, autres prestations en faveur du personnel et nombre d'employés ;
- les joueurs juniors : prestations en faveur du personnel comprenant salaires, cotisations sociales, autres prestations en faveur du personnel et nombre d'employés ; et
- les autres employés (à savoir tous les employés à l'exception des joueurs) : prestations en faveur du personnel comprenant salaires, cotisations sociales, autres prestations en faveur du personnel et nombre d'employés.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales.

10. Autres charges d'exploitation

Annexe X, lettre C(1)(c) : Charges comprenant tous les autres coûts opérationnels, comme les dépenses liées aux matches, les frais de location et d'administration, les frais généraux et les dépenses liées aux opérations non footballistiques. Conformément aux exigences minimales en matière de présentation prévues à l'annexe VI, section C, les dépréciations, les amortissements et les pertes de valeur ne sont pas inclus dans les autres charges d'exploitation et sont présentés séparément dans le compte de résultats.

Dans le cadre des informations relatives à l'équilibre financier, les autres charges d'exploitation peuvent être analysées sur la base des postes suivants :

- dépenses les jours de matches, à savoir les dépenses liées à l'organisation de matches dans le stade de domicile, notamment concernant la police et les stadiers ;
- dépenses liées au sponsoring et à la publicité, à savoir les dépenses liées aux activités entreprises pour générer des recettes de sponsoring et de publicité ;
- dépenses liées aux activités commerciales, à savoir les dépenses liées aux activités entreprises pour générer des recettes commerciales ;
- dépenses liées aux terrains et aux installations, à savoir les dépenses encourues pour l'utilisation quotidienne du stade, des installations d'entraînement et des autres biens utilisés par l'entité, y compris l'entretien quotidien des biens immobiliers, les réparations et la maintenance, et les frais liés à l'exercice d'activités dans un bien immobilier (p. ex. loyer, versements aux autorités nationales/municipales en rapport avec le bien immobilier). Afin de lever toute ambiguïté, la dépréciation/perte de valeur des immobilisations corporelles ne doit pas être enregistrée dans ce poste ;
- les dépenses provenant d'opérations non footballistiques (non incluses dans un autre poste de dépenses) ;
- les dépenses exceptionnelles (non incluses dans un autre poste de dépenses) ; et
- toutes les autres charges d'exploitation n'entrant pas dans les catégories ci-dessus.

De plus amples informations sur les opérations non footballistiques figurent dans l'**appendice V, lettre D**.

Afin de lever toute ambiguïté, les « autres charges d'exploitation » ne doivent comprendre aucun montant lié aux prestations en faveur du personnel.

Si le bénéficiaire de la licence ne fournit pas l'analyse des autres charges d'exploitation prévue ci-dessus, il doit saisir le montant total des autres charges d'exploitation sous « Autres charges d'exploitation : autres/poste unique ».

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires pour le poste « Autres charges d'exploitation » en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous) et en s'assurant que les informations nécessaires soient présentées dans le tableau « Compte de résultats ».

Other operating expenses	
	Reporting period T-1
	Expenses in reporting period - unadjusted (LC)
Police and stewarding	
Other	
Matchday expenses	
Sponsorship and advertising expenses	
Commercial activities expenses	
Stadium site	
Training facilities	
Other properties	
Property and facilities expenses	
Expenses of non-football operations	
Exceptional expenses	
Other operating expenses - Other	
Total Other Operating Expenses	

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- les dépenses les jours de matches, ventilées entre les coûts liés à la police et aux stadiers et les autres dépenses les jours de matches ;
- les dépenses liées au sponsoring et à la publicité ;
- les dépenses liées aux activités commerciales ;

- les dépenses liées aux terrains et aux installations, ventilées entre le stade, les installations d'entraînement et les autres propriétés ;
- les dépenses provenant d'opérations non footballistiques (non incluses dans un autre poste de dépenses) ;
- les dépenses exceptionnelles (non incluses dans un autre poste de dépenses) ; et
- les autres charges d'exploitation.

Le bénéficiaire de la licence devrait fournir des explications, notamment sur les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting, l'intégration de toute transaction inhabituelle et, le cas échéant, les motifs – s'ils sont connus – des variations importantes par rapport à d'autres bénéficiaires de la licence disputant les mêmes compétitions nationales.

11. Dépréciation/perte de valeur des immobilisations corporelles

Annexe X, lettre C(2)(a) : La dépréciation est l'allocation systématique du montant amortissable d'un bien au cours de sa durée de vie utile, c'est-à-dire la période au cours de laquelle il est disponible pour utilisation par une entité. La perte de valeur équivaut au montant de la valeur comptable de l'actif fixe qui dépasse sa valeur recouvrable, cette dernière étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

La dépréciation et/ou la perte de valeur des immobilisations corporelles au cours d'une période de reporting peuvent être exclues du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. L'objectif est d'encourager les investissements et les dépenses portant sur des installations et des activités dans l'intérêt à long terme du club.

Le bénéficiaire de la licence doit indiquer le chiffre correspondant à la dépréciation des immobilisations corporelles. Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, les charges annuelles liées à la dépréciation des immobilisations corporelles sont exclues des dépenses déterminantes ; cet ajustement sera visible dans la solution informatique OL/FPF.

Le bénéficiaire de la licence doit saisir le chiffre correspondant à la perte de valeur des immobilisations corporelles, additionné du chiffre correspondant à la perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs, dans le poste « Perte de valeur des immobilisations corporelles et/ou incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ». Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, toute charge liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles (et/ou des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs) doit être exclue des dépenses déterminantes ; cet ajustement sera visible dans la solution informatique OL/FPF.

12. Amortissement/perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs

Annexe X, lettre C(2)(b) : L'amortissement est l'allocation systématique du montant amortissable d'un bien au cours de sa durée de vie utile, soit la période au cours de laquelle il est disponible pour utilisation par une entité. La perte de valeur équivaut au montant de la valeur comptable de l'actif qui dépasse la différence entre la juste valeur et les coûts de la vente.

L'amortissement et/ou la perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs au cours d'une période de reporting peuvent être exclus du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. Afin de lever toute ambiguïté, l'amortissement/la perte de valeur sur les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs doit être inclus(e) dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting.

Le bénéficiaire de la licence doit indiquer le chiffre correspondant à l'amortissement des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs. Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, l'amortissement annuel des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs est exclu des dépenses déterminantes ; cet ajustement sera visible dans la solution informatique OL/FPF.

Le bénéficiaire de la licence doit saisir le chiffre correspondant à la perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs, additionné du chiffre correspondant à la perte de valeur des immobilisations corporelles, dans le poste « Perte de valeur des immobilisations corporelles et/ou incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ». Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, toute charge liée à la perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs (et/ou des immobilisations corporelles) doit être exclue des dépenses déterminantes ; cet ajustement sera visible dans la solution informatique OL/FPF.

13. Transferts de joueurs

Méthode comptable relative aux inscriptions de joueurs

Pour la saisie des données dans le tableau du compte de résultats, le bénéficiaire de la licence doit prendre les chiffres qui figurent dans ses états financiers annuels. En matière de comptabilisation des inscriptions de joueurs dans ses états financiers annuels, le bénéficiaire de la licence a le choix entre la méthode de la capitalisation et de l'amortissement et la méthode des recettes et des dépenses.

Annexe X, lettre C(1)(d) : Aux fins du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

- Les clubs qui utilisent la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour les inscriptions de joueurs dans leurs états financiers annuels doivent enregistrer les recettes déterminantes et les dépenses déterminantes selon cette même méthode.
- Les clubs qui utilisent la méthode comptable des recettes et des dépenses pour la comptabilisation des inscriptions de joueurs dans leurs états financiers annuels peuvent choisir entre la méthode des recettes et des dépenses et celle de la capitalisation et de l'amortissement. La méthode choisie doit être appliquée de manière cohérente pendant toutes les périodes de reporting.

Si un bénéficiaire de licence qui utilise la méthode des recettes et des dépenses pour la comptabilisation des inscriptions de joueurs dans ses états financiers annuels choisit la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement, il doit faire les ajustements appropriés pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier en complétant la méthode alternative dans le tableau des ajustements relatif aux inscriptions de joueurs. Veuillez-vous référer à l'**appendice V (I)** du présent document pour plus de détails.

Amortissement/perte de valeur des inscriptions de joueurs et perte résultant de la cession d'inscriptions de joueurs, ou frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs

Annexe X, lettre C(1)(d) : Pour le calcul des dépenses déterminantes, l'intégration par le club (i) de l'amortissement/la perte de valeur sur les inscriptions de joueurs et de la perte sur la cession d'inscriptions de joueurs ou (ii) des coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs dépend de la méthode comptable adoptée par chaque club pour les inscriptions de joueurs dans ses états financiers et de l'application des exigences définies ci-dessous :

- Pour les entités présentant les états financiers qui utilisent la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour les inscriptions de joueurs dans leurs états financiers annuels, l'amortissement et/ou la perte de valeur des coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs au cours d'une période de reporting doivent être calculés conformément aux exigences comptables minimales décrites à l'annexe VII, section C.
La perte sur la cession de l'inscription d'un joueur est calculée en déduisant le produit net de la cession reçu ou à recevoir de la valeur comptable nette de l'inscription du joueur au moment du transfert.
Une perte sur la cession de l'inscription d'un joueur est reportée si le produit net de la cession est inférieur à la valeur comptable nette de l'inscription du joueur au moment du transfert. Toute perte de ce type doit être incluse dans les dépenses déterminantes pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.
- Pour les entités présentant les états financiers qui utilisent la méthode comptable des recettes et des dépenses pour les inscriptions de joueurs, les coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs sont enregistrés au cours d'une période de reporting.

Afin de lever toute ambiguïté, pour le calcul des recettes déterminantes et des dépenses déterminantes et pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

- toute forme de rétribution en faveur des joueurs (tels que les primes à la signature de contrats) doit être comptabilisée au titre des prestations en faveur du personnel et non pas dans les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs ;
- les charges financières relatives aux emprunts doivent être comptabilisées au titre des charges financières et non pas dans les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs, même si les emprunts ont été contractés en vue de financer l'acquisition d'inscriptions de joueurs ;
- les frais/produits résultant de l'acquisition/la cession d'inscriptions de joueurs doivent être comptabilisés dans les livres des entités incluses dans le périmètre de reporting.

Les directives pour les entités qui utilisent la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour les inscriptions de joueurs sont les suivantes, conformément à l'annexe VII, lettre C :

- si la durée d'un contrat de joueur avec le club est entièrement comprise dans une période de reporting annuelle, les frais d'acquisition directs de son inscription seront entièrement amortis au cours de la période de reporting en question et devraient être saisis dans le poste P2600 plutôt que dans le P2700 ;

- si la durée d'un contrat de joueur avec le club est prolongée, la valeur comptable additionnée des éventuels coûts supplémentaires directs liés à la renégociation du contrat doivent être amortis au cours de la durée de cette prolongation ;
- seuls les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur peuvent être comptabilisés, et la valeur comptable des frais liés au secteur junior ne doivent pas être inscrits au bilan. Les frais relatifs au secteur junior qui répondent à la définition des dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior peuvent être exclus du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, pour lequel le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau des ajustements correspondant (voir l'**appendice V** du présent document pour de plus amples informations).

Les directives pour les entités qui utilisent la méthode comptable des recettes et des dépenses pour les inscriptions de joueurs sont les suivantes, conformément à l'annexe VII, lettre C :

- les frais d'acquisition d'une inscription de joueur comprennent l'indemnité de transfert due à un autre club de football, les commissions des agents/intermédiaires et les autres frais d'acquisition directs de l'inscription.

Profit/recettes résultant de la cession d'inscriptions de joueurs

Annexe X, lettre B(1)(f) : Pour le calcul des recettes déterminantes, l'intégration par le club (i) du profit résultant de la cession d'inscriptions de joueurs ou (ii) des recettes résultant de la cession d'inscription de joueurs dépend de la méthode comptable adoptée par chaque club pour les inscriptions de joueurs dans ses états financiers et de l'application des exigences définies ci-dessous :

- Pour un club qui utilise la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour les inscriptions de joueurs, le profit résultant de la cession de l'inscription d'un joueur est calculé en déduisant du produit net de la cession reçu ou à recevoir la valeur comptable nette de l'inscription du joueur au moment du transfert.
Un profit sur la cession de l'inscription d'un joueur est enregistré si le produit net de la cession dépasse la valeur comptable nette de l'inscription du joueur au moment du transfert. Tout profit de ce type doit être inclus dans les recettes déterminantes pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.
- Pour un club qui utilise la méthode comptable des recettes et des dépenses pour les inscriptions de joueurs, les recettes résultant de la cession de l'inscription d'un joueur sont le produit net de la cession généré par le transfert de l'inscription du joueur dans un autre club.

Le produit net de la cession doit être équivalent aux recettes monétaires résultant de la cession de l'inscription de ce joueur.

Selon l'annexe VII, lettre C, concernant les états financiers du bénéficiaire de licence présentés dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, il n'est pas nécessaire d'inscrire dans le compte de résultats tout profit lié à un joueur dont le bénéficiaire de la licence conserve l'inscription. Par conséquent, tout profit résultant de la cession de droits économiques ou d'autres droits similaires d'un joueur à un tiers doit être différé, et un profit peut figurer dans le compte de résultats, et donc être intégré au calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, uniquement suite au transfert permanent de l'inscription du joueur dans un autre club.

Par exemple, lors de sa période de reporting s'achevant en 2014, le club A cède 50 % de ses droits économiques sur le joueur X pour EUR 1 million, mais conserve l'inscription du joueur. Dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, les états financiers pour la période de reporting s'achevant en 2013 doivent différer le profit de la cession. Durant sa période de reporting s'achevant en 2015, le club A cède les 50 % restants de ses droits économiques sur le joueur X pour EUR 1 million et transfère définitivement l'inscription de ce joueur à un autre club. Dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, les états financiers pour la période de reporting s'achevant en 2015 doivent présenter le profit de la cession, à savoir EUR 2 millions.

En outre, chaque bénéficiaire de la licence doit avoir présenté certains chiffres dans ses états financiers annuels (ou dans les informations complémentaires) pour tout joueur dont il ne détient pas en totalité les droits économiques ou d'autres droits similaires. Comme prévu à l'annexe VI, lettre E, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence doit communiquer le nom du joueur et le pourcentage des droits économiques ou des autres droits similaires détenus par le candidat à la licence/bénéficiaire de licence au début de la période de reporting (ou à l'acquisition de l'inscription) et à la fin de la période de reporting.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires sur le transfert de joueurs en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous).

Player trading		Reporting period T-1						
		Registration transfer date			Net disposal proceeds received and receivable	Net book value of the player's registration	Profit on disposal	Explanatory comments
Player name	Name of club to which the player's registration transferred	DD	MM	YYYY				
Player 1								
Player 2								
Player 3								
Other players								
Profit on disposal of intangible fixed assets (player registrations)								

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant :

- le nom du joueur ;
- le nom du club qui a acquis l'inscription du joueur ;
- la date du transfert de l'inscription du joueur au club acquérant ;
- le produit net de la cession reçu ou à recevoir du club acquérant (et, le cas échéant, d'autres parties) ; et
- la valeur comptable nette de l'inscription du joueur à la date du transfert de son inscription au club acquérant.

Le bénéficiaire de la licence doit fournir des explications concernant le(s) nom(s) du/des nouveau(x) titulaire(s) des droits économiques ou d'autres droits similaires sur le joueur.

14. Profit/perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles

Le profit ou la perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles est la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'élément au moment de la cession.

Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le profit ou la perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles doit être exclu du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier ; cet ajustement sera effectué automatiquement dans la solution informatique OL/FPF.

Si le bénéficiaire de la licence remplit les conditions prévues à l'annexe X, lettre B(1)(g), et choisit de fournir des informations complémentaires, il peut inclure dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier un montant pour l'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles. Veuillez vous référer à l'**appendice V, lettre B**, du présent document pour plus d'informations sur ce type d'ajustement.

15. Profit/perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs

Le profit ou la perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs est la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'élément au moment de la cession.

Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le profit ou la perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs doit être exclu du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier ; cet ajustement sera effectué automatiquement dans la solution informatique OL/FPF.

16. Recettes financières

Annexe X, lettre B(1)(h) : Recettes constituées des intérêts provenant de l'utilisation par des tiers d'actifs de l'entité portant intérêt.

Les recettes financières doivent être présentées séparément dans le tableau du compte de résultats (et non pas après déduction des frais de financement) pour le calcul des recettes déterminantes dans le cadre du résultat relatif à l'équilibre financier.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires sur les recettes/charges financières en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous).

17. Charges financières

Annexe X, lettre C(1)(e) : Les charges financières comprennent les intérêts et les autres frais encourus par une entité dans le cadre de l'emprunt de capitaux, y compris les intérêts sur les découverts et emprunts bancaires ainsi que sur les autres emprunts, et les charges financières liées aux contrats de location-financement.

Les charges financières doivent être présentées séparément dans le tableau du compte de résultats pour le calcul des dépenses déterminantes dans le cadre du résultat relatif à l'équilibre financier.

Le cas échéant, les charges financières dans les états financiers d'une entité et, par conséquent, dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence comprendront également les différences de change résultant des emprunts en monnaies étrangères, dans la mesure où elles sont considérées comme un ajustement aux frais d'intérêts.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires sur les recettes/charges financières en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous).

Finance income and expenses		
	Reporting period T-1	
	Amount in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments
Finance income arrangement 1 (>20% of total)		
Other arrangements		
Finance income		
Finance expenses arrangement 1 (>20% of total)		
Other arrangements		
Finance expenses		
Net Foreign Exchange Gain/(Losses)		
Net finance income/(expenses)		

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant les recettes financières/dispositions en matière de coûts.

Les accords financiers entre le bénéficiaire de la licence et une autre entité (telle qu'une banque, un autre établissement financier, un autre type d'entité proposant des arrangements financiers, le propriétaire ou une autre partie liée) qui contribuent à plus de 20 % du total des recettes/charges financières doivent être présentés séparément.

En outre, tout accord financier entre le bénéficiaire de la licence et le propriétaire et/ou une autre partie liée qui implique un engagement pour le bénéficiaire de la licence à tout moment durant la période de reporting doit être présenté séparément, quel que soit le montant des dépenses financières durant la période de reporting.

Le bénéficiaire de la licence doit fournir des explications concernant les questions telles que les variations importantes par rapport à d'autres périodes de reporting et l'intégration de toute transaction inhabituelle, et, pour les accords qui contribuent à plus de 20 % du total des recettes/charges financières et/ou impliquent le propriétaire/une partie liée, il précisera le nom du prêteur/emprunteur et les conditions (durée et taux d'intérêt) de l'accord.

Tout gain/toute perte important(e) du(e) aux fluctuations des taux de change en rapport avec un financement doit être comptabilisé(e) séparément dans le poste « Gains/pertes net(te)s du(e)s aux fluctuations des taux de change ».

18. Autres recettes ou dépenses

Les autres recettes ou dépenses qui ne sont pas incluses dans un autre poste du compte de résultats doivent être présentés séparément.

Les postes « Autres recettes » et/ou « Autres dépenses » devraient être rares, car les recettes et les dépenses habituelles liées aux activités d'un club de football devraient normalement être incluses dans un des autres postes, sous la forme prescrite dans le tableau du compte de résultats de la solution informatique OL/FPF.

Tableau supplémentaire

Comme indiqué dans le package EqF, certains bénéficiaires de la licence peuvent devoir fournir des informations complémentaires sur les autres recettes ou dépenses en remplissant le tableau supplémentaire correspondant (voir illustration ci-dessous).

Other items		Reporting period T-1	
		Amount in reporting period - unadjusted (LC)	Explanatory comments
Element 1			
Element 2			
Other income (non operating)			
Element 1			
Element 2			
Other expenses (non operating)			

Sur demande, le bénéficiaire de la licence doit remplir le tableau supplémentaire correspondant pour fournir une analyse et des explications plus détaillées concernant les autres recettes et les autres dépenses.

19. Charges/produits d'impôt

Annexe X, lettre C(2)(c) : Par rapport aux produits d'impôt, les charges d'impôt incluent toutes les taxes nationales et étrangères qui sont basées sur le bénéfice imposable. Le bénéfice imposable correspond au bénéfice soumis à l'impôt sur le revenu pour une période de reporting et les pertes fiscales aux pertes recouvrables pour cette même période. Les charges d'impôt sont le montant reconnu pour une période de reporting en rapport avec les conséquences fiscales actuelles et futures des transactions et des autres événements.

Les charges fiscales n'incluent pas la taxe sur la valeur ajoutée ni les contributions fiscales et les cotisations sociales en faveur des employés.

Le bénéficiaire de la licence doit indiquer le chiffre correspondant aux charges/produits d'impôt, à savoir le montant global de l'impôt courant et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat pour la période.

Les charges et produits d'impôt – figurant à l'actif ou au passif du compte de résultats – sont exclus du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. Cet élément sera ajusté automatiquement dans la solution informatique OL/FPF pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

20. Profit ou perte après impôt

Le profit ou la perte après impôt pour la période de reporting dans le tableau du compte de résultats de la solution informatique OL/FPF doit correspondre au profit ou à la perte après impôt qui figure dans les états financiers annuels correspondants.

21. Dividendes

Annexe X, lettre C(1)(e) : Les dividendes sont les distributions aux détenteurs d'instruments de fonds propres. Si les dividendes sont présentés dans les états financiers, qu'ils figurent dans le compte de résultats ou dans un relevé séparé, le montant des dividendes doit être inclus dans les dépenses déterminantes.

Le profit/la perte après dividendes dans le tableau du compte de résultats est inclus(e) automatiquement dans le rapprochement avec le tableau du bilan.

22. Ajustements d'exercices précédents

Dans la lettre d'affirmation de la direction du package EqF, le bénéficiaire de la licence doit indiquer tout ajustement d'exercices précédents en saisissant une description dans le champ prévu à cet effet et en décrivant toute documentation annexée au package.

Ces ajustements d'exercices précédents visent à corriger des erreurs qui peuvent soit survenir dans les états financiers annuels d'une entité présentant les états financiers, soit être dues à la saisie erronée d'informations dans la solution informatique OL/FPF. Le retraitement des chiffres d'exercices précédents dans les états financiers annuels peut également résulter d'un changement de méthode comptable.

L'ICFC examinera les motifs du retraitement et/ou des erreurs concernant les exercices précédents ainsi que les répercussions sur le résultat relatif à l'équilibre financier pour chaque période de reporting et globalement pour la période de surveillance.

Par ailleurs, conformément à l'article 67 du Règlement, le bénéficiaire de la licence a le devoir permanent d'informer immédiatement le bailleur de licence par écrit de tout changement important survenant après la soumission de la documentation dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs ou de la procédure de surveillance des clubs.

C. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie donne des informations sur les changements au niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence au cours d'une période de reporting, en montrant, séparément, les changements au niveau des activités opérationnelles, des activités d'investissement et des activités de financement.

Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations relatives au tableau des flux de trésorerie pour chaque période de reporting concernée sous la forme prescrite par la solution informatique OL/FPF, sur la base des états financiers annuels, des informations complémentaires et des pièces comptables sous-jacentes correspondants.

Les exigences minimales en matière de présentation portent sur les entrées/sorties de trésorerie nettes provenant des activités opérationnelles, les entrées/sorties de trésorerie provenant des activités d'investissement, les entrées/sorties de trésorerie provenant des activités de financement et les autres entrées/sorties de trésorerie.

Les chiffres doivent être saisis dans le tableau « Tableau des flux de trésorerie » comme suit :

- dans la monnaie de présentation du bénéficiaire de la licence ;
- arrondis au millier le plus proche (p. ex., pour EUR 1 234 567, il convient de saisir EUR 1235) ;
- toutes les **entrées de trésorerie doivent être inscrites en tant que chiffres positifs** et toutes les **sorties de trésorerie en tant que chiffres négatifs**.

1. Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de produits et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. En conséquence, ces flux résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net.

2. Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement sont l'entrée et la cession d'actifs à long terme (y compris les inscriptions de joueurs et les immobilisations corporelles) et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

3. Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les activités de financement sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des fonds propres et des emprunts de l'entité, y compris envers des actionnaires, des parties liées et des établissements financiers.

4. Autres flux de trésorerie

Il s'agit des flux de trésorerie qui n'entrent pas dans les trois catégories susmentionnées.

5. Rapprochement trésorerie et équivalents

Le montant déclaré pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie (tel qu'il figure dans le tableau des flux de trésorerie), additionné des flux de trésorerie nets au cours de la période de reporting, doit donner le montant reporté pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie (tel qu'il figure dans le tableau des flux de trésorerie). Le cas échéant, le bénéficiaire de la licence peut aussi utiliser le poste « Ajustement d'exercices précédents/modification du périmètre de reporting (par rapport à la période de reporting précédente) ».

À son tour, le montant déclaré pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin de la période de reporting (tel qu'il figure dans le tableau du tableau des flux de trésorerie) sera rapproché des éléments équivalents du tableau du bilan.

Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme très liquides qui sont détenus pour faire face aux engagements en espèces à court terme plutôt qu'à des fins d'investissement ou dans d'autres buts. Par conséquent, un investissement est habituellement considéré comme un équivalent de trésorerie seulement s'il a une échéance brève, soit à trois mois ou moins après la date d'acquisition. Les découverts bancaires sont habituellement considérés comme des activités de financement similaires aux emprunts. Cependant, s'ils sont remboursables à la demande et forment partie intégrante de la gestion de trésorerie d'une entité, les découverts bancaires font partie du poste trésorerie et équivalents dans le tableau des flux de trésorerie.

Cash Flow Statement

Net cash inflow/(outflow) from operating activities	
--	--

Cash flows from Investing Activities

Cash receipts from sale of player registrations	
---	--

Cash (payments) from purchase of player registrations	
---	--

Cash receipts from sale of tangible fixed assets	
--	--

Cash (payments) from purchase of tangible fixed assets	
--	--

Cash inflow/(outflow) from investing activities / non-split	
---	--

Cash inflow/(outflow) from investing activities	
--	--

Cash flows from financing activities

Cash receipts from borrowings - shareholders & related party	
--	--

Cash (payments) on borrowings - shareholder & related party	
---	--

Cash receipts from borrowings - financial institutions	
--	--

Cash (payments) on borrowings - financial institutions	
--	--

Cash receipts from increase in capital/equity	
---	--

Cash (payments) on dividends paid to owners/shareholders	
--	--

Cash inflow/(outflow) from financing activities / non-split	
---	--

Cash inflow/(outflow) from financing activities	
--	--

Other cash inflow/(outflow)	
------------------------------------	--

Net cash inflow/(outflow) in reporting period	
--	--

Cash and cash equivalents reconciliation:

Brought forward at start of reporting period	
--	--

Post year end changes / change of reporting perimeter (from previous reporting period)	
--	--

Net cash flow in reporting period	
-----------------------------------	--

Carried forward at end of period	
----------------------------------	--

Reminder of Cash and cash equivalents less Bank overdrafts in the Balance sheet	
--	--

APPENDICE V : DIRECTIVES POUR LES AJUSTEMENTS DU PACKAGE EQF

A. Calcul des recettes déterminantes, des dépenses déterminantes et du résultat relatif à l'équilibre financier

Article 58, alinéas 1, 2 et 4 : Les recettes déterminantes sont définies comme les recettes provenant des recettes de billetterie, des droits de diffusion, du sponsoring et de la publicité, des activités commerciales et des autres recettes d'exploitation, plus soit le profit soit les recettes résultant de la cession d'inscriptions de joueurs, l'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles et les recettes financières. Ils ne comprennent pas les éléments non monétaires ni certaines recettes provenant des opérations non footballistiques.

Les dépenses déterminantes sont définies comme les coûts de vente, les prestations en faveur du personnel et les autres frais d'exploitation, plus soit l'amortissement soit les coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs, les charges financières et les dividendes. Elles ne comprennent pas la dépréciation/perte de valeur des immobilisations corporelles, l'amortissement/la perte de valeur des immobilisations incorporelles (autres que les inscriptions de joueurs), les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior et de la collectivité, les autres éléments non monétaires, les charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles, les charges fiscales ni certaines dépenses liées aux opérations non footballistiques.

Les recettes déterminantes, les dépenses déterminantes et le résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting sont calculés sur la base des chiffres introduits dans les tableaux du compte de résultats et des ajustements.

Pour chacune des lignes suivantes du tableau du compte de résultats, **les ajustements suivants seront réalisés automatiquement dans la solution informatique OL/FPF** pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

- dépréciation des immobilisations corporelles ;
- amortissement des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ;
- perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles autres que les inscriptions de joueurs,
- profit/perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles ;
- profit/perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs ; et
- charges/produits d'impôt.

Le bénéficiaire de la licence doit saisir manuellement les informations dans les tableaux des ajustements suivants pour que les ajustements appropriés soient intégrés au calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

- excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles qui sont remplacées ;
- excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles qui ne sont pas remplacées ;
- ajustement à la juste valeur des transactions avec des parties liées ;

Dans les tableaux supplémentaires prévus pour les transactions avec des parties liées, le bénéficiaire de la licence doit présenter les informations requises pour toutes les transactions avec une partie liée, que ces informations entraînent ou non un ajustement dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

- exclusion des résultats des opérations non footballistiques ;

Dans les tableaux supplémentaires prévus pour les opérations non footballistiques, le bénéficiaire de la licence doit présenter les informations requises pour toutes les opérations non footballistiques, que ces informations entraînent ou non un ajustement dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

- dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior ;
- dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité ;
- charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles ;
- exclusion d'éléments non monétaires ; et
- ajustements relatifs aux transferts de joueurs

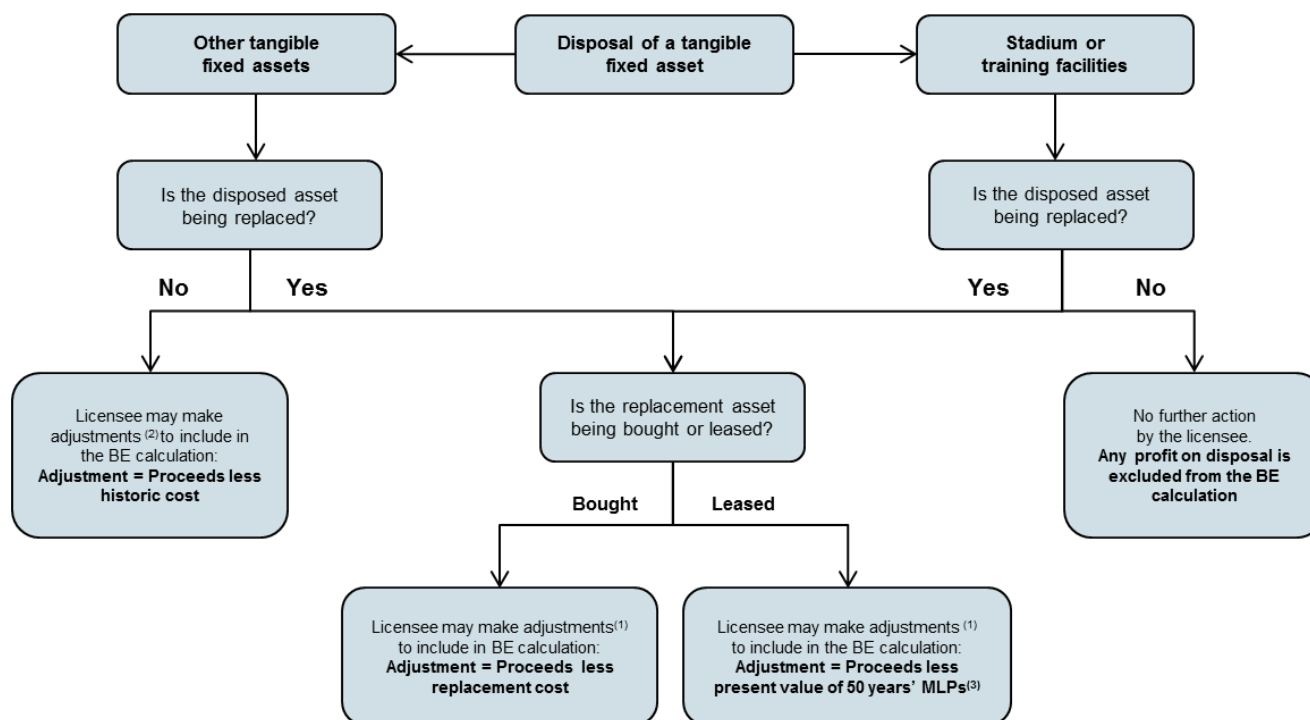
D'autres ajustements peuvent également être réalisés concernant les recettes et les dépenses déterminantes du bénéficiaire de la licence : (i) l'Administration de l'UEFA peut reclasser des montants sur différents postes, ce reclassement n'ayant aucune répercussion sur le résultat relatif à l'équilibre financier (« Reclassement des EF ») et (ii) l'ICFC, sur la base de l'évaluation de la documentation relative à la surveillance, peut ajuster certains postes, ce qui aura des répercussions sur le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier (« Correction de l'EqF »).

B. Excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles

Annexe X, lettre A(1)(g) : Le profit résultant de la cession d'immobilisations corporelles (y compris le stade et les installations d'entraînement du club) au cours d'une période de reporting doit être exclu du résultat relatif à l'équilibre financier, excepté dans les deux cas suivants :

- i) Si une immobilisation corporelle autre qu'un stade ou des installations d'entraînement n'est pas remplacée, le profit résultant de la cession figurant dans le compte de résultats peut être comptabilisé en tant que recette déterminante à concurrence de la différence entre le produit de la cession et le coût historique de l'actif comptabilisé en tant qu'immobilisation corporelle dans les états financiers de l'entité présentant les états financiers.
- ii) Si un club apporte la preuve qu'il remplace un actif immobilisé vendu, le profit résultant de la cession figurant dans le compte de résultats peut être comptabilisé en tant que recette déterminante à concurrence :
 - de la différence entre le produit de la cession et le coût total de l'actif de remplacement qui est ou doit être comptabilisé en tant qu'immobilisation corporelle dans les états financiers de l'entité ; ou
 - de la différence entre le produit de la cession et la valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums pour les actifs de remplacement à utiliser par le club dans le cadre d'un contrat de location/bail.

Directives pour le traitement de la cession d'immobilisations corporelles dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier



(1) Lorsqu'un actif cédé est remplacé, il convient de procéder à un ajustement visant à intégrer un montant aux recettes déterminantes dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier au moyen du tableau supplémentaire « Excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles (en cas de remplacement) ». Le montant de l'ajustement ne peut pas dépasser le produit résultant de la cession figurant dans les états financiers audités.

(2) Lorsqu'un actif cédé autre que le stade ou les installations d'entraînement du club est remplacé, il convient de procéder à un ajustement visant à intégrer un montant aux recettes déterminantes dans le

calcul du résultat relatif à l'équilibre financier au moyen du tableau supplémentaire « Excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles (autres actifs sans remplacement) ». Le montant de l'ajustement ne peut pas dépasser le produit résultant de la cession figurant dans les états financiers audités.

- (3) La référence à la valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums (VLM) se réfère à cette valeur telle qu'elle est définie dans le Règlement.

1. Calendrier de la comptabilisation initiale de l'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles

L'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles devrait être comptabilisé en tant que recettes déterminantes au cours de la même période de reporting que le profit ou la perte sur la cession des actifs correspondants dans les états financiers annuels.

2. Stade et installations d'entraînement

Le stade fait référence au site où se déroule un match d'une compétition, y compris l'ensemble des terrains et installations aux environs du stade (par exemple les bureaux, les zones d'hospitalité, le centre de presse et le centre d'accréditation).

Les installations d'entraînement se rapportent au(x) site(s) où se déroulent régulièrement les entraînements des joueurs inscrits auprès d'un club et les activités de développement du secteur junior.

Afin de lever toute ambiguïté, si un stade ou des installations d'entraînement est/sont vendu(s) et n'est/ne sont pas remplacé(s), tout bénéfice sur la vente doit être exclu du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier et l'excédent résultant de la cession ne doit pas être ajusté.

3. Produit net résultant de la cession

Le produit net résultant de la cession est la rétribution reçue/recevable au moment de la vente en échange de l'actif cédé.

Afin de lever toute ambiguïté et conformément à l'annexe X, lettre B(1)(j), pour le calcul des recettes déterminantes et des dépenses déterminantes, si une immobilisation corporelle est vendue à une partie liée, le produit de la cession doit refléter la juste valeur de la transaction. La juste valeur de l'actif cédé devrait être déterminée et justifiée par la direction. La meilleure preuve de la juste valeur d'une transaction est sa conformité au prix d'un contrat ferme conclu dans des conditions de concurrence normale ou au prix observable sur un marché actif. La juste valeur du terrain et des bâtiments (tels que les stades et les installations d'entraînement) est habituellement déterminée sur la base des prix du marché, au moyen d'une estimation réalisée par des professionnels indépendants qualifiés.

4. Coût historique de l'actif

Le coût historique correspond au montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie versé, ou à la juste valeur de toute autre rétribution donnée, afin d'acquérir un actif au moment de l'acquisition ou de la construction. Le coût historique d'un actif acquis comprend le prix de vente (y compris les taxes d'importation et les taxes de vente non remboursables, après déduction des rabais et des remises à la vente) et tous les coûts directement attribuables aux opérations consistant à apporter l'actif sur le site désiré et à réunir les conditions nécessaires à son fonctionnement.

5. Coût total de l'actif de remplacement

Le coût total de l'actif de remplacement inclut tous les coûts liés à l'acquisition ou à la construction du nouvel actif et tous les coûts des opérations consistant à l'apporter sur le site et à réunir les conditions nécessaires à son fonctionnement, en tant que remplacement de l'actif cédé.

Si le coût total de l'actif de remplacement est une estimation (car tout ou partie des coûts doivent encore être contractés), le bénéficiaire de la licence devrait estimer ce coût avec prudence sur la base des informations et des preuves disponibles au moment de la soumission de la documentation relative à l'équilibre financier. Par la suite, tout changement significatif affectant le coût total de l'actif de remplacement qui aurait résulté en une différence significative du montant reconnu comme excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles s'il avait été connu au moment de la préparation du tableau doit être notifié au bailleur de licence/à l'ICFC.

6. Valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums

Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier, si l'actif de remplacement sera loué, l'annexe X, lettre B(1)(g), impose au bénéficiaire de la licence de calculer l'équivalent en valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums.

Cette valeur peut être calculée comme suit pour n'importe quelle année :

$$VAVLM = VLM / (1+TE)^N$$

Où : VAVLM = valeur actualisée du versement de loyers minimum au cours d'une année donnée

VLM = versement de loyers minimum au cours d'une année donnée

TE = taux d'endettement, exprimé en valeur décimale et représentant le taux d'intérêt implicite du contrat de location

ⁿ = puissance n

N = année du versement du loyer

Exemple :

Année (N)	Versement de loyers minimum (VLM)	Taux d'endettement (TE)	Facteur de réduction		VAVLM (milliers d'euros)
1	100	0,05	$1/(1+0,05)^1$	0,952	95
2	100	0,05	$1/(1+0,05)^2$	0,907	91
3	100	0,05	$1/(1+0,05)^3$	0,864	86
4	100	0,05	$1/(1+0,05)^4$	0,823	82
5	100	0,05	$1/(1+0,05)^5$	0,784	78
...
50	100	0,05	$1/(1+0,05)^{50}$	0,087	9
Valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums			1826		

- La valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums devrait être calculée au moyen du taux d'intérêt implicite du contrat de location.
- Si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé, il convient d'utiliser le taux marginal d'endettement du bénéficiaire de la licence. Le taux marginal d'endettement est le taux d'intérêt que le bénéficiaire de la licence aurait à payer pour un contrat de location similaire ou, si celui-ci ne peut pas être déterminé, le taux d'intérêt qu'obtiendrait le bénéficiaire de la licence, au commencement du contrat de location, pour emprunter, sur une durée et avec des sûretés similaires, les fonds nécessaires à l'acquisition de l'actif. En règle générale, la plupart des contrats de location sont garantis par des sûretés, et un taux d'intérêt pour les prêts garantis serait donc normalement approprié.
- Si le montant des loyers doit être déterminé en totalité ou en partie sur la base d'une autre variable (p. ex. les recettes ou l'affluence aux matches), le versement de loyers minimum pour chaque année devrait se fonder sur des hypothèses raisonnables.
- Si le montant du versement de loyers minimum n'est pas précisé dans le contrat de location pour la totalité des 50 années, la direction doit faire une hypothèse raisonnable concernant le montant des loyers pour chaque année manquante afin que le calcul couvre la totalité des 50 ans. Par exemple, il est raisonnable de supposer que le montant du versement de loyers minimum pour chaque année suivant la dernière année pour laquelle le loyer est précisé devrait être équivalent à celui de cette dernière année.
- Par la suite, tout changement significatif affectant la valeur actualisée des versements de loyers minimums qui aurait résulté en une différence significative du montant reconnu comme excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles s'il avait été connu au moment de la préparation du tableau doit être notifié au bailleur de licence/à l'ICFC.

7. Informations à présenter dans les tableaux supplémentaires

Le cas échéant, le bénéficiaire de la licence doit remplir le(s) tableau(x) supplémentaire(s) relatif(s) à l'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles se rapportant aux actifs remplacés et/ou aux actifs non remplacés. Ces deux tableaux sont illustrés ci-dessous :

Excess proceeds on disposal of tangible fixed assets- being replaced

	T-1-LC	Profit on disposal of asset	Proceeds from disposal	Replacement asset - full cost	Replacement asset - minimum lease payments	Adjustment	Explanation
Profit/(Loss) on Disposal of Tangible Fixed Assets							
Total Excess proceeds on disposal of tangible fixed assets- being replaced							

Excess proceeds on disposal of tangible fixed assets- other not being replaced

	T-1-LC	Profit on disposal of asset	Proceeds from disposal	Historical cost	Adjustment	Explanation
Profit/(Loss) on Disposal of Tangible Fixed Assets						
Total Excess proceeds on disposal of tangible fixed assets- other not being replaced						

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque transaction en sélectionnant le poste « Profit/perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles » :

- le chiffre correspondant au profit sur la cession de l'actif, à savoir le montant enregistré dans les états financiers annuels pour la période de reporting en rapport avec l'actif en question tel qu'il figure dans le poste profit/perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles du compte de résultats ;
- dans le cas d'une cession à une partie liée, le chiffre du produit de la cession de l'actif, qui doit refléter la juste valeur de l'actif vendu ;
- pour un actif autre qu'un stade ou une installation d'entraînement qui n'est pas remplacé(e), le coût historique de l'actif ;
- le cas échéant, en cas d'actif de remplacement, le chiffre correspondant soit à l'intégralité des coûts de remplacement, soit à la valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums ;
- l'ajustement de l'excédent résultant de la cession, à savoir :
 - pour un actif qui est remplacé, le chiffre le moins élevé entre le profit résultant de la cession et le produit moins le coût de remplacement, ou le produit moins la valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimum (le cas échéant) ;
 - pour un actif autre qu'un stade ou une installation d'entraînement qui n'est pas remplacé(e), le chiffre le moins élevé entre le profit résultant de la cession et le produit moins le coût historique ;
- dans le champ de texte, les explications minimums suivantes doivent être saisies :
 - une description de l'actif cédé ;
 - l'information si la cession a été effectuée en faveur d'un tiers ou en faveur d'une partie liée ;
 - en cas de cession à une partie liée, l'identité de la partie liée (à savoir le nom complet de la personne ou la raison sociale complète de l'entité), le montant enregistré et la juste valeur ; et
 - si l'actif est remplacé, une description de l'actif de remplacement, l'état d'avancement et un commentaire sur le coût de remplacement ou sur les contrats de location.

Exemples :**Exemple 1 :**

Un club cède une immobilisation corporelle qui n'est ni un stade de football ni des installations d'entraînement, et cet actif ne sera pas remplacé. Le produit de la cession de l'actif est de EUR 3 millions. Le coût historique de l'actif était de EUR 1 million et, au moment de la cession, il était enregistré dans les états financiers à une valeur comptable nette de EUR 600 000.

Profit résultant de la cession de l'actif figurant dans les états financiers	Produit moins coût historique
Calcul : Produit : EUR 3 millions Valeur comptable nette : EUR 600 000 Profit : EUR 2,4 millions	Calcul : Produit : EUR 3 millions Coût historique : EUR 1 million Solde : EUR 2 millions
Résultat : montant à présenter dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier = EUR 2 millions	

Exemple 2 :

Un club cède son vieux stade et reçoit comme produit net de la transaction EUR 75 millions. Le coût historique du stade était de EUR 40 millions et, au moment de la cession, il était enregistré dans les états financiers à une valeur comptable nette de EUR 15 millions. Le club achète/fait construire un nouveau stade comme actif de remplacement, à un coût de EUR 65 millions.

Profit résultant de la cession de l'actif figurant dans les états financiers	Produit moins coût de remplacement
Calcul Produit : EUR 75 millions Valeur comptable nette : EUR 15 millions Profit : EUR 60 millions	Calcul Produit : EUR 75 millions Coût de remplacement : EUR 65 millions Produit moins coût de remplacement : EUR 10 millions
Résultat : montant à présenter dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier = EUR 10 millions	

Exemple 3 :

Un club cède son vieux stade et reçoit comme produit net de la transaction EUR 30 millions. Le coût historique du stade était de EUR 20 millions et, au moment de la cession, il était enregistré dans les états financiers à une valeur comptable nette de EUR 5 millions. Le club prend en location un nouveau stade comme actif de remplacement, pour lequel il dispose d'un versement de loyers minimum annuel de EUR 1 million pour 100 ans. Le taux d'intérêt (c'est-à-dire le facteur de réduction) est de 5 %.

Profit résultant de la cession de l'actif figurant dans les états financiers	Produit moins valeur actualisée de 50 années de versements de loyers minimums
Calcul Produit : EUR 30 millions Valeur comptable nette : EUR 5 millions Profit : EUR 25 millions	Calcul Produit : EUR 30 millions 50 années de VLM : EUR 1 million x 50 = EUR 50 millions Valeur actualisée de 50 années de VLM : EUR 18,3 millions Produit moins valeur actualisée de 50 années de VLM : EUR 11,7 millions
Résultat : montant à présenter dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier = EUR 11,7 millions	

C. Transactions avec des parties liées

En résumé, le bénéficiaire de la licence doit suivre **trois étapes clés** concernant le traitement des transactions entre une entité figurant dans le périmètre de reporting et une partie liée :

- pour chaque entité figurant dans le périmètre de reporting, identifier et présenter dans le tableau supplémentaire du package EqF **toutes les transactions avec des parties liées** au cours d'une période de reporting, en prenant en compte toutes les relations possibles avec une partie liée (des informations doivent être présentées sur chaque transaction avec une partie liée, que le bénéficiaire de la licence effectue ou non un ajustement dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier) ;
- déterminer et présenter la **juste valeur de chaque transaction avec une partie liée** sur la base des circonstances de la transaction et des preuves telles que les autres transactions similaires du club (actuelles et historiques) et des transactions comparables d'autres clubs ; et
- si la **juste valeur diffère de la valeur comptable d'une transaction**, les recettes/dépenses doivent être ajustées en conséquence, en précisant les détails dans le tableau « Ajustements » du package EqF (un ajustement à la baisse uniquement s'il s'agit de recettes et un ajustement à la hausse uniquement s'il s'agit de dépenses).

L'annexe X, lettre E, définit les parties liées, les transactions entre parties liées, la juste valeur des transactions entre parties liées et les ajustements nécessaires pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

1. Définition d'une partie liée

L'annexe X, lettre E, **définit la partie liée** d'une entité figurant dans le périmètre de reporting.

Déterminer si une relation entre dans l'une des catégories définies à l'annexe X, lettre E, peut impliquer de juger la substance de cette relation et non pas simplement sa forme juridique.

Dans le cadre du package EqF et du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, il ne suffit pas que le bénéficiaire de la licence se fie simplement à ce qui a été présenté, le cas échéant, en rapport avec les transactions entre parties liées dans ses états financiers annuels audités.

Un jugement prudent est nécessaire pour déterminer si les contrats sont conclus, en réalité, entre des parties liées. Par exemple, dans une série de transactions impliquant trois parties ou plus dans laquelle deux des parties sont liées, il se peut qu'en réalité, toutes les transactions doivent être considérées comme un contrat global entre parties liées.

Annexe X, lettre E :

1. Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité présentant les états financiers.
2. Une personne ou un membre de la famille proche de cette personne est lié(e) à l'entité présentant les états financiers si elle/il :
 - a) exerce un contrôle ou un contrôle conjoint sur l'entité ;
 - b) exerce une influence notable sur l'entité présentant les états financiers ; ou
 - c) figure parmi les principaux dirigeants de l'entité présentant les états financiers ou d'une société mère.
3. Une entité est liée à l'entité présentant les états financiers si une ou plusieurs des conditions suivantes sont réalisées :
 - a) L'entité et l'entité présentant les états financiers appartiennent au même groupe, ce qui signifie que les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées sont liées les unes aux autres.
 - b) Les deux entités sont associées ou forment une coentreprise, directement ou avec un membre du groupe d'une des deux entités.
 - c) Les deux entités forment une coentreprise avec le même tiers.
 - d) Une entité forme une coentreprise avec un tiers et l'autre entité est associée à ce tiers.
 - e) L'entité est un régime d'avantages postérieur à l'emploi au profit du personnel de l'entité présentant les états financiers ou d'une entité liée à cette dernière. Si l'entité présentant les états financiers est un tel régime, les employeurs du secteur du sponsoring sont également liés à cette entité.
 - f) L'entité est contrôlée ou fait l'objet d'un contrôle conjoint par une personne figurant à l'alinéa 2 ci-dessus.
 - g) Une personne mentionnée à la lettre 2(a) exerce une influence notable sur l'entité ou figure parmi les principaux dirigeants de l'entité ou de sa société mère.
4. Les définitions suivantes s'appliquent en référence aux alinéas 1 à 3 ci-dessus :
 - a) Les membres de la famille proche d'une personne sont les membres de la famille dont on peut s'attendre à ce qu'ils influencent cette personne, ou soient influencés par elle, dans leurs relations avec l'entité. Ils comprennent les enfants et le conjoint ou le partenaire de cette personne, les enfants de ce conjoint ou de ce partenaire, et les personnes dépendantes de cette personne ou de son conjoint ou son partenaire.
 - b) Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.
 - c) Une coentreprise est un arrangement contractuel par lequel deux parties ou plus entreprennent une activité économique qui est soumise à un contrôle conjoint.
 - d) Le contrôle conjoint est le partage en vertu d'un accord contractuel du contrôle d'une activité économique et n'existe que lorsque les décisions stratégiques financières et opérationnelles relatives à cette activité exigent le consentement unanime des parties exerçant le contrôle conjoint (les coentrepreneurs).
 - e) Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de cette entité.
 - f) L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entité détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. Une influence notable peut être acquise par la détention d'actions, par les statuts ou par un accord.
 - g) Une entité associée est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés de personnes, sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable, et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. Dans la définition d'une partie liée, une entité associée fait également référence aux filiales de cette entité associée et une coentreprise aux filiales de cette coentreprise. Par exemple, la filiale d'une entité associée et l'investisseur qui exerce une influence notable sur cette entité sont liés l'un à l'autre.
5. Lorsqu'on considère toutes les possibilités de relations entre parties liées, il faut prêter attention à la substance des relations, et non pas simplement à leur forme juridique. Les parties suivantes ne sont pas liées :
 - a) deux entités ayant le même directeur ou un même membre des principaux dirigeants, ou lorsqu'un membre des principaux dirigeants d'une entité exerce une influence notable sur l'autre entité ;
 - b) deux coentrepreneurs exerçant un contrôle conjoint sur une coentreprise ;

- c) les bailleurs de fonds, syndicats, services publics, départements et agences du gouvernement qui n'exercent pas un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité présentant les états financiers, du seul fait de leurs relations normales avec une entité (bien qu'ils puissent en affecter la liberté d'action ou participer à son processus de décision) ;
- d) un client, un fournisseur, un franchiseur, un distributeur ou tout agent avec lequel une entité réalise un volume important de transactions, du seul fait de la dépendance économique en résultant.

2. Transactions entre parties liées

Annexe X, lettre E :

6. Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre des parties liées, indépendamment du fait qu'un prix soit facturé ou non.
7. Les transactions entre parties liées ne se déroulent pas nécessairement à la juste valeur. La juste valeur est le montant contre lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. Pour avoir été conclu(e) dans des conditions de concurrence normale, un arrangement ou une transaction ne doit pas être plus favorable à une partie qu'il ne l'aurait été en l'absence de relation entre les parties.

L'exigence d'ajuster les transactions entre une entité figurant dans le périmètre de reporting et une partie liée existe indépendamment du fait qu'un prix soit facturé ou non. Dans ce dernier cas, les transactions ne figurent habituellement pas dans les documents comptables (grand livre des comptes généraux, tableau des flux de trésorerie, grand livre des ventes, etc.). Pour cette raison et aux fins du calcul de cet ajustement, il convient d'identifier tous les biens et services reçus ou fournis gratuitement.

3. Juste valeur des transactions avec des parties liées

Annexe X, lettre B(1)(j) : Ajustements relatifs aux recettes provenant de transactions avec des parties liées supérieures à la juste valeur

Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence doit déterminer la juste valeur de toute transaction d'une partie liée. Si la juste valeur estimée est différente de la valeur enregistrée, les recettes déterminantes doivent être ajustées en conséquence, mais elles ne peuvent pas être ajustées vers le haut.

Exemples de transactions d'une partie liée pour lesquelles le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve de la juste valeur estimée de la transaction :

- vente de droits de sponsoring par un club à une partie liée ;
- vente de packages d'hospitalité et/ou de droits d'utilisation d'une loge d'honneur par un club à une partie liée ; et
- toute transaction avec une partie liée dans le cadre de laquelle des biens ou services sont fournis au club.

Exemples de transactions avec une partie liée qui doivent être ajustées, car elles doivent toujours être exclues des recettes déterminantes :

- montants reçus d'une partie liée par un club au titre de donation ; et
- règlement de passifs pour le compte du club par une partie liée.

Les contributions d'une partie liée peuvent être prises en considération uniquement dans la détermination de l'écart acceptable dans le cadre de l'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier.

Annexe X, lettre C(1)(f) : Ajustements relatifs aux dépenses provenant de transactions avec des parties liées inférieures à la juste valeur

Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence doit déterminer la juste valeur de toute transaction d'une partie liée. Si la juste valeur estimée est différente de la valeur enregistrée, les dépenses déterminantes doivent être ajustées en conséquence, mais elles ne peuvent pas être ajustées vers le bas.

La meilleure preuve de la juste valeur d'une transaction est sa conformité au prix d'un contrat ferme conclu dans des conditions de concurrence normale ou au prix observable sur un marché actif. S'il n'y a pas de contrat ferme ou de marché actif de référence, la juste valeur doit être basée sur les meilleures informations disponibles reflétant le montant qu'une entité pourrait obtenir ou devrait déboursier (selon le cas) à la date de la transaction conclue entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Pour déterminer ce montant, le bénéficiaire de la licence devrait envisager différents types de preuves, comme la procédure ayant abouti à cette transaction (p. ex. le détail des offres des autres parties), le résultat de transactions similaires (historiques et actuelles) et les transactions similaires réalisées par des clubs de football comparables.

Si une partie liée qui ne figure pas dans le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence effectue des dépenses et/ou exécute des services au nom du club de football et que la juste valeur de cette transaction ne soit pas comptabilisée au titre des dépenses dans le périmètre de reporting, le bénéficiaire de la licence doit procéder à un **ajustement à la hausse** dans le cadre du calcul des dépenses déterminantes et du résultat relatif à l'équilibre financier. Les détails devraient figurer dans le tableau supplémentaire « Transactions avec des parties liées » (voir section 4 ci-dessous). La différence entre le montant comptabilisé et la juste valeur peut être présentée comme une contribution et les détails devraient figurer dans le tableau « Contributions », sous « Contributions en capital d'une partie liée » (voir **appendice VI, lettre D**).

Cette situation peut survenir si le périmètre de reporting exclut une entité parce que son activité principale n'est pas liée aux activités, sites, actifs et marque du club de football, mais que l'entité exclue réalise certaines activités footballistiques. Dans ce cas, ces dépenses doivent être ajustées pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier en utilisant le tableau des ajustements pour les transactions avec des parties liées afin d'ajouter ces montants aux dépenses déterminantes.

Si un bénéficiaire de la licence présente des recettes provenant d'une transaction avec une partie liée qui ont été comptabilisées à un montant supérieur à la juste valeur, il doit procéder à un **ajustement à la baisse** dans le cadre du calcul des recettes déterminantes et du résultat relatif à l'équilibre financier. Les détails devraient figurer dans le tableau supplémentaire « Transactions avec des parties liées » (voir section 4 ci-dessous). La différence entre le montant effectif et la juste valeur peut être présentée comme une contribution et les détails devraient figurer dans le tableau « Contributions », sous « Transactions financières d'une partie liée » (voir **appendice VI, lettre D**).

4. Informations à présenter dans les tableaux supplémentaires

Le bénéficiaire de la licence doit présenter toutes les transactions entre une entité figurant dans le périmètre de reporting et une partie liée, qu'il procède ou non à un ajustement pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Le bénéficiaire de la licence doit avant tout présenter les informations suivantes :

- le poste du compte de résultats où figurent la/les transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s) ;
- le montant de la/des transaction(s) tel qu'il figure dans les états financiers annuels et les pièces comptables sous-jacentes (agrégé si les transactions concernent plus d'une partie liée) ;
- la juste valeur de la/des transaction(s) (agrégée si les transactions concernent plus d'une partie liée) ;
- un bref commentaire explicatif sur la transaction ; et
- la différence (c'est-à-dire l'ajustement) éventuelle entre la valeur comptable et la juste valeur.

Cette information devrait être saisie dans le tableau « **Transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s)** », comme suit :

Transaction(s) with related party(ies)					
Select account line(s)	T-1-LC	Amount of RP transaction(s) recorded in the P&L	Fair Value of RP transaction(s)	Explanation	Adjustment
Total of transaction(s) with related party(ies)					

Deuxièmement, pour chaque poste contenant une ou plusieurs transactions avec des parties liées, le bénéficiaire de la licence doit également indiquer les détails correspondant à chaque transaction, et notamment :

- le nom de la partie liée (à savoir le nom de la personne ou la raison sociale de l'entité) ;
- une description de la nature de la transaction ;
- le montant de la transaction tel qu'il figure dans les états financiers annuels et les pièces comptables sous-jacentes ;
- la juste valeur de la transaction ;

- la différence (c'est-à-dire l'ajustement) éventuelle entre la valeur comptable et la juste valeur ; et
- un résumé des différents types de preuves appuyant la juste valeur éventuelle de la transaction.

Le tableau détaillant les transactions doit être rapproché du poste correspondant du tableau.

Cette information devrait être saisie dans le tableau « **Transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s) : détail** », comme illustré ci-dessous pour le poste « Sponsoring et publicité : sponsor principal » :

Transaction(s) with related party(ies) - Detail					
Account line	Nature of the transaction	Amount of RP transaction(s) recorded in the P&L	Fair Value of RP transaction(s)	Summary of evidence to support the fair value of the RP transaction	Adjustment (LC)
Sponsorship and Advertising-Kit Sponsor					

Le bénéficiaire de la licence n'est pas tenu de déclarer les transactions intra-groupe qui sont éliminées au moment de la consolidation (ou, le cas échéant, de la combinaison), si les résultats consolidés sont utilisés comme base pour la soumission du compte de résultats.

Les transactions de même nature avec une partie liée peuvent être présentées globalement, sauf si une présentation séparée est nécessaire à la compréhension des ajustements. Les transactions avec des parties liées entretenant des relations similaires avec une entité peuvent être présentées globalement, sauf si une transaction individuelle est significative et/ou si une présentation séparée est nécessaire à la compréhension des ajustements. Une transaction significative avec une partie liée spécifique ne devrait pas être noyée dans une présentation globale.

Si les transactions entre parties liées portent sur la cession d'une immobilisation corporelle, la juste valeur de l'ajustement doit plutôt être indiquée dans le tableau de l'excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles (voir **appendice V, lettre B**).

D. Opérations non footballistiques

En vertu de l'**annexe X, lettre B(1)(k)**: Les recettes des opérations non footballistiques ne doivent être exclues du calcul des recettes déterminantes que si elles sont clairement et exclusivement sans lien avec les activités, sites et marque du club de football.

Exemples d'activités qui peuvent figurer dans les états financiers en tant qu'opérations non footballistiques mais qui devraient normalement être ajustées dans le cadre du calcul des recettes et des dépenses déterminantes :

- les opérations basées dans le stade ou les locaux d'entraînement d'un club ou se déroulant à proximité immédiate de ceux-ci, comme un hôtel, un restaurant, un centre de conférences, des locaux commerciaux (à louer), un centre de remise en forme, les locaux d'autres équipes sportives ; et
- les opérations utilisant délibérément le nom/la marque d'un club.

En vertu de l'**annexe X, lettre C(1)(k)**:

Les dépenses des opérations non footballistiques qui sont clairement et exclusivement sans lien avec les activités, sites et marque du club de football peuvent être exclues du calcul des dépenses déterminantes.

1. Impact des opérations non footballistiques

Les recettes et les dépenses liées aux opérations non footballistiques résultent de l'engagement d'une entité à fournir des produits ou des services individuels ou une série de produits ou de services apparentés qui sont soumis à des risques et à des rendements différents de ceux des opérations footballistiques d'un club.

Dans certains cas, les états financiers annuels d'une entité peuvent inclure la présentation séparée des recettes et des dépenses provenant des opérations footballistiques du club et des recettes et des dépenses provenant des opérations non footballistiques (p. ex. les opérations liées à d'autres sports ou au développement du patrimoine) dans les annexes aux comptes si cette présentation est imposée par le droit ou par la pratique comptable nationaux. Cependant, l'absence de quantification et de présentation séparée des recettes et des dépenses provenant d'opérations non footballistiques dans ses états financiers annuels ne signifie pas nécessairement qu'un club n'exerce pas de telles activités.

Pour déterminer si le groupe juridique et/ou le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence incluent des opérations non footballistiques, les facteurs suivants doivent être pris en compte :

- la nature des produits et des services, leur branding et leur commercialisation vis-à-vis des clients ;
- le type ou la catégorie de clients pour ces produits et services ;
- les méthodes utilisées pour distribuer les produits ou fournir les services ;
- la nature du cadre réglementaire ;
- l'emplacement géographique des opérations ;
- la contribution quantitative de ces opérations par rapport aux opérations footballistiques du club en termes de recettes, de profits et pertes, et d'actifs ; et
- la façon dont les résultats opérationnels sont traités par le principal décideur de l'entité en matière de ressources attribuées au segment et d'évaluation de la performance.

2. Distinction entre opérations non footballistiques liées au club et opérations non footballistiques non liées au club

Après avoir déterminé que le périmètre de reporting du bénéficiaire de la licence inclut des opérations non footballistiques, il convient de distinguer les éléments suivants en vertu du Règlement :

- i) **les activités/opérations non footballistiques qui sont liées aux activités, sites et/ou marque du club de football**, dont les recettes et les dépenses peuvent être exclues calcul du résultat relatif à l'équilibre financier ; et
- ii) **les activités/opérations non footballistiques qui sont clairement et exclusivement sans lien avec les activités, sites ou marque du club de football**, dont les recettes doivent être exclues du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier et dont les dépenses peuvent être exclues de ce calcul.

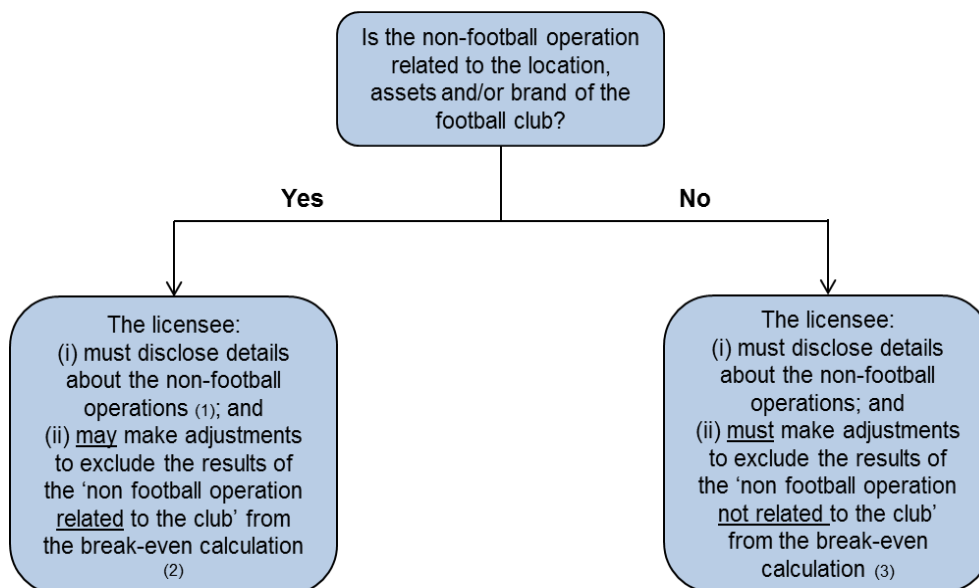
En règle générale, les opérations non footballistiques qui sont liées aux sites du club de football sont des opérations basées à l'intérieur ou à proximité immédiate du stade et/ou des installations d'entraînement d'un club. Et les opérations non footballistiques qui sont liées à la marque du club de football sont des opérations qui utilisent explicitement le nom/la marque d'un club sur place et dans les activités clientèle/marketing collatérales.

Le bénéficiaire de la licence doit tenir compte de la nature de la relation entre les opérations non footballistiques et le club de football, y compris la relation historique et actuelle, l'historique de la propriété juridique des opérations non footballistiques, le financement de ces opérations (à savoir si le développement de ces opérations a été financé ou non par les ressources du club de football) et l'exhaustivité du reporting financier des opérations non footballistiques (toutes les dépenses).

3. Répercussions potentielles sur le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier

Concernant les opérations non footballistiques, le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que **le périmètre de reporting soit défini de manière appropriée**. Comme expliqué à l'**appendice III**, si une entité figurant dans le périmètre de reporting exerce des opérations non footballistiques, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Directives pour le traitement des opérations non footballistiques réalisées par une entité figurant dans le périmètre de reporting dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier



- (1) Le bénéficiaire de la licence doit présenter certaines informations sur chaque opération non footballistique réalisée par une entité figurant dans le périmètre de reporting, qu'il effectue ou non un ajustement dans le cadre le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.
- (2) Si une entité qui mène des opérations non footballistiques liées au club (p. ex. opérations relatives à d'autres sports) est incluse dans le périmètre de reporting, le bénéficiaire de la licence **peut** procéder à des ajustements visant à exclure les résultats (l'ensemble des recettes et des dépenses) de ces opérations dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier en utilisant le tableau des ajustements pour les opérations non footballistiques. La méthode choisie (inclusion ou exclusion) doit être appliquée de manière cohérente pendant toutes les périodes de reporting.
- (3) Si une entité qui mène des opérations non footballistiques non liées au club est incluse dans le périmètre de reporting, le bénéficiaire de la licence **doit** procéder à des ajustements visant à exclure les résultats (l'ensemble des recettes et des dépenses) de ces opérations dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier en utilisant le tableau des ajustements pour les opérations non footballistiques (voir également **appendice III, lettre C(3)(b)**).

4. Informations à présenter dans les tableaux supplémentaires

Si le bénéficiaire de la licence procède à des ajustements visant à exclure des résultats du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, il doit utiliser le tableau des ajustements pour les opérations non footballistiques et :

- sélectionner chaque poste concerné du compte de résultats (la valeur totale du poste s'affichera) ;
- saisir le montant des dépenses/recettes à ajuster ; et
- fournir tout commentaire explicatif non inclus dans le tableau détaillé ci-dessus.

Adjustments for non football operations				
Select account line(s)	T-1-LC	Non football operations	Explanation	Adjustment
Total non football operations adjustments				

Le bénéficiaire de la licence doit déclarer toutes les opérations non footballistiques menées par une entité figurant dans le périmètre de reporting, qu'un ajustement soit requis ou non pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Le bénéficiaire de la licence doit remplir les deux parties du tableau supplémentaire (« Opérations non footballistiques: détail », voir ci-dessous) afin de fournir une analyse plus détaillée et des explications concernant :

- les opérations non footballistiques ajustées pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, qui sont incluses dans le périmètre de reporting et pour lesquelles le bénéficiaire de la licence procède à des ajustements pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier ; et
- les opérations non footballistiques non ajustées pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, qui sont incluses dans le périmètre de reporting et pour lesquelles le bénéficiaire de la licence ne procède pas à des ajustements parce que ces opérations non footballistiques sont considérées comme liées au club en termes d'actifs, de site et/ou de marque).

Non-football operations adjusted for break-even calculation

Reporting period T-1								
					Is the operation is based at or in close proximity to stadium and/or training facilities?		Does the operation clearly uses the name/brand of the club?	
Description of the non-football operation	Revenue (LC)	Expenses in employee benefit expenses (LC)	Expenses in other account lines (LC)	Net result in reporting period - unadjusted (LC)	Enter '1' for yes	Enter '1' for no	Enter '1' for yes	Enter '1' for no

Non-football operations not adjusted for break-even calculation

Reporting period T-1								
					Is the operation is based at or in close proximity to stadium and/or training facilities?		Does the operation clearly uses the name/brand of the club?	
Description of the non-football operation	Revenue (LC)	Expenses in employee benefit expenses (LC)	Expenses in other account lines (LC)	Net result in reporting period - unadjusted (LC)	Enter '1' for yes	Enter '1' for no	Enter '1' for yes	Enter '1' for no

E. Dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior

Annexe X, lettre C(1)(g) :

Des ajustements appropriés peuvent être réalisés pour exclure les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. Les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior font référence aux dépenses d'un club qui sont directement attribuables (c'est-à-dire celles qui auraient pu être évitées si le club n'avait pas entrepris de telles activités) aux activités d'entraînement, de formation et de développement des jeunes joueurs intégrées dans le programme de développement des jeunes, desquelles sont déduites toutes les recettes perçues par le club en rapport direct avec ce programme. L'exigence relative à l'équilibre financier permet à l'entité présentant les états financiers d'exclure les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior des dépenses déterminantes. L'objectif est d'encourager les investissements et les dépenses portant sur des installations et des activités dans l'intérêt à long terme du club.

Exemples d'activités de développement du secteur junior :

- organisation du secteur junior ;
- participation d'équipes juniors à des compétitions ou des programmes officiels aux niveaux national, régional ou local reconnus par l'association membre de l'UEFA ;
- programme de formation au football pour différentes classes d'âge (aptitudes au jeu, entraînement technique, tactique et physique) ;
- programme de formation sur les *Lois du Jeu* ;

- v) suivi médical des juniors ; et
- vi) programmes de formation non footballistiques.

Exemples de dépenses directement attribuables à ces activités :

- vii) les coûts du matériel et des services utilisés ou consommés dans le cadre d'activités de développement du secteur junior, comme les frais d'hébergement, les frais médicaux, les frais de formation, les frais de voyage et de séjour, l'équipement et les vêtements, la location des installations ;
- viii) les coûts des prestations en faveur du personnel pour les employés travaillant uniquement dans le secteur junior, à l'exception des joueurs, notamment le responsable du programme de développement des jeunes et les entraîneurs d'équipes juniors au sens des articles 38 et 39, si leur emploi au sein du club est entièrement consacré aux activités de développement du secteur junior ;
- ix) les coûts des prestations en faveur du personnel pour les joueurs âgés de moins de 18 ans à la date de clôture statutaire du bénéficiaire de licence. Les coûts des prestations en faveur du personnel pour les joueurs âgés de 18 ans ou plus à la date de clôture statutaire du bénéficiaire de la licence ne peuvent pas être exclus des dépenses déterminantes.

Si l'entité présentant les états financiers ne peut pas séparer les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior des autres dépenses, ces dépenses ne pourront pas être traitées comme des dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior. Les dépenses suivantes n'entrent pas dans cette dernière catégorie au sens des présentes dispositions :

- x) les frais de recrutement de joueurs ;
- xi) les commissions payées en vue de l'inscription de joueurs juniors, comme celles versées à un agent ou à un autre club ;
- xii) les coûts de vente, les frais administratifs et les autres frais généraux, à moins que ces dépenses soient directement attribuables à des activités de développement du secteur junior ;
- xiii) les coûts des prestations en faveur du personnel pour les employés travaillant partiellement dans le secteur junior (par exemple, un entraîneur travaillant à temps partiel avec des équipes juniors) ;
- xiv) le coût des immobilisations corporelles (terrains, stade et installations) et/ou la dépréciation de celles-ci, sachant que la dépréciation des immobilisations corporelles (y compris les actifs liés aux activités de développement du secteur junior) ne fait pas partie des dépenses déterminantes.

Dans les états financiers annuels d'une entité, le compte de résultats inclut différentes dépenses dont la direction du bénéficiaire de la licence peut estimer qu'elles se rapportent au secteur junior. Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence peut procéder à un ajustement concernant les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior, dont le montant doit être calculé conformément à la définition figurant à l'annexe X, lettre C(1)(g).

Les articles 17 et 18 (critères sportifs de la procédure d'octroi de licence aux clubs) fournissent d'autres directives quant à la définition des activités de développement du secteur junior.

Toute recette directement attribuable au programme de développement des jeunes (notamment les allocations/subventions, les recettes de sponsoring liées au programme de développement des jeunes et toute recette de billetterie de matches d'équipes juniors) doit être déduite du total des dépenses avant l'ajustement pour les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior.

1. Informations à présenter dans les tableaux supplémentaires

Si le bénéficiaire de la licence choisit de procéder à un ajustement concernant les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior, il doit présenter les informations suivantes dans le tableau correspondant, en sélectionnant chaque poste du tableau du compte de résultats qui comprend des dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior :

- le montant des dépenses directement attribuables à de telles activités indiqué dans les postes sélectionnés du tableau du compte de résultats ; et
- dans le champ de texte, toute explication supplémentaire considérée comme nécessaire à la compréhension de l'ajustement.

Le tableau des ajustements est présenté ci-dessous :

Expenditure on youth development activities				
Select account line(s)	T-1-LC	Expenditure on YDA	Explanation	Adjustment
Total of expenditure on youth development activities				

L'analyse requise dans le tableau supplémentaire aux fins du rapprochement avec l'ajustement total concernant les dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior (saisir les dépenses en tant que chiffres négatifs arrondis au millier le plus proche) est détaillée ci-après. Toute recette directement attribuable au programme de développement des jeunes doit être saisie en tant que chiffre positif.

Expenditure on youth development activities	
	T-1 Expenditure on YDA
Expenditure on youth development activities	
Employee Benefits expenses for employees wholly involved in youth development activities	
Employee Benefits expenses for youth players (under the age of 18)	
Accommodation costs	
Medical fees	
Educational fees	
Travel	
Subsistence	
Kit, clothing and equipment	
Facility costs	
Other costs directly attributable to youth development activities	
Income directly attributable to youth development programme	

F. Dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité

Annexe X, lettre C(1)(h) :

Des ajustements appropriés peuvent être faits pour exclure les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. Les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité font référence aux dépenses directement attribuables (c'est-à-dire celles qui auraient pu être évitées si le club n'avait pas entrepris de telles activités) à des activités d'utilité publique visant à promouvoir la participation au sport et à favoriser le développement social.

Exemples d'activités de développement de la collectivité :

- i) la promotion de la formation ;
- ii) la promotion de la santé ;
- iii) la promotion de l'intégration sociale et de l'égalité ;
- iv) la prévention de la pauvreté ou l'aide aux personnes démunies ;
- v) la promotion des droits de l'homme, la résolution des conflits, ou la promotion de l'harmonie religieuse ou raciale, de l'égalité et de la diversité ;
- vi) la promotion du sport amateur ;
- vii) la promotion de la protection de l'environnement ou de l'amélioration de la situation environnementale ; ou
- viii) l'aide aux personnes dans le besoin pour des raisons d'âge, de santé, de handicap, de difficultés financières ou d'autres difficultés.

Exemples de dépenses directement attribuables à ces activités :

- ix) les coûts du matériel et des services utilisés ou consommés dans le cadre de ces activités ;
- x) les coûts des prestations en faveur du personnel pour les employés travaillant uniquement dans le secteur communautaire ;
- xi) les dons à d'autres entités dont le but est de promouvoir la participation au sport et/ou le développement social.

Si l'entité présentant les états financiers ne peut pas séparer les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité des autres dépenses, ces dépenses ne pourront pas être traitées comme des dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité. Les dépenses suivantes n'entrent pas dans cette dernière catégorie au sens des présentes dispositions :

- xii) les frais de vente, les frais administratifs et les autres frais généraux, à moins que ces dépenses soient directement attribuables à des activités de développement de la collectivité ;
- xiii) les coûts des prestations en faveur du personnel pour les employés travaillant partiellement dans le secteur communautaire (par exemple, un joueur impliqué dans des activités de développement de la collectivité) ;
- xiv) le coût des immobilisations corporelles (terrains, stade et installations) et/ou la dépréciation de celles-ci, sachant que la dépréciation des immobilisations corporelles (y compris les actifs liés aux activités de développement de la collectivité) ne fait pas partie des dépenses déterminantes.

Dans les états financiers annuels d'une entité, le compte de résultats peut inclure différentes dépenses dont la direction du bénéficiaire de la licence peut estimer qu'il s'agit de dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité. Pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence peut procéder à un ajustement concernant les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité, dont le montant doit être calculé conformément à la définition figurant à l'annexe X, lettre C(1)(h).

En suivant la même approche que pour les activités de développement du secteur junior, toute recette directement attribuable au programme de développement de la collectivité (notamment les allocations/subventions et les recettes de sponsoring liées aux activités de développement de la collectivité) doit être déduite du total des dépenses avant l'ajustement pour les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité.

1. Informations à présenter dans les tableaux supplémentaires

Si le bénéficiaire de la licence choisit de procéder à un ajustement concernant les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité, il doit présenter les informations suivantes dans le tableau correspondant, en sélectionnant chaque poste du tableau du compte de résultats qui comprend des dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité :

- le montant des dépenses directement attribuables à de telles activités indiqué dans les postes sélectionnés du tableau du compte de résultats ; et
- dans le champ de texte, toute explication supplémentaire considérée comme nécessaire à la compréhension de l'ajustement.

Le tableau des ajustements est présenté ci-dessous :

Expenditure on community development activities				
Select account line(s)	T-1-LC	Expenditure on CDA	Explanation	Adjustment
Total of expenditure on community development activities				

L'analyse requise dans le tableau supplémentaire aux fins du rapprochement avec l'ajustement total concernant les dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité (saisir les dépenses en tant que chiffres négatifs arrondis au millier le plus proche) est détaillée ci-après. Toute recette directement attribuable à des activités de développement de la collectivité doit être saisie en tant que chiffre positif.

Expenditure on community development activities	
	T-1 Expenditure on CDA
Expenditure on community development activities	
Employee Benefits expenses for employees wholly involved in community development activities	
Travel	
Subsistence	
Equipment	
Facility costs	
Other costs directly attributable to community development activities	
Donations to other entities for community development activities	
Income directly attributable to community development activities	

G. Charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles

Annexe X, lettre C(1)(j) : Le bénéficiaire de la licence peut exclure du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier toute charge financière directement attribuable à la construction d'un bien destiné à être utilisé pour les activités footballistiques du club si elle a été portée aux charges au cours d'une période de reporting plutôt que capitalisée en tant que coûts de construction et ce jusqu'à ce que le bien soit prêt à être utilisé.

Le montant qui peut être ajusté est la différence entre les charges d'intérêt réelles (non capitalisées) et les recettes provenant du placement temporaire de la somme empruntée sur laquelle portent les intérêts. L'intérêt déterminant court à partir de la date à laquelle l'entité engage des dépenses pour le bien concerné, emprunte des capitaux contre rémunération et entreprend les activités nécessaires pour préparer ce bien à son usage ou sa vente futur(e), jusqu'à la date d'achèvement du bien.

1. Charges financières déterminantes

Les charges financières ajustables sont celles qui auraient pu être évitées si des dépenses n'avaient pas été effectuées en rapport avec l'actif éligible. Si des fonds sont empruntés spécifiquement dans le but d'acquérir ou de construire un actif éligible, le montant des charges financières ajustables correspond aux charges financières réelles encourues sur ces fonds durant la période en question. Lorsqu'un actif éligible est financé au moyen d'une série d'emprunts généraux, le montant des charges financières ajustables devrait être déterminé en appliquant un taux d'intérêt approprié aux dépenses relatives à l'actif éligible.

Un actif éligible est un actif destiné à être utilisé pour les activités footballistiques du club qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé, comme un stade ou des installations d'entraînement.

Les contrats financiers peuvent aboutir à l'utilisation de tout ou partie d'emprunts spécifiques pour financer l'actif éligible. Dans ces circonstances, les recettes provenant du placement temporaire des fonds, avant leur investissement dans l'actif éligible, devraient être déduites du montant ajustable.

Afin de lever toute ambiguïté, si l'entité opte pour une méthode comptable capitalisant les charges financières comme une partie des immobilisations corporelles dans ses états financiers annuels, aucun autre ajustement n'est requis pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

2. Date de début et date de fin pour le calcul de l'ajustement

La date de début pour le calcul de l'ajustement est la date à laquelle les trois conditions fixées dans le Règlement sont réunies pour la première fois, à savoir la date à laquelle (i) le bénéficiaire de la licence engage des dépenses pour le bien concerné et (ii) emprunte des capitaux contre rémunération et (iii) entreprend les activités nécessaires pour préparer ce bien à son usage ou sa vente futurs. Les activités qui sont nécessaires pour préparer l'actif pour son usage futur incluent les tâches techniques et administratives préliminaires, notamment liées à l'obtention des permis, avant le début de la construction physique de l'actif. La simple détention d'un actif, sans aucune activité de développement associée (par exemple, détenir un terrain sans procéder aux activités nécessaires à sa préparation en vue de son utilisation), n'autorise pas une entité à procéder à un ajustement des charges financières correspondantes.

Le calcul de l'ajustement devrait généralement se poursuivre tant que les trois conditions susmentionnées sont réunies. Cependant, si l'entité suspend ses activités de développement pour une longue période, l'intégration des charges financières au calcul de l'ajustement devrait également cesser jusqu'à la reprise de ces activités. De telles interruptions peuvent se produire, par exemple, en cas de difficultés de trésorerie ou dans l'optique d'un ralentissement de la construction, auxquels cas les charges financières encourues durant l'interruption ne sont pas considérées comme des frais de développement nécessaires et ne peuvent donc pas être incluses dans l'ajustement. À l'inverse, les charges financières encourues durant des retards temporaires nécessaires ou attendus au cours de la procédure de préparation d'un actif pour son usage futur, ou qui résultent de retards naturels, dus notamment à des conditions climatiques défavorables habituelles sur le site, peuvent être incluses dans l'ajustement.

Pour le calcul de l'ajustement, les charges financières devraient cesser d'être incluses lorsque la quasi-totalité des activités nécessaires à la préparation de l'actif éligible pour son usage futur sont achevées. Un actif est habituellement prêt pour son usage futur lorsque sa construction physique est achevée, même si les démarches administratives de routine se poursuivent. S'il ne reste que des modifications mineures à apporter, on considère que la quasi-totalité des activités sont achevées.

3. Informations à présenter dans le tableau supplémentaire

Les informations suivantes doivent être présentées dans le tableau des ajustements relatif aux charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles, en sélectionnant le poste des charges financières dans le tableau du compte de résultats :

- le montant des charges financières ajustables, à savoir les charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles, telles que définies à l'annexe X, lettre C(1)(j) ;
- dans le champ de texte, les explications minimums suivantes doivent être saisies :
 - une description de l'actif éligible,
 - la date de début pour le calcul de l'ajustement,
 - la date de fin pour le calcul de l'ajustement ou la mention « actif non achevé à la date de clôture statutaire », et
 - l'information selon laquelle les fonds sont empruntés spécifiquement dans le but d'acquérir ou de construire un actif éligible, ou proviennent d'une série d'emprunts généraux.

Ces informations devraient être saisies sous « Charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles », comme illustré ci-dessous :

Finance costs directly attributable to the construction of tangible fixed assets				
	T-1-LC	Finance costs	Explanation	Adjustment
Finance expenses				
Total of Finance costs directly attributable to the construction of tangible fixed assets				

H. Éléments non monétaires

Annexe X, lettre B(1)(i) : Des ajustements appropriés doivent être réalisés afin que les crédits non monétaires soient exclus des recettes déterminantes pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Annexe X, lettre C(1)(i) : Des ajustements appropriés peuvent être réalisés afin que les débits/charges non monétaires soient exclu(e)s des dépenses déterminantes pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Annexe X, lettre B(1)(i) : Les éléments non monétaires sont ceux qui ne rentrent pas dans la définition des éléments monétaires. Les éléments monétaires sont définis comme des devises détenues ainsi que des actifs et des passifs à recevoir ou à payer dans un nombre fixe ou variable de devises. La caractéristique essentielle d'un élément monétaire est le droit de recevoir (ou l'obligation de fournir) un nombre fixe ou variable de devises.

Exemples d'éléments non monétaires :

- réévaluation d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- réévaluation des stocks ;
- reprises de dépréciation ou d'amortissement de charges en relation avec des immobilisations (y compris les inscriptions de joueurs) ; et
- gains/pertes du(e)s aux fluctuations des taux de change en relation avec des éléments non monétaires.

Les ajustements concernant des éléments non monétaires sont relativement rares, car les recettes et les dépenses habituelles liées aux clubs de football sont de nature monétaire, à l'exception de la dépréciation/perte de valeur des immobilisations corporelles (qui est exclue du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier) et de l'amortissement/la perte de valeur des inscriptions de joueurs (pour lequel/laquelle il ne doit pas y avoir d'ajustement l'excluant du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier).

Afin de lever toute ambiguïté, l'amortissement/la perte de valeur sur les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs doit être inclus(e) dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. L'amortissement/la perte de valeur des inscriptions de joueurs ne doit pas faire l'objet d'un ajustement l'excluant du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

1. Réévaluations et reprises

Les réévaluations des immobilisations corporelles et incorporelles et des stocks ne répondent pas à la définition des éléments monétaires, car la réévaluation d'un actif n'implique pas qu'une entité obtienne le droit de recevoir un montant fixe ou déterminable de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie suite au processus de réévaluation.

De même, les reprises de dépréciation ou d'amortissement en relation avec des immobilisations n'impliquent pas qu'une entité obtienne le droit de recevoir un montant fixe de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie ; elles sont donc aussi considérées comme des éléments non monétaires.

Inversement, la vente de biens et de services par une entité (par exemple la vente d'un abonnement pour la saison de football) correspond à la réception par l'entité d'un montant fixe et déterminable de la part du client ; il s'agit donc d'un élément monétaire.

2. Gains/pertes du(e)s aux fluctuations des taux de change

Un gain ou une perte du(e) aux fluctuations des taux de change est classée soit parmi les éléments monétaires, soit parmi les éléments non monétaires, en fonction de l'élément monétaire ou non monétaire sur lequel porte le gain ou la perte. Afin de lever toute ambiguïté, le caractère monétaire ou non ne dépend pas du fait que le gain ou la perte du(e) aux fluctuations des taux de change soit réalisé(e) ou non.

Les gains/pertes du(e)s aux fluctuations des taux de change en relation avec des éléments monétaires – qu'ils/elles soient réalisé(e)s ou non – sont des éléments monétaires et devraient être inclus(es) dans le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Par contre, les gains/pertes du(e)s aux fluctuations des taux de change en relation avec des éléments non monétaires – qu'ils/elles soient réalisé(e)s ou non – sont des éléments non monétaires et devraient donc être exclu(e)s du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier.

Par exemple, il est courant qu'un club ait un débiteur ou un créancier monétaire en fin d'année (par exemple, indemnité de transfert à payer ou à recevoir, dette/emprunt). Le solde correspondant sera converti, en fin d'année, au taux de change applicable (ou au taux de change d'un instrument correspondant, le cas échéant). Cette conversion impliquera un gain ou une perte non réalisé(e), qui se reflétera dans le compte de résultats des états financiers annuels. À son tour, ce gain ou cette perte doit être inclus(e) dans le calcul du résultat

relatif à l'équilibre financier, car il s'agit d'un élément monétaire : il/elle se rapporte à un débiteur ou un créancier monétaire. Le traitement de ce gain ou cette perte dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier doit donc suivre la méthode comptable applicable.

3. Informations à présenter dans le tableau supplémentaire

Le bénéficiaire de la licence doit identifier chaque crédit non monétaire et compléter le tableau des ajustements pour chacun de ces éléments.

Il peut aussi identifier les débits/charges non monétaires et procéder à des ajustements pour ces éléments.

Les informations suivantes doivent être présentées pour chaque élément non monétaire à ajuster, en sélectionnant le poste non monétaire correspondant dans le tableau du compte de résultats :

- le montant de l'élément non monétaire à ajuster ; et
- dans le champ de texte, au minimum, la description de la nature de chaque élément non monétaire.

Cette information devrait être saisie dans le tableau « Éléments non monétaires », comme illustré ci-dessous :

Non monetary items				
Select account line(s)	T-1-LC	Non-monetary amount	Explanation	Adjustment
Total Non monetary items				

I. Méthode alternative pour le traitement comptable des joueurs: ajustements relatifs aux transferts de joueurs

Annexe X, lettre C(1)(d) : Aux fins du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier :

Les clubs qui utilisent la méthode comptable de la capitalisation et de l'amortissement pour les inscriptions de joueurs dans leurs états financiers annuels doivent enregistrer les recettes et les dépenses déterminantes selon cette même méthode.

Les clubs qui utilisent la méthode comptable des recettes et des dépenses pour les inscriptions de joueurs dans leurs états financiers annuels peuvent choisir entre la méthode des recettes et des dépenses et celle de la capitalisation et de

Afin de satisfaire aux exigences du Règlement, un bénéficiaire de la licence qui emploie la méthode comptable des recettes et des dépenses dans ses états financiers annuels et choisit d'appliquer la méthode de la capitalisation et de l'amortissement pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier doit :

- appliquer les exigences comptables minimales décrites à l'annexe VII, lettre C(4) ;
- préparer un tableau des joueurs tel que décrit à l'annexe VII, lettre D, pour chaque période de reporting concernée, qui peut être demandé par le bailleur de licence et/ou par l'ICFC ; et
- remplir le tableau « Méthode alternative pour le traitement comptable des joueurs » dans la solution informatique OL/FPF, afin de saisir les ajustements pertinents pour le calcul du résultat relatif à l'équilibre financier pour chaque période de reporting concernée.

Réf.	Description du poste	Source de l'ajustement
P2600	Amortissement des immobilisations incorporelles (joueurs)	Dépenses d'amortissement calculées à partir du tableau des joueurs
P2605	Perte de valeur des immobilisations incorporelles (joueurs)	Dépenses liées à la perte de valeur calculées à partir du tableau des joueurs
P2610 P2620	Profit résultant de la cession d'immobilisations incorporelles Perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	Profit calculé à partir du tableau des joueurs Perte calculée à partir du tableau des joueurs
P2700	Frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs	Ajustement à zéro
P2710	Recettes résultant de la cession d'inscriptions de joueurs	Ajustement à zéro

Le tableau « Méthode alternative pour le traitement comptable des joueurs » est présenté ci-dessous :

Alternative method for player accounting				
Select account line(s)	T-1-LC	Alternative method- player acc	Explanation	Adjustment
Amortisation of intangible fixed assets (player registrations)				
Impairment of intangible fixed assets (player registrations)				
Profit on disposal of intangible fixed assets (player registrations)				
Loss on disposal of intangible fixed assets (player registrations)				
Cost of acquiring player registrations				
Income from disposal of player registrations				
Total Alternative method for player accounting				

APPENDICE VI : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EQF09

A. Résumé de la documentation à soumettre

Si le bénéficiaire de la licence réalise une des conditions décrites par les indicateurs 1 à 4 de l'article 62 du Règlement (voir **section 5.1.6**), il est considéré comme ayant franchi l'indicateur correspondant et doit préparer et soumettre d'ici au délai prévu les informations relatives à l'équilibre financier dans le package EqF09, comme suit :

	Tableau	Responsabilité	Directives correspondantes
1.	Bilan	Remplir le tableau « Bilan ».	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre A
2.	Compte de résultats	Remplir le tableau « Compte de résultats ».	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre B
3.	Compte de résultats : tableaux supplémentaires	Le cas échéant, remplir les tableaux supplémentaires pour fournir des informations complémentaires sur certains postes du compte de résultats. - ventilation des recettes de billetterie ; - ventilation des recettes de sponsoring et de publicité ; - ventilation des droits de diffusion ; - ventilation des recettes commerciales ; - ventilation des autres produits d'exploitation ; - ventilation des coûts de vente/des matériaux ; - ventilation des prestations en faveur du personnel ; - ventilation des autres charges d'exploitation ; - ventilation des transferts de joueurs ; - ventilation des recettes et dépenses financières ; - ventilation des autres recettes et dépenses.	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre B
4.	Ajustements	Le cas échéant, remplir les tableaux des ajustements : - transaction(s) avec une/des partie(s) liée(s) ; - résultats des opérations non footballistiques ; - excédent résultant de la cession d'immobilisations corporelles ; - dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior ; - dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité ; - charges financières directement attribuables à la construction d'immobilisations corporelles ; - exclusion d'éléments non monétaires ; et - ajustements relatifs aux transferts de joueurs.	- Section 5.1.4 - Appendice V
5.	Tableau des flux de trésorerie	Remplir le tableau « Tableau des flux de trésorerie ».	- Section 5.1.3 - Appendice IV, lettre C
6.	Contributions	Le cas échéant, remplir le tableau des contributions pour la période de surveillance.	- Appendice VI, lettre D
7.	Facteur de transition	Le cas échéant, remplir le tableau « Facteur de transition » (pour les joueurs sous contrat avant le 1 ^{er} juin 2010).	- Appendice VI, lettre I
8.	Tableaux « Informations financières prévisionnelles »	Remplir les tableaux « Informations financières prévisionnelles » : - Bilan, - Compte de résultats, - Ajustements, et - Tableau des flux de trésorerie.	- Section 05.01.10 - Appendice VI, lettre H
9.	Lettre d'affirmation de la direction	Remplir le tableau « Lettre d'affirmation de la direction ».	- Section 05.01.12

B. Bénéficiaires de la licence devant soumettre le package EqF09

Sauf exemption de l'exigence relative à l'équilibre financier, si le bénéficiaire de la licence réalise une des conditions décrites par les indicateurs 1 à 4 de l'article 62, il est considéré comme ayant franchi l'indicateur correspondant et doit préparer et soumettre les informations requises dans le package EqF09.

Tous les bénéficiaires de la licence doivent préparer et soumettre le package EqF09 dans le **délai d'octobre** afin que l'Administration de l'UEFA reçoive la documentation prévue, et notamment :

- **les informations relatives à l'équilibre financier pour T :**
 - les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet de la saison de licence doivent soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers audités ; et
 - les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet de la saison de licence (mais au plus tard le 31 décembre suivant) peuvent soumettre dans un premier temps les informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers non audités ;
- le cas échéant, le **tableau des contributions** ;
- le cas échéant, le **tableau concernant le facteur de transition**, pour les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010 ;
- **les informations financières prévisionnelles pour la période de reporting T+1** (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier), pour les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet.

En outre, les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T s'achève après le 31 juillet de la saison de licence (mais au plus tard le 31 décembre suivant) doivent soumettre une **version actualisée de leur package EqF09** dans le délai de mars, afin que l'Administration de l'UEFA ait reçu à cette date les documents suivants :

- **les informations actualisées relatives à l'équilibre financier pour T** basées sur les états financiers audités ;
- le **tableau des contributions actualisé** ; et
- **les informations financières prévisionnelles pour la période de reporting T+1** (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier).

Le bailleur de licence doit terminer ses procédures d'évaluation en tenant compte de cette version actualisée du package EqF09.

C. Informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T

Les chiffres devant être fournis dans le package EqF09 pour la période de reporting T doivent être basés sur les états financiers et/ou sur les pièces comptables sous-jacentes correspondants et doivent être rapprochés de ces chiffres.

Pour la soumission du package EqF09 en octobre, le fait que les informations relatives à l'équilibre financier soient basées sur des données historiques ou sur une combinaison de chiffres historiques et de chiffres budgétés, et qu'elles soient basées sur des informations financières auditées ou non auditées dépend de la date de bouclage de la période de reporting T du bénéficiaire de la licence.

Le délai pour la soumission des informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T dépend également de la date de bouclage de la période de reporting T du bénéficiaire de la licence.

- **Pour les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet :**
 - Au moment de leur soumission en octobre, les informations relatives à l'équilibre financier seront basées sur les états financiers historiques audités.
 - Lorsque les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T ont été préparées et soumises, le bénéficiaire de la licence doit saisir « 1 » pour confirmer que les chiffres sont basés sur les états financiers annuels audités.

- **Pour les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet (mais au plus tard le 31 décembre suivant) :**
 - Au moment de leur soumission en octobre, les informations relatives à l'équilibre financier seront basées sur une combinaison de chiffres historiques (audités ou non audités) et de chiffres budgétés.
 - Par exemple, un bénéficiaire de la licence dont la période de reporting T se termine le 31 décembre 2014 soumettra, en octobre 2014, des informations relatives à l'équilibre financier basées sur une combinaison de chiffres historiques (sur, par exemple, huit mois, au 31 août 2014) et de chiffres budgétés (sur, par exemple, quatre mois, au 31 décembre 2014).
 - Par la suite (au plus tard dans le délai de mars suivant), le bénéficiaire de la licence doit soumettre des informations relatives à l'équilibre financier pour T basées sur les états financiers historiques audités.
 - Le bailleur de licence fixe le délai de soumission et la documentation validée relative à la surveillance doit être soumise à l'Administration de l'UEFA au plus tard dans le délai fixé (à savoir le 16 mars 2015 pour la saison de licence 2014/15).
 - Si les chiffres pour la période de reporting T sont une combinaison de chiffres historiques et de chiffres budgétés, le bénéficiaire de la licence doit saisir dans les tableaux du compte de résultats et du tableau des flux de trésorerie le nombre de mois pour lesquels les chiffres sont réels/historiques et le nombre de mois pour lesquels ils sont budgétés.

T-1-LC	T-ACT-LC	T-BUD-LC	T-LC
			Please enter 1 in the pink cell to confirm that these amounts are audited
Number of months:		Number of months:	
9		3	

- Le bénéficiaire de la licence peut présenter séparément les chiffres pour les mois réels/historiques (basés sur les documents comptables correspondants) et les chiffres budgétés pour les mois restants (basés sur les informations budgétaires de la direction). Les chiffres figurant dans le tableau du bilan seront basés sur les informations budgétaires de la direction.
- Lorsque la version actualisée des informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T a été préparée et soumise, le bénéficiaire de la licence doit saisir « 1 » pour confirmer que les chiffres sont désormais basés sur les états financiers annuels audités. Le bénéficiaire de la licence doit alors saisir les chiffres réels/historiques dans tous les tableaux correspondants, sur la base des états financiers annuels audités et des pièces comptables sous-jacentes.

T-1-LC	T-ACT-LC	T-BUD-LC	T-LC
			Please enter 1 in the pink cell to confirm that these amounts are audited
Number of months:		Number of months:	
12			1

- Afin de lever toute ambiguïté, lorsque les informations actualisées relatives à l'équilibre financier sont soumises pour la période de reporting T sur la base des états financiers annuels audités, il ne faut saisir aucun chiffre dans les colonnes des tableaux du compte de résultats et du tableau des flux de trésorerie réservées aux chiffres budgétés.

D. Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées

Annexe X, lettre D :

2. Les contributions d'actionnaires sont constituées de paiements en vue de l'acquisition de parts du capital social ou du compte de réserves de primes d'émission. Il s'agit d'investissements dans des instruments de capitaux propres en qualité d'actionnaires.
3. Les contributions de parties liées incluent :
 - a) les contributions en capital de parties liées, à savoir les dons sans condition faits à l'entité présentant les états financiers par une partie liée qui augmentent les fonds propres de l'entité en question sans obligation de remboursement ni contrepartie d'aucune sorte. Par exemple, une déclaration de renonciation à une dette interne ou d'une partie liée constitue une contribution en capital, car il en résulte une augmentation des fonds propres ; et/ou
 - b) les transactions financières de parties liées, sachant que le montant à considérer au titre de contribution équivaut à la différence entre les recettes réelles au cours d'une période de reporting et la juste valeur de la/des transaction(s) au cours de cette période établie dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier. Le montant doit avoir été reçu par l'entité présentant les états financiers. Il ne doit pas s'agir d'une promesse ni d'un engagement de la partie liée.
4. Les types de transactions suivants ne sont pas des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées :
 - i) les mouvements positifs dans les actifs/passifs résultant d'une réévaluation ;
 - ii) la création de nouvelles réserves ou l'augmentation des réserves dans le bilan lorsqu'il ne s'agit pas d'une contribution d'actionnaires ;
 - iii) une transaction suite à laquelle l'entité présentant les états financiers a une responsabilité, c'est-à-dire qu'elle a l'obligation d'agir d'une certaine manière ou d'exécuter certaines opérations ;
 - iv) les contributions de propriétaires dans le cadre d'instruments classés en tant que passifs.

Que les contributions soient reconnues ou non dans les états financiers annuels d'une entité, le montant qui peut être reconnu dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier ne doit pas être supérieur à la valeur monétaire pour l'entité.

Afin de lever toute ambiguïté, une déclaration d'intention ou l'engagement à verser une contribution ne suffit pas pour que celle-ci soit prise en considération, et il ne peut pas être exigé de l'entité qu'elle rembourse le montant de trésorerie ou les autres ressources reçus.

Si un bénéficiaire de la licence a reçu des services d'une partie liée qui ont été ajustés à la hausse (voir **appendice V, lettre C**), la différence entre le montant comptabilisé et la juste valeur peut être présentée comme contribution et les détails devraient figurer dans le tableau « Contributions », sous « Contributions en capital d'une partie liée ».

Si un bénéficiaire de la licence présente des recettes provenant d'une transaction avec une partie liée qui ont été ajustées à la baisse (voir **appendice V, lettre C**), la différence entre le montant effectif et la juste valeur peut être présentée comme contribution et les détails devraient figurer dans le tableau « Contributions », sous « Transactions financières d'une partie liée ».

1. Date de versement des contributions

Article 61 :

3. Les contributions d'actionnaires et/ou de parties liées sont prises en considération lors de la détermination de l'écart acceptable si elles ont été versées et enregistrées :
 - a) dans les états financiers d'une des périodes de reporting T, T-1 ou T-2 ; ou
 - b) dans les comptes annuels jusqu'au 31 décembre de l'année de la période de reporting T.

Il incombe au bénéficiaire de la licence de démontrer la nature de la transaction, qui doit avoir été entièrement réalisée et n'avoir été assortie d'aucune condition. Une déclaration d'intention ou l'engagement d'un propriétaire à verser une contribution ne suffit pas pour que celle-ci soit prise en considération.
4. Si les contributions d'actionnaires et/ou de parties liées réalisées jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA commencent sont enregistrées au cours de la période de reporting T+1 du club et ont été prises en compte pour déterminer l'écart acceptable pour la période de surveillance (périodes de reporting T-2, T-1 et T) évaluée au cours de la saison de licence commençant lors de cette même année civile, pour les périodes de surveillance suivantes, ces contributions seront considérées comme ayant été enregistrées au cours de la période de reporting T.

Concernant les contributions réalisées entre la date de clôture de la période de reporting T et le 31 décembre (de l'année au cours de laquelle les compétitions de l'UEFA ont commencé), le bénéficiaire de la licence peut choisir que tout ou partie de ces contributions soient prises en compte pour déterminer l'écart acceptable pour la période de surveillance évaluée au cours de la saison de licence qui a commencé lors de cette même année civile. En effet, dans le cadre du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, ces contributions reconnues dans leurs états financiers pour la période de reporting T+1 sont traitées comme si elles avaient été réalisées lors de la période de reporting T.

Comme prévu à l'article 61, alinéa 4, si un bénéficiaire de la licence traite tout ou partie de ses contributions de cette manière, lors de l'évaluation des périodes de surveillance suivantes, les montants en question seront traités comme s'ils avaient été réalisés au cours de la période de reporting T couverte par les états financiers (qui deviendra T-1 la saison suivante, et ainsi de suite).

Exemple :

- L'entité A a une date de clôture statutaire au 30 juin.

Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier pour la période de surveillance évaluée lors de la saison de licence 2014/15 :

Période de reporting	T-2	T-1	T	T+1
Fin de l'exercice	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2015
Contributions effectives (en millions d'euros)	5	5	5	5*
Contributions prises en considération pour la période de surveillance évaluée en 2014/15 (en millions d'euros)	5	5	5 + 5*	n/a

* Les contributions de EUR 5 millions versées au cours de la période de reporting s'achevant le 30 juin 2015 (T+1) ont en fait été réalisées et reconnues avant le 31 décembre 2014 (soit l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA ont commencé) et le bénéficiaire de la licence a choisi qu'elles soient prises en considération pour la période de surveillance évaluée au cours de la saison de licence 2014/15 (c'est-à-dire qu'elles soient traitées comme si elles avaient été réalisées au cours de la période de reporting T couverte par les états financiers au 30 juin 2014). Par conséquent, le total des contributions à prendre en considération pour la période de surveillance évaluée en 2014/15 est de EUR 20 millions.

Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier évaluée lors de la saison de licence suivante, à savoir 2015/16 :

Période de reporting	T-3	T-2	T-1	T	T+1
Fin de l'exercice	30 juin 2012	30.06.2013	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2016
Contributions effectives (en millions d'euros)	5	5	5	5	0
Contributions prises en considération pour la période de surveillance évaluée en 2015/16 (en millions d'euros)	Non applicable	5	10**	0	0

** Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier pour la période de surveillance évaluée lors de la saison de licence 2015/16, les contributions de EUR 5 millions réalisées et reconnues entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2014 et prises en considération pour déterminer l'écart acceptable pour la période de surveillance évaluée au cours de la saison de licence 2014/15 doivent être traitées comme si elles avaient été réalisées au cours de la période de reporting s'achevant le 30 juin 2014 (qui est désormais la période de reporting T-1).

2. Informations à présenter dans le tableau des contributions du package EqF09

Les informations suivantes doivent être présentées dans le tableau des contributions :

- **pour les contributions d'actionnaires:**
 - le nom de l'actionnaire,
 - la date de la transaction,
 - le type de contribution (p. ex. montant de trésorerie, déclaration de renonciation à une dette ou autre),
 - les éventuels commentaires explicatifs, et
 - le montant alloué à la période de reporting en question ;
- **pour les contributions en capital de parties liées:**
 - le nom de la partie liée,
 - la date de la transaction,
 - le type de contribution (p. ex. montant de trésorerie, déclaration de renonciation à une dette ou autre),
 - les éventuels commentaires explicatifs, et
 - le montant alloué à la période de reporting en question ; et
- **pour les transactions financières de parties liées:**
 - le poste du compte de résultats où figure la transaction en question,
 - la date de la transaction,
 - le nom de la partie liée,
 - la nature de la transaction, et
 - le montant alloué à la période de reporting en question, ce dernier correspondant à la différence entre le montant enregistré dans le compte de résultats et la juste valeur de la transaction. Ces détails doivent correspondre aux informations figurant dans le tableau séparé pour les transactions entre parties liées (voir **appendice V, lettre C**).

Le montant pour chaque période de reporting doit être présenté séparément pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T (ainsi que tout montant versé et reconnu avant le 31 décembre de la période T+1 que le bénéficiaire de la licence choisit de traiter comme s'il avait été réalisé au cours de la période de reporting T). Ces montants doivent être indiqués dans le tableau dans la monnaie de présentation de l'entité et en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche.

Dans le tableau des contributions, les informations saisies sont incluses dans un tableau récapitulatif. Le cas échéant, le montant total des contributions présentées pour chaque période de reporting est converti en euros au taux moyen en vigueur pour la période de reporting en question. Le montant total des contributions présentées est ensuite utilisé dans le cadre de l'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier.

Contributions

Reporting period	T	T-1	T-2	Total
Contributions from equity participants				
Capital contributions from related party				
Income transactions from related party				
Total contributions - LC				
Total contributions - EUR				

"Contributions from equity participants" -
Share capital increase by shareholders

Name of equity participants	Date (DD/MM/YYYY)	Type of consideration	Other comments	Amount - T (LC) (Including amounts from T+1 to be included in T)	Amount - T-1 (LC)	Amount - T-2 (LC)
Total						

"Capital contributions"
Gifts / donations from a related party

Name of related party	Date (DD/MM/YYYY)	Type of consideration	Other comments	Amount - T (LC) (Including amounts from T+1 to be included in T)	Amount - T-1 (LC)	Amount - T-2 (LC)
Total						

Difference of Income / Expenses transactions with a related party compared to the Fair Value

Describe account line	Date (DD/MM/YYYY)	Name of related party	Nature of the transaction	Amount - T (LC) (Including amounts from T+1 to be included in T)	Amount - T-1 (LC)	Amount - T-2 (LC)
Total						

E. Écart acceptable

Article 61, alinéas 1 et 2 : L'écart acceptable est le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum qu'un club peut présenter sans violer l'exigence relative à l'équilibre financier définie à l'article 63.

Cet écart acceptable s'élève à EUR 5 millions. Il peut cependant dépasser ce seuil jusqu'à hauteur des montants suivants si ce dépassement est entièrement couvert par des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées :

- EUR 45 millions pour la période de surveillance évaluée au cours des saisons de licence 2013/14 et 2014/15 ;
- EUR 30 millions pour la période de surveillance évaluée au cours des saisons de licence 2015/16, 2016/17 et 2017/18 ;
- un montant inférieur tel que décidé en temps utile par le Comité exécutif de l'UEFA pour les périodes de surveillance évaluées au cours des saisons de licence suivantes.

Pour les périodes de surveillance évaluées au cours des saisons de licence 2013/14 et 2014/15, l'écart acceptable maximum (c'est-à-dire le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire maximum) s'élève à EUR 45 millions, dans la mesure où le dépassement des EUR 5 millions est couvert par des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées.

Si la période de reporting du bénéficiaire de la licence est supérieure ou inférieure à 12 mois, l'écart acceptable est ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période de surveillance. Des directives complémentaires figurent à l'**appendice VII**.

Exemples :

Exemples de bénéficiaires de la licence (en millions d'euros)	A	B	C	D	E	F	G
Contributions	0	10	20	30	40	50	100
Écart acceptable maximum	5	15	25	35	45	45	45

- Le bénéficiaire de la licence de l'exemple E présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire de EUR 45 millions pour la période de surveillance. Le dépassement des EUR 5 millions est donc entièrement couvert par les contributions, de EUR 40 millions.
- Le bénéficiaire de la licence de l'exemple G, quant à lui, a reçu des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées à hauteur de EUR 100 millions, mais l'écart acceptable maximum s'élève à EUR 45 millions.

F. Tableau du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier

Le tableau du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier résume :

- les recettes déterminantes, les dépenses déterminantes et le résultat relatif à l'équilibre financier pour chacune des périodes de reporting T, T-1 et T-2 (dans la monnaie de présentation et en euros) ;
- le résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance couvrant les périodes de reporting T, T-1 et T-2 (dans la monnaie de présentation et en euros) ;
- le cas échéant, le résultat global relatif à l'équilibre financier excédentaire des périodes de reporting T-3 et T-4 (dans la monnaie de présentation et en euros) ; et
- le résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance (T, T-1 et T-2), ajusté, le cas échéant, au moyen de l'excédent des périodes de reporting T-3 et T-4 (dans la monnaie de présentation et en euros).

Remarque : pour les périodes de surveillance évaluées au cours des saisons de licence 2013/14, 2014/15 et 2015/16, les périodes de reporting T-2, T-3 et T-4 ne sont pas toutes applicables. Veuillez vous référer au tableau de la **section 5.1.7**.

Si le résultat global relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence est déficitaire pour la période de surveillance, ce déficit sera analysé en fonction de l'écart acceptable.

Dans le tableau du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier, ce résultat est analysé (en euros) :

- en calculant le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire qui dépasse EUR 5 millions ;
- en identifiant le montant des contributions d'actionnaires et/ou de parties liées réalisées durant la période considérée. Le montant maximal des contributions équivaut à la différence entre l'écart acceptable maximum et EUR 5 millions, c'est-à-dire :
 - EUR 40 millions au maximum pour les saisons de licence 2013/14 et 2014/15, et
 - EUR 25 millions au maximum pour les saisons de licence 2015/2016, 2016/17 et 2017/18 ;
- en comparant le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant les EUR 5 millions et le montant des contributions.
 - Si le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire reste dans les limites de l'écart acceptable, l'exigence relative à l'équilibre financier est remplie.
 - Si le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépasse l'écart acceptable, l'exigence relative à l'équilibre financier n'est pas remplie.

Si la période de reporting du bénéficiaire de la licence est supérieure ou inférieure à 12 mois, l'écart acceptable est ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période de surveillance (voir **appendice VII**). Afin de lever toute ambiguïté, le tableau du calcul du résultat relatif à l'équilibre financier est fourni dans la solution informatique OL/FPF afin d'aider les bénéficiaires de la licence à analyser leurs informations relatives à l'équilibre financier.

Break-even calculation						
For the monitoring period assessed in licence season 20XX/YY						
Summary of break-even results						
Relevant income	T-LC	T-1-LC	T-2-LC	AGG-LC	T-3-LC	T-4-LC
Relevant expenses						
Break-even result						
Summary of break-even results						
Relevant income	T-EUR	T-1-EUR	T-2-EUR	AGG-EUR	T-3-EUR	T-4-EUR
Relevant expenses						
Break-even result						
Assessment of break-even result relative to acceptable deviation						
Aggregate break-even result for T-2, T-1 and T	LC	EUR				
Aggregate break-even result (if applicable, adjusted for surplus in T-3 and T-4)						
If aggregate break-even deficit:						
Aggregate break-even deficit in excess of EUR 5 million						
Contributions from equity participants and/or related party(ies) (if applicable, up to EUR 40 million)						
Aggregate break-even deficit in excess of the acceptable deviation						

G. Scénarios possibles en matière d'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier

En résumé, il existe quatre scénarios possibles en matière d'évaluation de l'exigence relative à l'équilibre financier. Ces scénarios sont illustrés par les exemples ci-après.

Remarque : pour les périodes de surveillance évaluées au cours des saisons de licence 2014/15 et 2015/16, les périodes de reporting T-3 et T-4 ne sont pas toutes applicables. Veuillez-vous référer au tableau de la **section 5.1.7**.

Exemples :

À titre d'exemple, il est présumé que l'écart acceptable maximum est de EUR 45 millions, dans la mesure où le dépassement des EUR 5 millions est entièrement couvert par les contributions. Les chiffres sont exprimés en millions d'euros.

Scénario 1

Article 63, alinéa 1 : L'exigence relative à l'équilibre financier est remplie si aucun des indicateurs n'est franchi et si le bénéficiaire de licence présente un résultat relatif à l'équilibre financier excédentaire pour les périodes de reporting T-2 et T-1.

Exemple 1 : saison de licence 2014/15

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2012)	T-1 (2013)	T (2014)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	+2	+1	Non applicable
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	+3		
Conclusion : l'exigence est remplie Aucun indicateur n'est franchi et le résultat relatif à l'équilibre financier est excédentaire pour T-1 et T-2. Le bénéficiaire de la licence n'a donc pas besoin de soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T et l'exigence relative à l'équilibre financier est remplie.			

Scénario 2

Article 63, alinéa 2, lettre a : L'exigence relative à l'équilibre financier est remplie, même si un indicateur est franchi, si le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier excédentaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T.

Exemple 2 : saison de licence 2014/15

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2012)	T-1 (2013)	T (2014)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	+2	-1	+3
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	+4		
Conclusion : l'exigence est remplie L'équilibre financier est déficitaire pour T-1 (EUR 1 million) et le bénéficiaire de la licence doit donc soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour la période T. Le résultat global relatif à l'équilibre financier étant excédentaire, l'exigence relative à l'équilibre financier est remplie. .			

Scénario 3

Article 63, alinéa 2, lettre b : L'exigence relative à l'équilibre financier est remplie, même si un indicateur est franchi, si le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T qui se situe dans les limites de l'écart acceptable, après prise en compte de l'excédent éventuel pour les périodes de reporting T-3 et T-4.

Exemple 3a : saison de licence 2015/16

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2013)	T-1 (2014)	T (2015)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	-3	-2	-2
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	-7		
Résultat global relatif à l'équilibre financier excédentaire pour T-3 en 2012 (T-4 non applicable)	+3		
Résultat global relatif à l'équilibre financier (compte tenu de l'excédent pour T-3)	-4		
Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées	0		
Écart acceptable	-5		
Conclusion : l'exigence est remplie Le résultat global relatif à l'équilibre financier est déficitaire de EUR 4 millions, ce qui reste dans les limites de l'écart acceptable (EUR 5 millions) ; l'exigence relative à l'équilibre financier est donc remplie. .			

Exemple 3b : saison de licence 2014/15

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2012)	T-1 (2013)	T (2014)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	-15	-5	-5
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	-25		
Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées	22		
Écart acceptable	-27		
Conclusion : l'exigence est remplie Le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire (de EUR 25 millions) reste dans les limites de l'écart acceptable (- EUR 25 millions + EUR 22 millions = -EUR 3 millions) ; l'exigence relative à l'équilibre financier est donc remplie.			

Scénario 4

Article 63, alinéa 3 : L'exigence relative à l'équilibre financier n'est pas remplie si le bénéficiaire de la licence présente un résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire pour les périodes de reporting T-2, T-1 et T qui dépasse l'écart acceptable après prise en compte de l'excédent éventuel pour les périodes de reporting T-3 et T-4.

En d'autres termes, pour les périodes de surveillance évaluées en 2013/14 et en 2014/15, le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire :

- se situe entre EUR 5 millions et EUR 45 millions, mais le dépassement des EUR 5 millions n'est pas entièrement couvert par des contributions ; ou
- dépasse EUR 45 millions, quel que soit le montant des contributions éventuelles.

Exemple 4a : saison de licence 2014/15

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2012)	T-1 (2013)	T (2014)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	0	-10	-5
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	-15		
Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées	5		
Écart acceptable	-10		
Conclusion : l'exigence n'est pas remplie Le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire (de EUR 15 millions) dépasse l'écart acceptable (-EUR 15 millions + EUR 5 millions = -EUR 10 millions) ; l'exigence relative à l'équilibre financier n'est donc pas remplie.			

Exemple 4b : saison de licence 2014/15

Période de reporting (période de reporting s'achevant en)	T-2 (2012)	T-1 (2013)	T (2014)
Résultat annuel relatif à l'équilibre financier	0	-50	-30
Résultat global relatif à l'équilibre financier pour la période de surveillance	-80		
Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées	40 (contribution maximale)		
Écart acceptable	-45		
Conclusion : l'exigence n'est pas remplie Le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire (de EUR 80 millions) dépasse l'écart acceptable (-EUR 80 millions + EUR 40 millions = -EUR 40 millions) ; l'exigence relative à l'équilibre financier n'est donc pas remplie.			

H.

I. Informations financières prévisionnelles

1. Exigences relatives aux informations financières prévisionnelles

Dans le cadre de la procédure de surveillance, conformément à l'article 62, si le bénéficiaire de la licence franchit l'un des indicateurs 1 (poursuite de l'exploitation), 2 (fonds propres négatifs), 3 (résultat relatif à l'équilibre financier) ou 4 (arriérés de paiement), ou si l'ICFC en fait la demande, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles sous la forme prescrite (comme prévu dans le package EqF09) et dans le délai communiqué par le bailleur de licence.

Les informations financières prévisionnelles soumises dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs doivent respecter les principes suivants :

- utilisation de la même entité ou du même regroupement d'entités (c'est-à-dire du même périmètre de reporting) que celui utilisé par le bénéficiaire de la licence pour la période de reporting T (ou, le cas échéant, la période de reporting T-1) en rapport avec les informations relatives à l'équilibre financier, sauf si un changement intervient, auquel cas le bénéficiaire de la licence doit le notifier sans délai au bailleur de licence par écrit, conformément à l'article 67 du Règlement ;
- utilisation des mêmes méthodes comptables que celles appliquées pour la préparation des états financiers annuels, sous réserve des changements de méthodes comptables intervenus après la date des derniers états financiers, lesquels s'appliqueront aux prochains états financiers annuels ;
- utilisation de la même monnaie que celle utilisée pour les états financiers annuels précédents du bénéficiaire de la licence, arrondis au millier le plus proche ;
- base trimestrielle ;
- utilisation d'informations et d'hypothèses aussi actuelles et concrètes que possible. En d'autres termes, les informations financières prévisionnelles doivent être préparées durant le mois précédant la soumission ; et
- utilisation de la forme prescrite par les tableaux relatifs aux informations financières prévisionnelles contenus dans le package EqF09 de la solution informatique OL/FPF.

2. Délai de soumission des informations financières prévisionnelles

Le délai pour la soumission des informations financières prévisionnelles dépend de la date de bouclage de la période de reporting T du bénéficiaire de la licence.

- **Pour les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine au plus tard le 31 juillet :**
 - les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier) pour la période de reporting T+1 doivent être soumises d'ici au délai d'octobre.
- **Pour les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet (mais au plus tard le 31 décembre suivant) :**
 - les informations financières prévisionnelles (y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier) pour la période de reporting T+1 doivent être soumises en même temps que les informations relatives à l'équilibre financier pour la période de reporting T basées sur les états financiers audités (au plus tard dans le délai de mars suivant). Afin de lever toute ambiguïté, les bénéficiaires de la licence dont la période de reporting T se termine après le 31 juillet ne sont pas tenus de soumettre les informations financières prévisionnelles pour la période de reporting T+1 dans le délai d'octobre.

3. Période de reporting pour les informations financières prévisionnelles

Conformément à l'article 64, les informations financières prévisionnelles soumises dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs doivent couvrir la période de 12 mois commençant immédiatement après la date de clôture statutaire de la période de reporting T et doivent inclure des informations comparatives, à savoir les chiffres annuels pour la période de reporting T.

Exemples :

Exemple 1 : Dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs pour 2014/15, pour un bénéficiaire de licence avec une date de clôture statutaire au 30 juin 2014 (période de reporting T) :

- les informations financières prévisionnelles doivent couvrir la période de 12 mois entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2015 (période de reporting T+1) ;
- les chiffres comparatifs doivent couvrir la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (période de reporting T) et être basés sur les états financiers annuels audités.

Exemple 2 : Dans le cadre de la procédure de surveillance des clubs pour 2014/15, pour un bénéficiaire de licence avec une date de clôture statutaire au 31 décembre 2014 (période de reporting T) :

- les informations financières prévisionnelles doivent couvrir la période de 12 mois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 (période de reporting T+1) ;
- les chiffres comparatifs doivent couvrir la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 (période de reporting T).

4. Informations à soumettre

Les informations financières prévisionnelles doivent être préparées sur la base susmentionnée et saisies dans les tableaux suivants relatifs aux informations financières prévisionnelles (ci-après « tableau IFP »), comme prévu dans le package EqF09 :

- **Tableau IFP : compte de résultats**, à savoir le compte de résultats budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T et des notes explicatives incluant des hypothèses réalistes, les risques et une comparaison entre les chiffres des périodes de reporting T+1 et T. Ce tableau présente également le résultat relatif à l'équilibre financier calculé.
- **Tableau IFP : ajustements**. Afin de calculer le résultat relatif à l'équilibre financier pour la période de reporting T+1, des ajustements devront être budgétés/estimés et saisis dans ce tableau. Le résultat relatif à l'équilibre financier calculé pour T+1 est présenté dans le tableau IFP : compte de résultats.
- **Tableau IFP : bilan**, à savoir le bilan budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T et des notes explicatives incluant des hypothèses réalistes, les risques et une comparaison entre les chiffres des périodes de reporting T+1 et T.
- **Tableau IFP : tableau des flux de trésorerie**, à savoir le tableau des flux de trésorerie budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T et des notes explicatives incluant des hypothèses réalistes, les risques et une comparaison entre les chiffres des périodes de reporting T+1 et T.

Les informations comparatives pour la période de reporting T dans les tableaux IFP seront remplies automatiquement à partir des données saisies dans les tableaux séparés consacrés au compte de résultats, au bilan et au tableau des flux de trésorerie du package EqF09.

Le cas échéant, les chiffres seront automatiquement convertis de la monnaie de présentation en euros selon les taux de change indiqués dans la solution informatique OL/FPF.

5. Résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier

Si l'une des exigences liées à la surveillance des clubs n'est pas remplie, l'ICFC prend une décision compte tenu des autres facteurs définis à l'annexe XI, y compris le résultat prévisionnel relatif à l'équilibre financier.

L'ICFC peut également demander au bénéficiaire de la licence un plan d'activité à plus long terme afin de mieux comprendre la stratégie du club.

J. Facteur de transition, pour les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010

Le **package EqF09** comprend un tableau concernant le facteur de transition pour les joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010, que le bénéficiaire de la licence peut remplir s'il veut que ce facteur de transition soit pris en compte par l'ICFC conformément à l'annexe XI, alinéa 2 (à savoir pour les périodes de surveillance évaluées au cours des saisons 2013/14 et 2014/15).

1. Informations à saisir dans le tableau du facteur de transition

Le bénéficiaire de la licence doit déterminer le montant total approprié des prestations en faveur du personnel versées au cours de la période de reporting s'achevant en 2012 aux joueurs sous contrat avec le club avant le 1^{er} juin 2010 et dont le contrat couvrait (intégralement ou partiellement) l'exercice financier s'achevant en 2012.

Les informations suivantes doivent être présentées dans le tableau du facteur de transition du **package EqF09** de la solution informatique OL/FPF pour chaque joueur concerné :

- le nom du joueur ;
- pour les contrats de joueurs conclus avant le 1^{er} juin 2010 :
 - la date de début du contrat ; et
 - la date de fin (à savoir la date de fin établie avant tout changement intervenu depuis le 1^{er} juin 2010) ;
- le montant total des prestations en faveur du personnel pour le joueur concerné enregistrées au cours de la période de reporting s'achevant en 2012 ;
- pour les modifications de contrats intervenues depuis le 1^{er} juin 2010 :
 - la date de modification du contrat ;
 - la nouvelle date de fin du contrat ; et
- le montant des prestations en faveur du personnel enregistrées au cours de la période de reporting s'achevant en 2012 devant être incluses dans le calcul de ce facteur de transition. Ce montant doit exclure la valeur de toute hausse des prestations en faveur du personnel résultant d'une renégociation intervenue après le 1^{er} juin 2010.

Les montants doivent être indiqués dans la monnaie locale, en tant que chiffres positifs arrondis au millier le plus proche. Le cas échéant, le montant total des dépenses présentées sera converti en euros au taux moyen en vigueur pour la période de reporting du bénéficiaire de la licence s'achevant en 2012.

Exemples illustrant les éléments présentés dans le tableau du facteur de transition

Dans le cadre de ces exemples, la période de reporting financier du bénéficiaire de la licence couvre l'exercice s'achevant le 30 juin 2012 (exercice 2012).

- **Exemple 1 :** le contrat du joueur, conclu avant le 1^{er} juin 2010, couvre l'ensemble de la période de reporting du bénéficiaire de la licence qui s'achève en 2012, et il n'y a pas eu de renégociation du contrat depuis le 1^{er} juin 2010 (avant la fin de l'exercice 2012). Par conséquent, le montant total des prestations en faveur du personnel, de EUR 75 000, peut être inclus en tant que facteur de transition.
- **Exemple 2 :** le contrat du joueur, conclu avant le 1^{er} juin 2010, couvre l'ensemble de la période de reporting du bénéficiaire de la licence qui s'achève en 2012. Le contrat a été renégocié depuis le 1^{er} juin 2010 (le 1^{er} juillet 2011). D'après le nouveau contrat, les prestations en faveur du personnel dues au joueur pour 2012 ont augmenté, passant de EUR 75 000 à EUR 100 000. Par conséquent, le facteur de transition est de EUR 75 000, car le montant de la renégociation, de EUR 25 000, est exclu de ce montant.
- **Exemple 3 :** le contrat du joueur, conclu avant le 1^{er} juin 2010, couvre l'ensemble de la période de reporting du bénéficiaire de la licence qui s'achève en 2012. Le contrat a été renégocié depuis le 1^{er} juin 2010 (le 1^{er} juillet 2011). D'après le nouveau contrat, les prestations en faveur du personnel dues au joueur pour 2012 ont diminué, passant de EUR 100 000 à EUR 75 000. Par conséquent, le facteur de transition est de EUR 75 000.
- **Exemple 4 :** le contrat du joueur, conclu avant le 1^{er} juin 2010, couvre un seul mois de la période de reporting du bénéficiaire de la licence qui s'achève en 2012. Le contrat a été renégocié depuis le 1^{er} juin 2010 (le 1^{er} juillet 2011). D'après le nouveau contrat, les prestations en

2. Conditions à remplir

- a) le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant l'écart acceptable est dû uniquement au résultat annuel relatif à l'équilibre financier déficitaire pour la période de reporting s'achevant en 2012, c'est-à-dire que le résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant l'écart acceptable est inférieur ou égal au déficit pour la période de reporting s'achevant en 2012 ; et que
- b) le résultat relatif à l'équilibre financier déficitaire pour la période de reporting s'achevant en 2012 est dû uniquement à des contrats avec des joueurs qui ont été conclus avant le 1^{er} juin 2010, c'est-à-dire que les prestations en faveur du personnel dues pour 2012 aux joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin

2010 sont supérieures ou égales au montant du déficit pour la période de reporting s'achevant en 2012.

Compte tenu de la lettre (b) ci-dessus :

- (i) Le montant du facteur de transition est calculé comme le montant total des prestations en faveur du personnel versées au cours de la période de reporting s'achevant en 2012 aux joueurs sous contrat avec le club avant le 1^{er} juin 2010.
- (ii) Sont retenues dans le cadre de ce calcul les prestations en faveur du personnel découlant de contrats de joueurs, à l'exclusion de tout autre type de dépenses. Les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs (tels que les indemnités de transfert envers d'autres clubs, les primes versées aux agents ou l'amortissement des frais d'inscription des joueurs) ne sont pas pris en considération dans le cadre de ce facteur de transition.
- (iii) Si un contrat conclu avec un joueur avant le 1^{er} juin 2010 a été renégocié à tout moment après cette date, toute hausse de valeur de ce contrat résultant de cette renégociation n'est pas prise en considération dans le cadre de ce facteur de transition (toute baisse de valeur de ce contrat est toutefois prise en considération).
- (iv) Si un contrat conclu avec un joueur avant le 1^{er} juin 2010 a été renégocié à tout moment après cette date, toute baisse de valeur de ce contrat résultant de cette renégociation est prise en considération dans le cadre de ce facteur de transition.
- (v) Si un contrat conclu avec un joueur avant le 1^{er} juin 2010 devait expirer avant la période de reporting s'achevant en 2012 mais qu'il ait été renégocié après le 1^{er} juin 2010 afin de couvrir la période de reporting s'achevant en 2012, les prestations en faveur du personnel applicables à ce joueur en date du 1^{er} juin 2010 peuvent être prises en compte dans le cadre de ce facteur de transition (sauf si la valeur du contrat a baissé, comme expliqué sous iv) ci-dessus).

Exemples :

Nous vous présentons quelques exemples portant sur cinq clubs (A, B, C, D et E) évalués au cours de la saison de licence 2013/14.

Club	A	B	C	D	E
Résultat relatif à l'équilibre financier (EqF) déficitaire pour 2012	6	25	25	25	110
Résultat relatif à l'équilibre financier (EqF) déficitaire pour 2013	2	15	15	20	30
Résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire	8	40	40	45	140
Contributions d'actionnaires et/ou de parties liées (le cas échéant, jusqu'à EUR 40 millions)	0	30	30	20	40
Écart acceptable (EUR 5 millions + contributions)	5	35	35	25	45
Résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant l'écart acceptable	3	5	5	20	95

Condition 1 : une tendance positive ressort de ses résultats annuels relatifs à l'équilibre financier.

Tendance : 2013 par rapport à 2012	+4	+10	+10	+5	+80
Condition 1 (tendance positive) : ok ou non ?	✓	✓	✓	✓	✓

Condition 2 : la raison du résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant l'écart acceptable.

Résultat global relatif à l'équilibre financier déficitaire dépassant l'écart acceptable comparé au résultat relatif à l'EqF déficitaire pour 2012	$3 \leq 6$	$5 \leq 25$	$5 \leq 25$	$20 \leq 25$	$95 \leq 110$
Condition 2, critère a) (résultat global relatif à l'EqF déficitaire dû uniquement au déficit de 2012) : ok ou non ?	✓	✓	✓	✓	✓
Prestations en faveur du personnel pour 2012 dues aux joueurs sous contrat avant le 1 ^{er} juin 2010	3	30	10	30	120

Prestations en faveur du personnel pour 2012 dues aux joueurs sous contrat avant le 1 ^{er} juin 2010 comparées au résultat relatif à l'EqF déficitaire pour 2012	$3 < 6$	$30 \geq 25$	$10 < 25$	$30 \geq 25$	$120 \geq 110$
Condition 2, critère b) (résultat relatif à l'EqF déficitaire pour 2012 dû aux dépenses en 2012 pour des joueurs sous contrat avant le 1^{er} juin 2010) : ok ou non ?	x	✓	x	✓	✓
Condition 2 ok ou non ?	x	✓	x	✓	✓

APPENDICE VII : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EQF : PÉRIODES DE REPORTING AUTRES QUE 12 MOIS

A. Informations à soumettre par le bénéficiaire de la licence

Dans le cadre de l'exigence relative à l'équilibre financier, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations financières basées sur les états financiers audités et rapprochés de ces chiffres pour la période de reporting s'achevant pendant chaque année civile concernée, quelle que soit sa date de clôture statutaire.

Habituellement, la période de reporting du bénéficiaire de la licence couvre une période de douze mois et la date de clôture statutaire reste identique d'une année à l'autre.

Comme prévu à la **section 4.1.3**, le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que le mois de clôture de la période de reporting pré-rempli dans le package IC soit correct. Si tel n'est pas le cas, il doit prendre contact avec l'Administration de l'UEFA avant de saisir toute donnée.

Si le bénéficiaire de la licence modifie sa date de clôture statutaire et que, par conséquent, il n'a pas de date de clôture statutaire pour un exercice donné, il doit néanmoins préparer les états financiers audités pour la période de reporting s'achevant au cours de cette année civile.

Exemple :

- le bénéficiaire de la licence modifie sa date de clôture statutaire, la faisant passer du 31 décembre 2013 au 30 juin 2015, de sorte que les états financiers statutaires au 31 décembre 2013 couvriront 12 mois, et que les suivants, au 30 juin 2015, couvriront 18 mois.
- Le bénéficiaire de la licence ne dispose donc pas de date de clôture statutaire en 2014.
- Conformément à l'article 48 du Règlement, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre des états financiers supplémentaires pour la période intermédiaire dans les six mois précédant la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la licence (p. ex. pour la période intermédiaire s'achevant le 31 décembre 2014).

Par conséquent, les informations relatives à l'équilibre financier pour la saison de licence 2015/16 comprendront les éléments suivants :

- pour T-2, les informations portant sur les 12 mois au 31 décembre 2013 (basées sur les états financiers annuels audités) ;
- pour T-1, les informations portant sur les 12 mois au 31 décembre 2014 (basées sur les états financiers intermédiaires audités au 31 décembre 2014) ; et
- pour T, les informations pour les six mois au 30 juin 2015 (basées sur les états financiers audités pour les 18 mois au 30 juin 2015, ajustés à partir des états financiers intermédiaires au 31 décembre 2014).

B. Seuils flexibles pour l'exemption

Comme prévu à l'**appendice IX**, sauf autorisation spéciale accordée en vertu de l'article 15, le bénéficiaire de la licence ne peut être exempté que s'il apporte la preuve que ses recettes déterminantes et ses dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions pour chacune des deux périodes de reporting s'achevant lors des deux années précédant le début de la compétition interclubs de l'UEFA concernée.

Conformément à l'article 57 du Règlement, si la période de reporting est supérieure ou inférieure à 12 mois, le seuil de EUR 5 millions (recettes déterminantes/dépenses déterminantes) pour l'exemption est ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période concernée. Ce seuil adapté est ensuite comparé aux recettes déterminantes et aux dépenses déterminantes du bénéficiaire de la licence.

Après avoir soumis les informations relatives à l'équilibre financier, y compris les informations concernant la durée des périodes de reporting (telles qu'elles figurent dans le package IC), le bénéficiaire de la licence sera averti s'il doit soumettre des informations complémentaires.

C. Écart acceptable flexible

Conformément à l'approche évoquée ci-dessus, pour les périodes de surveillance portant sur une période de reporting supérieure ou inférieure à 12 mois, l'écart acceptable sera ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période de surveillance.

Exemple de période de reporting inférieure à 12 mois :

- Cet ajustement est illustré ci-dessous pour un bénéficiaire de la licence qui, suite à un changement de date de clôture statutaire, dispose d'une période de reporting de six mois en 2013 et, par conséquent, d'une période de surveillance de 18 mois, au lieu de 24, pour la première évaluation de l'équilibre financier, concernant la saison de licence 2013/14.
- Le niveau de l'écart acceptable, avec et sans contributions, est ajusté à la baisse pour les périodes de surveillance qui portent sur une période de reporting de moins de 12 mois :

As assessed in licence season:	Reporting periods (number of months)					Months in monitoring period	If no contributions, aggregate break-even deficit up to:	If excess over €5 million is covered by contributions, aggregate break-even deficit up to:
	31-Dec-12	30-Jun-13	30-Jun-14	30-Jun-15	30-Jun-16			
							€m	€m
2013/14	12	6				18	3.8	33.75
2014/15		6	12	12		30	4.2	37.5
2015/16			12	12	12	36	5.0	30.0

Exemple de période de reporting supérieure à 12 mois :

- L'illustration ci-dessous concerne un bénéficiaire de la licence qui, suite à un changement de date de clôture statutaire, dispose d'une période de reporting de 15 mois en 2013 et, par conséquent, d'une période de surveillance de 27 mois, au lieu de 24, pour la première évaluation de l'équilibre financier, concernant la saison de licence 2013/14.
- Le niveau de l'écart acceptable, avec et sans contributions, est ajusté à la hausse pour la période de surveillance, qui porte sur une période de reporting de plus de 12 mois :

As assessed in licence season:	Reporting periods (number of months)					Months in monitoring period	If no contributions, aggregate break-even deficit up to:	If excess over €5 million is covered by contributions, aggregate break-even deficit up to:
	31-May-12	31-Aug-13	31-Aug-14	31-Aug-15	31-Aug-16			
							€m	€m
2013/14	12	15				27	5.6	50.6
2014/15		15	12	12		39	5.4	48.8
2015/16			12	12	12	36	5.0	30.0

APPENDICE VIII : DIRECTIVES POUR LE PACKAGE EQF : TAUX DE CHANGE (MONNAIE AUTRE QUE L'EURO)

A. Taux de change applicables

Si les **informations financières du bénéficiaire de la licence sont libellées dans une monnaie autre que l'euro**, les chiffres pertinents sont convertis en euros au **taux de change moyen en vigueur lors de la période de reporting** (ou à la date d'évaluation du package AP), au moyen des taux de change publiés par la Banque centrale européenne ou par une autre source appropriée si le taux applicable n'est pas publié par la Banque centrale européenne.

Comme prévu à la **section 4.1.3**, le bénéficiaire de la licence doit s'assurer que les informations pré-remplies dans le package IC concernant la monnaie du club soient correctes. Si tel n'est pas le cas, il doit prendre contact avec l'Administration de l'UEFA avant de saisir toute donnée.

Pour les périodes historiques couvrant T-2, T-1 et T, la monnaie locale est convertie en euros au taux de change moyen en vigueur lors de la période. Pour les périodes de reporting non achevées (p. ex. T+1 et, dans certains cas, T), il convient d'utiliser les derniers taux de change disponibles et de faire une extrapolation sur 12 mois.

B. Impact des fluctuations du taux de change

Chaque entité présentant les états financiers a choisi une monnaie de présentation pour ses états financiers annuels. Néanmoins, elle peut réaliser des transactions dans d'autres monnaies et/ou avoir des activités à l'étranger. Chaque entité doit prendre en compte toute différence de taux de change dans ses états financiers annuels, conformément aux normes comptables applicables. Ces différences n'entrent pas dans l'« autre facteur » défini à l'annexe XI, sous « impact des fluctuations du taux de change ».

Cet autre facteur se réfère uniquement à l'impact des fluctuations du taux de change sur le résultat relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence libellé en euros pour une période donnée.

Le résultat relatif à l'équilibre financier pour une période de reporting, tel qu'il est calculé dans la monnaie de présentation de l'entité présentant les états financiers, sera converti en euros au taux de change moyen applicable à la période de reporting, conformément à l'article 57, alinéa 3. Si les fluctuations du taux de change ont eu un impact défavorable sur le résultat relatif à l'équilibre financier du bénéficiaire de la licence libellé en euros pour une période de reporting ou sur le résultat global pour une période de surveillance par rapport à la monnaie utilisée par le club pour ses états financiers annuels, l'impact de ces fluctuations sera pris en compte.

Exemples :

- Dans les exemples ci-dessous, le bénéficiaire de la licence respecte l'exigence relative à l'équilibre financier en utilisant sa monnaie de présentation dans les scénarios 1 et 2. Cependant, en raison de fluctuations défavorables du taux de change entre la monnaie de présentation et l'euro durant la période T dans le scénario 2, le bénéficiaire de la licence ne respecte pas l'exigence relative à l'équilibre financier en euros. Si le taux de change était resté à 1.50 au cours de la période de reporting T, comme dans le scénario 1, le club aurait respecté cette exigence en euros.
- Cet impact défavorable des fluctuations du taux de change avec l'euro sera pris en considération.

Scénario 1

Période de reporting	T-2	T-1	T	Résultat global pour la période de surveillance
Résultat relatif à l'équilibre financier en monnaie locale	-16 000	5000	11 000	0
Taux de change	1,5	1,5	1,5	n/a
Résultat relatif à l'équilibre financier (en milliers d'euros)	-24 000	7500	16 500	0

Scénario 2 :

Période de reporting	T-2	T-1	T	Résultat global pour la période de surveillance
Résultat relatif à l'équilibre financier en monnaie locale	-16 000	5000	11 000	0
Taux de change	1,5	1,5	1,0	n/a
Résultat relatif à l'équilibre financier (en milliers d'euros)	-24 000	7500	11 000	-5500

APPENDICE IX : DIRECTIVES RELATIVES À L'EXEMPTION DE L'EXIGENCE RELATIVE À L'ÉQUILIBRE FINANCIER

A. Base pour l'exemption de l'exigence relative à l'équilibre financier

Article 57, alinéa 2 : Les clubs suivants sont exemptés de l'exigence relative à l'équilibre financier :

- a) tout club qui se qualifie pour une compétition interclubs de l'UEFA sur la base de ses performances sportives et bénéficie d'une autorisation spéciale au sens de l'article 15 du Règlement ;
- b) tout bénéficiaire de la licence qui apporte la preuve que ses recettes et ses dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions pour chacune des deux périodes de reporting s'achevant lors des deux années précédant le début des compétitions interclubs de l'UEFA. Ces exemptions sont prononcées par l'ICFC et ont un caractère définitif.

B. Autorisations spéciales

L'article 15 et l'annexe IV prévoient que, sur la base de l'application à titre extraordinaire de la procédure d'octroi de licence aux clubs, l'UEFA peut accorder une autorisation spéciale permettant à un club de participer à la compétition interclubs de l'UEFA correspondante. Ce club est alors exempté de l'exigence relative à l'équilibre financier pour la saison de licence concernée et n'est pas tenu de préparer ni de soumettre les informations relatives à l'équilibre financier, sauf si l'ICFC lui en fait la demande.

C. Bénéficiaires de la licence dont les recettes et les dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions

Tous les bénéficiaires de la licence qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA et qui ne sont pas exemptés de l'exigence relative à l'équilibre financier en vertu d'une autorisation spéciale accordée en application de l'article 15 du Règlement doivent préparer et soumettre le package IC et le package EqF06 de la solution informatique OL/FPF.

Pour prouver que ses recettes déterminantes et ses dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions, le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre les informations relatives à l'équilibre financier pour chacune des périodes de reporting T-1 et T-2 (si elles n'ont pas déjà été soumises), comme indiqué dans les tableaux suivants du package EqF06 :

- poursuite de l'exploitation et fonds propres négatifs,
- compte de résultats,
- ajustements,
- bilan,
- tableau des flux de trésorerie, et
- lettre d'affirmation de la direction.

Conformément à l'article 57, si la période de reporting est supérieure ou inférieure à 12 mois, le seuil de EUR 5 millions (recettes déterminantes/dépenses déterminantes) pour l'exemption est ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la durée de la période concernée. Ce seuil adapté est ensuite comparé aux recettes déterminantes et aux dépenses déterminantes du bénéficiaire de la licence. Voir directives de l'**appendice VII**.

Les recettes et les dépenses déterminantes pour une période de reporting sont calculées dans la solution informatique OL/FPF sur la base des chiffres saisis par le bénéficiaire de la licence dans les tableaux du compte de résultats et des ajustements.

Après avoir soumis les informations relatives à l'équilibre financier, y compris les informations concernant la durée des périodes de reporting (telles qu'elles figurent dans le package IC), le bénéficiaire de la licence sera averti s'il doit soumettre des informations complémentaires.

APPENDICE X : DIRECTIVES RELATIVES À L'OBLIGATION DE NOTIFIER LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Conformément à l'article 67 du Règlement, le bénéficiaire de la licence doit notifier au bailleur de licence, sans délai et par écrit, tout changement important, notamment tout événement postérieur de grande importance économique, jusqu'à la fin de la saison de licence.

Exemples d'événements ou de conditions pouvant être considérés, individuellement ou collectivement, comme un changement important :

- toute modification de la forme juridique ou de la structure de société du bénéficiaire de la licence (y compris tout changement de siège social, de nom ou de couleurs du club, et tout transfert des prises de participation entre différents clubs) ;
- toute modification du périmètre de reporting ;
- tout changement important des méthodes comptables par rapport à celles utilisées pour les états financiers annuels audités soumis dans le cadre de l'octroi de licence aux clubs ;
- toute violation par le bénéficiaire de licence d'une condition relative à l'octroi de la licence ;
- toute violation par le bénéficiaire de la licence de l'une des obligations auxquelles il est soumis en vertu du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs ;
- tout emprunt à terme fixe arrivant à échéance, sans perspective réaliste de reconduction ou de remboursement ;
- toute indication de retrait du soutien financier apporté par l'un des bailleurs de fonds importants du club, y compris la violation d'un/de contrat(s) ;
- la découverte d'une fraude ou d'erreurs significatives montrant que les états financiers sont inexacts ;
- toute décision rendue dans le cadre d'une procédure judiciaire contre le club ayant des conséquences financières auxquelles l'entité ne peut probablement pas faire face ;
- tout exercice de responsabilités de direction générale du bénéficiaire de la licence par une/des personnes(s) ayant fait l'objet d'une nomination externe, dans le cadre de procédures judiciaires ou d'insolvabilité ;
- toute forme d'insolvabilité et/ou de liquidation potentielle.

APPENDICE XI : SOLUTION INFORMATIQUE OL/FPF : CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Solution informatique OL/FPF

- 1.1. L'UEFA a mis en place un système (appelé ci-après « **solution informatique OL/FPF** ») dans le but de rassembler et de partager des informations et des documents avec les associations membres de l'UEFA ou leur ligue affiliée (ci-après « **bailleurs de licence** ») et avec les clubs affiliés à ces bailleurs de licence (ci-après « **clubs** ») dans le cadre de l'introduction, l'évaluation et l'application (ci-après l'« **objectif autorisé** ») prévues par le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (ci-après « **Règlement** ») et de la manière décrite au paragraphe 6.2 ci-dessous. L'URL de la solution informatique OL/FPF est la suivante : <https://CL/FFP.uefa.ch/fcprod/>. Elle peut être modifiée par l'UEFA selon sa libre appréciation.
- 1.2. L'accès à la solution informatique OL/FPF est réservé aux utilisateurs enregistrés. Dans les présentes conditions générales, le terme d'« **utilisateurs enregistrés** » fait référence aux personnes suivantes :
- clubs ;
 - bailleurs de licence ; et
 - UEFA. Dans le cadre des présentes conditions générales, l'« **UEFA** » désigne l'Union des Associations Européennes de Football, Route de Genève 46, CH-1260 Nyon 2, Suisse, et comprend, sans restriction, tous les représentants et employés de l'UEFA responsables du Règlement et/ou de la solution informatique OL/FPF, les membres de l'Instance de contrôle financier des clubs (ci-après « **ICFC** ») et les tiers autorisés qui travaillent au nom de l'UEFA dans le cadre du Règlement.

2. Acceptation

Veuillez lire attentivement les présentes conditions générales. En accédant à la solution informatique OL/FPF, l'utilisateur enregistré signifie qu'il comprend et accepte les présentes conditions générales. Si un utilisateur enregistré n'accepte pas les présentes conditions générales, il ne doit pas accéder à la solution informatique OL/FPF et notifier au plus vite son refus à l'UEFA. Tout utilisateur enregistré doit accepter en tout temps les présentes conditions générales.

3. Modifications

- 3.1. Sous réserve du paragraphe 3.2, toute modification et/ou actualisation des présentes conditions générales sera notifiée aux utilisateurs enregistrés concernés et/ou signalée dans la solution informatique OL/FPF.
- 3.2. L'UEFA accepte de consulter les utilisateurs enregistrés concernés avant d'introduire toute modification et/ou actualisation qui (de l'avis raisonnable de l'UEFA) élargisse la définition des objectifs autorisés et/ou accroisse les responsabilités des clubs et/ou des bailleurs de licence en vertu des présentes conditions générales.

4. Octroi de droits et contrôle d'accès

- 4.1. Sous réserve du respect par l'utilisateur enregistré des présentes conditions générales, l'UEFA lui accorde un droit non exclusif d'accès à la solution informatique OL/FPF et d'utilisation de cette solution dans le cadre de l'objectif autorisé.
- 4.2. Les droits accordés à l'utilisateur enregistré sont personnels et ne peuvent pas être vendus, attribués, transmis ou cédés de quelque manière que ce soit par l'utilisateur enregistré sans l'accord préalable écrit de l'UEFA.
- 4.3. L'accès de l'utilisateur enregistré à la solution informatique OL/FPF et son utilisation de cette solution sont sujets à la procédure d'authentification de l'UEFA.
- Chaque club et/ou bailleur de licence (selon le cas) doit notifier à l'UEFA, par courrier postal, la personne qu'il souhaite autoriser en son nom dans le cadre des présentes conditions générales (ci-après « **personne autorisée** »). Une fois approuvée par l'UEFA, chaque personne autorisée se verra attribuer : (i) un nom d'utilisateur unique et (ii) un mot de passe unique, choisis par l'UEFA (ci-après les « **éléments d'identification** »).
 - Si le bailleur de licence souhaite que l'UEFA accepte des notifications de personnes autorisées uniquement de certains représentants désignés, il doit en avertir l'UEFA par écrit.

- L'UEFA confirmera rapidement l'enregistrement de personnes autorisées supplémentaires d'un utilisateur enregistré (par l'intermédiaire du représentant désigné par cet utilisateur enregistré) après l'inscription de ces personnes.
- Chaque personne autorisée devra choisir un mot de passe unique personnel lorsqu'elle se connectera pour la première fois à la solution informatique OL/FPF. Chaque club et chaque bailleur de licence recevra un nom d'utilisateur et un mot de passe uniques. Chaque club ou bailleur de licence peut utiliser le même nom d'utilisateur et le même mot de passe pour permettre à plusieurs utilisateurs autorisés supplémentaires de bénéficier simultanément d'un accès « en lecture seule » de la solution informatique OL/FPF. Toute utilisation de la solution informatique OL/FPF par de tels utilisateurs supplémentaires se fait au nom de l'utilisateur enregistré correspondant.
- L'utilisateur enregistré doit notifier sans délai à l'UEFA tout changement d'identité ou de statut de toute personne autorisée par courrier postal au moyen du formulaire joint aux présentes conditions générales, et prévenir immédiatement l'UEFA s'il sait ou s'il a des raisons de soupçonner que des éléments d'identification sont arrivés à la connaissance d'une personne autre que la personne autorisée correspondante. Si l'UEFA sait ou a des raisons de soupçonner que des éléments d'identification sont arrivés à la connaissance d'une personne autre que la personne autorisée correspondante, elle doit prévenir immédiatement l'utilisateur enregistré concerné.

4.4. L'utilisateur enregistré (y compris, aux fins de clarification, l'UEFA) :

- a) est responsable de toute utilisation de la solution informatique OL/FPF par ses personnes autorisées et de toutes les activités liées à l'utilisation des éléments d'identification correspondants, que cette utilisation soit ou non le fait de ses personnes autorisées ;
- b) doit s'assurer à tout moment que les éléments d'identification soient gardés confidentiels et ne soient divulgués à aucun tiers. Si des éléments d'identification sont divulgués à un tiers ou arrivent à la connaissance d'un tiers (ou s'il y a des raisons de soupçonner qu'ils ont été divulgués à un tiers ou qu'ils sont arrivés à la connaissance d'un tiers), la personne autorisée correspondante doit immédiatement modifier son mot de passe et (le cas échéant) demander une modification de son identification par l'UEFA ;
- c) doit utiliser la solution informatique OL/FPF uniquement d'une manière cohérente avec les présentes conditions générales, respecter les procédures raisonnables communiquées par l'UEFA ou en son nom et suivre toute autre instruction raisonnable fournie ponctuellement par l'UEFA ;
- d) doit s'assurer que ses personnes autorisées respectent les dispositions sous b) et c) ci-dessus ; et
- e) respecte à tout moment la législation et la réglementation en vigueur concernant l'utilisation de la solution informatique OL/FPF.

4.5. Dans le cadre des présentes conditions générales, toute utilisation de la solution informatique OL/FPF par l'intermédiaire des éléments d'identification (y compris en lecture seule, comme décrit ci-dessus) sera considérée comme effectuée par l'utilisateur enregistré correspondant. Par conséquent, si toute personne utilisant les éléments d'identification d'une personne autorisée enfreint toute disposition des présentes conditions générales, cette violation sera considérée comme une violation par l'utilisateur enregistré correspondant (même si la personne concernée n'est pas une personne autorisée agissant au nom de l'utilisateur enregistré). Nonobstant ce qui précède et afin de lever toute ambiguïté, les bailleurs de licence et/ou les clubs ne sont pas responsables de toute violation des présentes conditions générales par l'UEFA et/ou par un autre utilisateur enregistré.

4.6. Les clubs, les bailleurs de licence, l'UEFA et/ou leurs personnes autorisées reconnaissent et acceptent que tout droit dont ils disposent ne peut être exercé à l'encontre ni d'un autre utilisateur enregistré ni de leurs personnes autorisées, sauf dans la mesure prévue par la législation applicable.

4.7. L'UEFA se réserve le droit de refuser, retirer et/ou suspendre l'accès de tout utilisateur enregistré et/ou de toute personne autorisée s'il établit, à sa seule discrétion, que cet accès est ou peut porter atteinte aux intérêts de l'UEFA, au Règlement et/ou à la solution informatique OL/FPF.

5. Exigences techniques

L'utilisateur enregistré est responsable : (a) de s'assurer que son système informatique remplisse toutes les spécifications requises et de prendre toutes les mesures de sécurité raisonnables ; et (b) de prendre toutes les dispositions nécessaires en matière de sauvegarde et de restauration. Les spécifications nécessaires pour la solution informatique OL/FPF seront communiquées par l'UEFA aux autres utilisateurs enregistrés.

6. Confidentialité et sécurité

- 6.1 L'utilisateur enregistré est responsable d'appliquer la législation sur la protection des données à laquelle il est soumis. À cet égard, l'UEFA doit respecter la *Loi fédérale sur la protection des données* lorsqu'elle compile et traite les données et les informations d'identification personnelles.
- 6.2 L'accès à la solution informatique OL/FPF est restreint par des mesures de sécurité appropriées (y compris l'utilisation des éléments d'identification susmentionnés). Dans ce cadre, la solution informatique OL/FPF est conçue dans les buts suivants :
- fournir à chaque club (et à ses personnes autorisées) uniquement l'accès à ses propres contenus (tels que définis ci-après) ;
 - fournir à chaque bailleur de licence (et à ses personnes autorisées) uniquement l'accès aux contenus de ses clubs affiliés ; et
 - fournir à l'UEFA les droits d'accès raisonnablement requis par l'UEFA en relation avec l'objectif autorisé.

7. Compilation et utilisation des informations

- 7.1 L'UEFA compile des informations d'identification personnelles lorsqu'un utilisateur enregistré/une personne autorisée s'enregistre dans la solution informatique OL/FPF et lorsqu'un utilisateur enregistré/une personne autorisée saisit et/ou modifie des contenus dans la solution informatique OL/FPF. Des informations d'identification personnelles sont également compilées pour identifier un utilisateur enregistré/une personne autorisée dans la solution informatique OL/FPF et pour permettre à un utilisateur enregistré/une personne autorisée d'accéder aux informations et aux sections spécifiques auxquelles il a accès.
- 7.2 L'UEFA reçoit et conserve automatiquement, sur son serveur, des données en provenance du navigateur de l'utilisateur enregistré, y compris son adresse de protocole Internet (adresse IP), qui identifie son ordinateur, les informations de cookies de l'UEFA et les pages consultées. Ces informations peuvent être utilisées pour contribuer à l'identification et à l'éradication et/ou au retraçage et/ou à la documentation de tout abus éventuel et/ou de toute utilisation abusive éventuelle du système.
- 7.3 L'UEFA peut utiliser les contenus des clubs uniquement :
- dans le cadre de l'objectif autorisé (y compris en relation avec la publication des décisions de l'ICFC et/ou du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) ;
 - pour analyser, comparer, évaluer, prendre des sanctions et/ou des mesures disciplinaires (y compris les éventuels appels) ;
 - sous une forme anonymisée (y compris la publication dans des rapports) ; et
 - dans les circonstances prévues au paragraphe 7.5.

Toute utilisation des contenus des clubs est sujette aux dispositions du paragraphe 12 ci-dessous.

- 7.4 Lorsque la compilation et/ou l'utilisation d'informations d'identification personnelles conformément aux présentes conditions générales implique le traitement de données personnelles au sens de la législation sur la protection des données applicable, l'utilisateur enregistré concerné consent et doit s'assurer que les tiers concernés (y compris, le cas échéant, les joueurs) consentent à ce traitement de la manière et dans la mesure requises par cette législation.
- 7.5 L'UEFA ne vendra ni ne partagera aucune information acquise par l'intermédiaire de la solution informatique OL/FPF à des tiers ne faisant pas partie du programme d'OL/de FPF sans l'accord préalable écrit de l'utilisateur enregistré, sauf dans la mesure prévue par les présentes conditions générales, si la législation applicable le requiert ou en cas d'autre accord écrit de l'utilisateur enregistré. Il est entendu que certaines informations (y compris les contenus des clubs) peuvent devoir être transférées aux autorités compétentes (y compris le TAS).
- 7.6 L'utilisateur enregistré/les personnes autorisées/les autres tiers impliqués sont autorisés à accéder à leurs informations d'identification personnelles détenues par l'UEFA et/ou à demander que toute information d'identification personnelle inexacte ou incomplète détenue par l'UEFA soit rectifiée ou complétée, en accord avec la législation sur la protection des données applicable.

8. Contenus des clubs

- 8.1 Les « **contenus des clubs** » font référence à toute information et matériel, de quelque nature qu'ils soient, enregistrés par un club dans la solution informatique OL/FPF et/ou qui sont demandés ponctuellement par l'UEFA en relation avec l'objectif autorisé (y compris les données, bases de données, documents, dossiers, informations financières de toute nature, secrets professionnels, informations sur les accords, arrangements et/ou partenariats commerciaux/inter-entreprises/stratégiques, et autres informations sur l'entreprise concernant le club, ses équipes et/ou ses joueurs). Afin de lever toute ambiguïté, les contenus des clubs peuvent comprendre les informations sur toute filiale, entité associée et/ou société mère d'un club jusqu'à la société mère ultime, sur toute filiale ou entité associée de cette société mère ultime, et sur toute autre partie liée telle que définie dans le Règlement.
- 8.2 Le club accepte de fournir à l'UEFA, par l'intermédiaire de la solution informatique OL/FPF, ses contenus sous la forme raisonnablement requise par l'UEFA conformément aux règlements, directives et instruments d'aide de l'UEFA et aux autres informations communiquées ponctuellement à l'utilisateur enregistré en relation avec l'objectif autorisé. En outre, le club doit fournir, à ses frais, toute actualisation des informations requise en vertu du Règlement et toute autre assistance régulière à l'UEFA concernant les problèmes techniques, administratifs et liés aux services en rapport avec l'utilisation et la transmission de ses contenus par l'intermédiaire de la solution OL/FPF, sur demande raisonnable de l'UEFA.
- 8.3 Après avoir été saisis par le club dans la solution informatique OL/FPF, les contenus du club seront vérifiés par le bailleur de licence auquel le club est affilié conformément aux règlements, directives et instruments d'aide de l'UEFA applicables et aux autres informations communiquées ponctuellement à l'utilisateur enregistré en relation avec l'OL/le FPF.
- 8.4 L'UEFA n'a pas l'intention de modifier ni d'éditer les contenus des clubs, et la solution informatique OL/FPF n'a pas été conçue à cet effet. L'UEFA peut néanmoins inclure des commentaires supplémentaires et/ou d'autres informations complémentaires ou liées à ces contenus. Afin de lever toute ambiguïté, tout commentaire, modification et information ajoutés par l'UEFA sont considérés comme des contenus de l'UEFA (tels que définis ci-après).
- 8.5 Sans préjudice du paragraphe 12 ci-dessous, l'UEFA prendra toutes les mesures raisonnables afin de garantir la confidentialité des contenus des clubs. Dans ce cadre, elle s'assurera que l'accès aux contenus des clubs dans la solution informatique OL/FPF soit restreint comme prévu au paragraphe 6.2 ci-avant. Afin de lever toute ambiguïté, les contenus des clubs ne peuvent pas être utilisés dans les buts prévus au paragraphe 7.3 ci-dessus.

9. Contenus de l'UEFA

- 9.1 Les « **contenus de l'UEFA** » font référence à toute information et matériel, de quelque nature qu'ils soient, figurant dans la solution informatique OL/FPF qui ne sont pas considérés comme des contenus des clubs.
- 9.2 Dans le cadre du Règlement, l'UEFA peut (selon sa libre appréciation) mettre des contenus de l'UEFA à la disposition d'utilisateurs enregistrés **appropriés** (par exemple, certains contenus de l'UEFA liés à un club spécifique peuvent devoir être mis à la disposition de ce club).
- 9.3 **Sans préjudice** du paragraphe 12 ci-après, l'utilisateur enregistré doit prendre toutes les mesures raisonnables pour préserver la confidentialité des contenus de l'UEFA. Il doit notamment prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'accès aux contenus de l'UEFA dans la solution informatique OL/FPF soit restreint comme prévu au paragraphe 6.2 ci-avant. Afin de lever toute ambiguïté, les contenus de l'UEFA peuvent être utilisés uniquement dans l'objectif autorisé et ils ne peuvent être utilisés dans aucun but commercial, quel qu'il soit.

10. Engagements du club

- 10.1 Chaque club garantit et certifie à l'UEFA qu'il (y compris ses personnes autorisées) a agi de bonne foi et qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les contenus qu'il a saisis dans la solution informatique OL/FPF sont clairs, précis, fiables et complets conformément aux exigences figurant dans les règlements, directives et instruments d'aide de l'UEFA et dans les autres informations communiquées ponctuellement à l'utilisateur enregistré en relation avec le Règlement. Le club doit tout mettre en œuvre pour s'assurer que ses contenus saisis dans la solution informatique OL/FPF par le club et/ou par ses personnes autorisées sont clairs, précis, fiables et complets.

- 10.2 Chaque club doit tout mettre en œuvre pour obtenir les autorisations, consentements et accords afin que ses contenus puissent être soumis par l'intermédiaire de la solution informatique OL/FPF et utilisés dans le cadre de l'objectif autorisé et selon la manière prévue dans les présentes conditions générales. Il doit, sur demande, fournir à l'UEFA une confirmation écrite et/ou la preuve de ces autorisations, consentements et accords.
- 10.3 L'UEFA décline toute responsabilité liée aux conséquences de tout contenu inexact, incomplet et/ou non fiable saisi par un club dans la solution informatique OL/FPF. Un club ne répond pas vis-à-vis de l'UEFA des conséquences : (a) de toute information inexacte, incomplète et/ou non fiable saisie par le bailleur de licence auquel le club est affilié dans la solution informatique OL/FPF ; ni (b) de toute violation des présentes conditions générales par le bailleur de licence auquel le club est affilié.
- 10.4 Afin de lever toute ambiguïté, un club ne doit pas soumettre des données dans la solution informatique OL/FPF si cette saisie entraîne une violation de la législation applicable.
- 10.5 Si un club est soumis à une législation ou à une réglementation qui l'empêche de soumettre certaines données par l'intermédiaire de la solution informatique OL/FPF (y compris, par exemple, l'obligation pour les sociétés cotées en Bourse d'établir des « listes d'initiés »), il doit en informer l'UEFA. Dans ces circonstances, l'UEFA accepte de collaborer avec le club en question pour tenter de trouver et de mettre en place des solutions raisonnables et appropriées.

11. Engagements du bailleur de licence

- 11.1 Chaque bailleur de licence garantit et certifie à l'UEFA qu'il (y compris ses personnes autorisées) a agi de bonne foi et qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour vérifier les contenus saisis par les clubs dans la solution informatique OL/FPF conformément aux exigences figurant dans les règlements, directives et instruments d'aide de l'UEFA et dans les autres informations communiquées ponctuellement à l'utilisateur enregistré en relation avec le Règlement. Le processus de vérification peut impliquer que le bailleur de licence inclue des commentaires supplémentaires et/ou d'autres informations complémentaires ou liées aux contenus des clubs. Le bailleur de licence est seul responsable de la vérification de tous les contenus des clubs saisis dans la solution informatique OL/FPF par le club et/ou par ses personnes autorisées. Toute information ou autre donnée saisie dans la solution informatique OL/FPF par un bailleur de licence après ces processus de vérification est considérée comme faisant partie des contenus du club concerné. Afin de lever toute ambiguïté, les dispositions du paragraphe 10.3 s'appliquent à toute information saisie dans la solution OL/FPF par le bailleur de licence auquel le club concerné est affilié.
- 11.2 Sans préjudice des dispositions susmentionnées relatives à la confidentialité, chaque bailleur de licence garantit et certifie qu'il (y compris ses personnes autorisées) a pris toutes les mesures raisonnables pour préserver la confidentialité des données des clubs. En particulier, les données des clubs saisies dans la solution informatique OL/FPF par un club et/ou vérifiées par le bailleur de licence ne sont pas accessibles pour des tiers, ni divulguées à des tiers, ni mises à la disposition de tiers de quelque autre manière que ce soit, les tiers comprenant les autres clubs (notamment les clubs affiliés au même bailleur de licence), sauf dans la mesure prévue par les accès accordés à l'UEFA dans le cadre des présentes conditions générales et dans le cadre des règlements, directives et instruments d'aide de l'UEFA et dans les autres informations communiquées ponctuellement à l'utilisateur enregistré en relation avec le Règlement ou comme prévu au paragraphe 11.4.
- 11.3 L'UEFA décline toute responsabilité liée aux conséquences de tout contenu inexact, incomplet et/ou non fiable saisi par un bailleur de licence dans la solution informatique OL/FPF. Un bailleur de licence ne répond pas vis-à-vis de l'UEFA des conséquences : (a) de toute information inexacte, incomplète et/ou non fiable saisie par un club affilié à lui dans la solution informatique OL/FPF ; ni (b) de toute violation des présentes conditions générales par un de ses clubs affiliés.
- 11.4 Le paragraphe 11.2 n'a pas pour vocation d'empêcher le bailleur de licence de continuer à travailler avec des tiers en rapport avec les sujets du Règlement, à condition que l'implication de ces tiers fasse l'objet de mesures de confidentialité appropriées et approuvées par les clubs concernés.

12. Confidentialité

- 12.1 Chaque utilisateur enregistré doit préserver la confidentialité de toute information transmise ou obtenue par l'intermédiaire de la solution informatique OL/FPF, à l'exception des communications à ses conseillers et à ses réviseurs et de toute autre communication requise dans le cadre des règlements de l'UEFA, par une autorité compétente ou par la législation.

12.2 L'utilisateur enregistré accepte de prendre toute mesure raisonnable qui est nécessaire à la préservation de la confidentialité des contenus de l'UEFA et des contenus des clubs, y compris en s'assurant du respect par ses employés, ses agents, ses conseillers et ses réviseurs des dispositions relatives à la confidentialité.

13. Coûts

L'utilisation de la solution informatique OL/FPF (conformément aux présentes conditions générales) est gratuite (sans frais d'abonnement) pour les utilisateurs enregistrés. Les utilisateurs enregistrés prennent en charge tous les autres frais en rapport avec la solution informatique OL/FPF, y compris l'installation du matériel et des logiciels et l'ensemble des frais de connexion à Internet, de communication et liés au fournisseur d'accès.

14. Propriété intellectuelle et propriété de la solution informatique OL/FPF

14.1 La solution informatique OL/FPF est la propriété de l'UEFA et tous les droits sont réservés par l'UEFA.

14.2 Tous les droits, titres et intérêts (y compris tous les droits d'auteur et les autres droits de propriété intellectuelle) liés à la solution informatique OL/FPF (y compris son design, sa structure, sa présentation et tous les contenus de l'UEFA) sont la propriété exclusive de l'UEFA, sans limite de temps. En outre, l'UEFA se réserve tous les droits sur toutes les marques déposées, les marques de service, les logos et les autres caractéristiques distinctives de marque de l'UEFA et de la solution informatique OL/FPF, actuels et futurs.

14.3 Sous réserve du droit de l'utilisateur enregistré d'utiliser les contenus des clubs de la manière prévue par les présentes conditions générales, tous les droits, titres et intérêts (y compris tous les droits d'auteur et les autres droits de propriété intellectuelle) sur les contenus soumis par les clubs sont la propriété exclusive du club concerné, sans limite de temps, et tous les droits, titres et intérêts (y compris tous les droits d'auteur et les autres droits de propriété intellectuelle) sur les contenus des clubs soumis par les bailleurs de licence sont la propriété exclusive du bailleur de licence concerné, sans limite de temps.

14.4 Aucune disposition des présentes conditions générales ne vise à accorder à tout utilisateur enregistré une licence ou un droit d'utilisation des noms, logos, images ou marques déposées figurant dans la solution informatique OL/FPF.

15. Clause de non-responsabilité

15.1 Toute utilisation de la solution informatique OL/FPF est proposée « en l'état », « dans la mesure des disponibilités » et aux propres risques de l'utilisateur enregistré, sans garantie ni condition de quelque nature qu'elle soit, ni explicite ni tacite.

15.2 L'UEFA ne peut pas garantir (et ne garantit pas) que la solution informatique OL/FPF sera pleinement opérationnelle, exempte d'erreurs et libre de tout virus.

16. Force majeure

Un utilisateur enregistré ne viole par les présentes conditions générales si et dans la mesure où il est dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations ou de s'en acquitter dans les délais prévu pour des raisons de force majeure.

17. Autonomie

Si toute disposition des présentes conditions générales est déclarée nulle, illégale ou inapplicable par toute autorité compétente dans quelque mesure que ce soit, cette disposition sera supprimée, et les dispositions restantes conserveront leur validité dans toute la mesure où la loi le permet. Toute disposition invalidée sera remplacée par une disposition négociée par les utilisateurs enregistrés (ou par toute disposition prévue par l'autorité compétente) qui reflète au mieux l'objectif et l'esprit des présentes conditions générales.

18. Renonciation

Toute renonciation concernant la violation de toute disposition des présentes conditions générales ne sera valable que si elle est faite par écrit et précise expressément qu'il s'agit d'une renonciation, et elle n'aura pas l'effet d'une renonciation concernant toute autre violation de cette disposition – ni ne sera interprétée comme telle – ni concernant toute violation d'une autre disposition des présentes conditions générales. Le fait de différer ou d'omettre l'exercice de tout droit, pouvoir ou recours conféré par la loi ou en vertu des présentes

conditions générales ne portera pas atteinte à ce droit, pouvoir ou recours ni n'aura l'effet d'une renonciation à celui-ci, et l'exercice unique ou partiel d'un tel droit, pouvoir ou recours ne saura empêcher tout autre exercice ou un exercice plus étendu de celui-ci, ni l'exercice de tout autre droit, pouvoir ou recours.

19. Droit applicable et for juridique

19.1 L'utilisateur enregistré accepte que toutes les questions en rapport avec les présentes conditions générales et/ou le Règlement et/ou l'utilisation de la SOLUTION INFORMATIQUE OL/FPF soient soumises à la législation suisse, nonobstant les principes régissant le conflit de lois.

19.2 En cas de différend, l'utilisateur enregistré accepte de se soumettre à la compétence juridictionnelle exclusive du Tribunal Arbitral du Sport, à Lausanne, Suisse.

INDEX

Actifs courants et actifs non courants	48
Ajustements	18, 44, 72, 75, 93, 97
Amortissement/perte de valeur des immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs	66
Amortissement/perte de valeur des inscriptions de joueurs	67, 95
Autres charges d'exploitation	64
Autres produits d'exploitation	61
Autres recettes ou dépenses	70
Bilan	17, 46
Cession d'immobilisations corporelles	69, 76
Charges financières	70
Charges/produits d'impôt	71
Compte de résultat	17, 52
Construction d'immobilisations corporelles	93
Contributions	20, 103
Coûts de vente/des matériaux	62
Dates clés et délais	36
Dépenses déterminantes	67, 75
Dépenses relatives à des activités de développement de la collectivité	91
Dépenses relatives à des activités de développement du secteur junior	89
Dépréciation/perte de valeur des immobilisations corporelles	66
Dettes de transfert	24, 29, 32, 34
Dettes envers le personnel	29
Dettes envers les administrations sociales/fiscales	24, 32, 50
Écart acceptable	20, 107, 119
Éléments non monétaires	95
Endettement net	51
Événements postérieurs à la clôture	3, 123
Exemption de l'exigence relative à l'équilibre financier	19, 122
Exigence relative à l'équilibre financier	16, 20, 67, 101, 108, 109
Facteur de transition	114
Fonds propres	50
Frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs	67
Indemnité de formation/solidarité	28
Indemnité de transfert conditionnelle	27
Indemnité de transfert convenue	26
Indicateurs	19
Informations financières prévisionnelles	21, 112
Instance de contrôle financier des clubs	3
Juste valeur	75, 77, 82, 83
Lettre d'affirmation de la direction	13, 21, 35
Méthode comptable relative aux inscriptions de joueurs	67, 97
Monnaie	12, 120
Opérations non footballistiques	85, 88
Package des arriérés de paiement (package AP)	24
package des états financiers (package EF)	7
Package des états financiers (package EF)	39, 46
Package des informations relatives à l'équilibre financier (package EqF)	15, 39, 46, 75, 98
Package des informations sur le club (package IC)	11, 41
Partie liée	18
parties liées	48, 50, 80, 103
Passifs courants et passifs non courants	49
Périmètre de reporting	9, 12, 41, 42, 44
Période de reporting	12, 20
Périodes de reporting autres que 12 mois	118
Prestations en faveur du personnel	63
Procédure de surveillance des clubs	5
Profit ou perte après impôt	71
Profit/perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles autres que les inscriptions de joueurs	69
Profit/perte résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs	67
Rapprochement	8, 51
Recettes de billetterie	55

Recettes de sponsoring et de publicité	56
Recettes des activités commerciales	59
Recettes des droits de diffusion	58
Recettes déterminantes	67, 75
Recettes financières.....	69
Responsabilités des bailleurs de licence	13, 22, 35
Responsabilités des bénéficiaires de la licence.....	11, 15, 24
Résultat relatif à l'équilibre financier	18, 19, 75
Société mère	41
Solution informatique OL/FPF.....	3
Solution informatique OL/FPF : conditions générales.....	124
Structure juridique du groupe.....	41, 44
Synthèse des dettes de transfert	28
Tableau des dettes de transfert	24
Tableau des flux de trésorerie	17, 73
Tableaux supplémentaires	89
Total des recettes.....	62
Transferts de joueurs	67
Versements de solidarité et primes de l'UEFA	60